

N°12
DÉC
2011

REVUE
POLITIQUE
MENSUELLE
DU PCF

P.6 REGARD

ENTRETIEN AVEC
STANLEY GREENE,
PHOTOGRAPHE

P.34 COMMUNISME
EN QUESTION

DES FLUX DU NON
MONDE CAPITALISTE
AUX FLUX DU
COMMUNISME ET
DU MONDE ÉCLATS
Par André Tosel

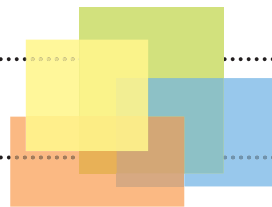
P.38 SCIENCES

LA RÉVOLUTION DES
BIOTECHNOLOGIES
Par Michel Limousin

LA REVUE DU PROJET

► P.6 LE DOSSIER

DÉMONDIALISATION



Place au peuple ! Résolument !

Excellente initiative. Il n'y a plus dans l'espace public de parole dissidente et pertinente qui affranchirait nos citoyens d'une lecture unique des événements qui frappent notre pays. Sont-ils informés que cette crise c'est le moteur du démantèlement de toute la gratuité des services publics. Notre richesse commune, le socle du pacte républicain. Ils ouvrent la porte à la corruption, à l'inégalité qui va faire s'effondrer la chance d'un parcours santé gratuit de l'école ■

JOËLLE LANTERI, MEDIAPART

Démocratie participative ?

[...] Pourquoi poser la démocratie en premier et non pas le cadre offert par la société et également pourquoi ajouter le terme participatif qui me semble-t-il est inclus dans l'idée de démocratie ? Je pense que de poser les termes ainsi risque de réduire le sens à un droit « d'intervenir à son niveau ». [...] Les citoyens libres doivent s'exprimer en fonction de leur conception du monde et non en tant que catégorie sociale, culturelle... Ainsi de poser le vote des femmes, des émigrés... risque d'enfermer les personnes dans des référents prédéterminant leurs choix. De fait, un individu libre ne devrait-il pas faire ses choix en tant qu'individu et non en tant que membre d'un groupe ? [...] La professionnalisation de la politique a produit une sorte de caste déconnectée du monde réel ; c'est-à-dire agissant en tant que membre d'une catégorie avant d'agir en tant que citoyen, représentant du peuple. [...] Ne pourrait on penser le travail politique comme quelque chose de ponctuel dans la vie d'un individu duquel il ne retirerait aucun statut ou avantage particulier à l'exception de ce qui est nécessaire à la réalisation de sa mission ? ■

PHILIPPE MISRAHI

SOMMAIRE

2

4 FORUM DES LECTEURS/LECTRICES

5 REGARD

Entretien avec **Stanley Green**

7 ► 23 LE DOSSIER DÉMONDIALISATION

Renaud Boissac

Quelle(s) (dé)mondialisation(s) pour un projet émancipateur ?

Bernard Cassen Pour que l'altermondialisme cesse de tourner en rond

Jean-Marie Harribey Ne pas se tromper de cible

Elisabeth Gauthier Changer le monde

Paul Boccara Une radicalité illusoire

Arnaud Montebourg Changer de logiciel

Jacques Sapir Démondialisation et protectionnisme européen

Sandra Moatti Pourquoi la mondialisation est réversible

Alain Morin face aux délocalisations, l'exigence d'une nouvelle industrialisation

Michel Rogalski Démondialisation : le débat interdit ?

Clotilde Mathieu La mondialisation en chiffres

Mireille Schurch

Démondialisation et territoires

Jacques Fath Un développement humain durable pour un nouvel ordre international

L'humain d'abord ! La France pour changer le cours de la mondialisation

24 COMBAT D'IDÉES

Gérard Sreiff : La résist ble droitisation

25 SONDAGES

On vit moins bien qu'avant !

26 PROGRAMME DU FRONT DE GAUCHE EN DÉBAT

Contribution au partage et à l'échange autour de *L'humain d'abord*

28 NOTES DE SECTEUR

Santé Le défi de l'éradication

de la transmission du virus du VIH

Quartiers populaires Les quartiers populaires au cœur de la bataille idéologique

30 REVUE DES MÉDIAS

Alain Vermeersch La démocratie

ligotée en Europe

32 CRITIQUES

Coordonnées par **Marine Roussillon**

• Pierre Laborie, *Le chagrin et le venin*

• David Harvey, *Le nouvel impérialisme*

• Thierry Lodé, *La biodiversité amoureuse. Sexe et évolution*

• Bernard Vasseur, *La Démocratie anesthésiée*

34 COMMUNISME EN QUESTION

André Tosi Des flux du non monde capitaliste au flux du communisme et du monde éclats

36 HISTOIRE

Philippe Bourdin Être citoyen sous le Directoire

38 SCIENCES

Michel Limousin La révolution des biotechnologies

40 CONTACTS / RESPONSABLES DES SECTEURS



Part de femmes et part d'hommes s'exprimant dans ce numéro.

Parce que prendre conscience d'un problème, c'est déjà un premier pas vers sa résolution, nous publions, chaque mois, un diagramme indiquant le pourcentage d'hommes et de femmes s'exprimant dans la revue.



Nous disposons d'une édition *La Revue du Projet* publiée et recommandée par la rédaction de **Mediapart**. Nous vous invitons à participer à cette collaboration en réagissant, en commentant et en diffusant largement les contributions que nous mettons en ligne. <http://blogs.mediapart.fr/edition/la-revue-du-projet>

Note : Pour tout commentaire concernant cette édition, vous pouvez nous contacter à l'adresse suivante : nicolasdutent@gmail.com



NOUVEAU TESTAMENT

Il faut relire les Évangiles. Et les Grecs. Et les Égyptiens. À la source ou avec l'aide de la philosophe Simone Weil.

Il faut les relire, résolument. Ces textes sont des sommets de l'esprit humain. Plus de 2000 ans nous séparent "et pourtant" les intuitions les plus fondamentales de ces textes sont intactes. Les pouvoirs, économiques, financiers, politiques au sens étroit, regardent les êtres humains comme des objets. Et ces textes opposent le respect inaliénable de la personne humaine et notre responsabilité individuelle devant les forces qui privent les êtres humains de leur droit au développement physique et spirituel.

Dans *Des origines de l'Hitlérisme*, Simone Weil, cite les propos attribués au dieu Râ, quarante siècles plus tôt : « J'ai créé les quatre vents pour que tout homme puisse respirer comme son frère... J'ai créé tout homme pareil à son frère. Et j'ai défendu qu'ils commettent l'iniquité, mais leurs cœurs ont défailé ce que ma parole avait prescrit ».

Que le lecteur patient et indulgent se rassure : l'auteur de ces lignes n'a pas (encore ?) été touché par la grâce.

Et pourtant... il est quant à moi certain que rien de plus grand ne pourra être écrit que ces textes qui envisagent l'être humain sous le rapport de son droit fondamental au bonheur. A pouvoir se nourrir, s'éduquer, connaître la passion des arts, travailler chaque jour pour le bien de la communauté humaine, être logé, jouir de la chaleur d'un foyer, avoir la vie digne qu'autorise

un ordre social respectueux de la personne humaine.

Il y a quelques jours j'ai participé à une réunion publique au cours de laquelle certains participants se sont mués en chasseurs d'utopie et de rêves, de systèmes compliqués à venir censés résoudre avec magie les problèmes posés à la société actuelle.

À la fin de cette réunion, je me suis fait à moi-même cette remarque : cette chasse à l'utopie magique est vaine. Elle est littéralement une fuite en avant. Une manière de fuir dans un propos compliqué, la nécessaire réappropriation par chacune et chacun, des buts fondamentaux de notre action politique.

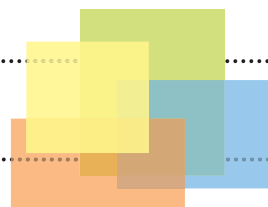
Je reformule une seconde le paragraphe précédent. L'état social actuel prive chacun, chacune du droit premier à se respecter. Respecter son travail, son besoin d'éducation, de temps libre, de rapport authentique à l'autre. Le marché a même pris possession de nos désirs. Et cette privation de soi conduit, dans l'ordre politique, à remettre sans cesse la libération humaine dans un au-delà de constructions sociales compliquées.

Je reformule encore. L'un des problèmes – l'un seulement, je n'écarte pas la foule des problèmes du moment –, l'un des problèmes de l'utopie n'est-il pas simplement de faire toucher à chacun-e la dignité de ce qu'est être humain. Donner au travailleur agricole la dignité profonde de son travail au regard des besoins humains, permettre au travailleur d'usine de

maîtriser ce qu'il produit, comment il le produit et pour quel usage social. Donner à chaque enseignant, à chaque artiste la reconnaissance que méritent celles et ceux à qui la société a donné la tâche de nourrir les esprits et les âmes.

Ce mois-ci, cet éditto est un plaidoyer. Un plaidoyer pour une simplicité assumée. L'idée de progrès humain est à mes yeux tout entière dans cette affirmation de la dignité humaine. Tout le reste, et pourtant de grande importance, n'est que contingence scientifique et technologique.

Notre liberté fondamentale est d'être des êtres humains dignes de ce nom. C'est le seul but de la politique. Tout le reste appartient à la sphère des contingences ou des errements. Et, pour ce qui me concerne, c'est ce fondamental qui fait de moi un communiste joyeux. ■



La démocratie anesthésiée

Je l'ai lu ! Quel ouvrage remarquable à conseiller vivement à toutes celles et ceux qui persistent à refuser d'être les moutons bêlants d'un panurgisme apeuré ! Mais qui et combien en ont entendu parler ? Toute la question fondamentale est là ! ■

JEAN-MICHEL ISEBE, MEDIAPART

Merci de nous avoir communiqué cette magnifique et magistrale conférence de Bernard Vasseur. Le despotisme qui règne présente effectivement les caractéristiques perçues par Tocqueville. Un despotisme new look à la fois dur pour les pauvres, faible et doux pour les riches, cynique et méprisant (cf *La société du mépris* d'Axel Honneth) conduisant à l'asservissement. L'abrutissement à la tâche de l'ouvrier ou à l'inactivité de l'exclus contribuent au grand écart toujours plus accentué entre l'oligarchie et ses commis petits ou grands et les classes moyennes et populaires. On voit bien où cela mène à la servitude que le despotisme finit par construire pour qu'elle devienne volontaire. ■

KOSZAYR, MEDIAPART

" Il n'y a pas de plus cruelle tyrannie que celle qui s'exerce à l'abri des lois et avec les couleurs de la Justice" Montesquieu. ■

POPPIE, MEDIAPART

Un très bel argumentaire, où l'on sent du "vrai". Une démocratie se meurt dans laquelle les citoyens, "je" abusés et désabusés, ne forment plus un "nous", et deviennent donc d'autant plus vulnérables aux effets des pouvoirs. Ces pouvoirs sont redoutables car ils secrètent leurs toxiques sous la forme de discours, d'idéologies qui empêchent de penser le monde autrement. Les laboratoires à idées peuvent fournir des contre-poisons, mais ils ont toujours des trains de retard sur les enfumeurs. Il leur faudrait au plus vite anticiper, ce que fait Bernard Vasseur en préfigurant une forme new look de despotisme démocratique. ■

ARTMONICA, MEDIAPART

La démocratie ne peut pas être ethnique

Une des propositions émises par Olivier Dartigolles dans son article « la démocratie comme réponse à la crise européenne » me surprend : la garantie de la représentation des minorités. Il faudrait un peu plus de précisions pour savoir de quoi nous parlons. Garantir la représentation de minorités n'est pas forcément gage de démocratie soit parce que les individus qui la représentent peuvent très bien défendre des intérêts particuliers soit parce que la « minorité » elle-même est sujette à caution. Quelle définition donner à « la minorité » : une religion ? un groupe quelconque qui se définit lui-même ? Des personnes de couleur (à quelle nuance arrête-t-on l'appartenance à l'un ou l'autre des groupes ?) ? Bref ne devrions-nous pas axer une partie de nos propositions sur la garantie que le niveau social des élus, tant au niveau européen, national que local, soit représentatif des classes sociales de la population ? ■

DANTE BASSINO

Afghanistan Zendagi

Magnifiques photos surtout celle de l'auto-tamponneuse!

Ispahan, Mediapart

Très belles photos qui mettent en évidence l'enfermement des femmes.

Michel, Mediapart

Sur le christianisme

Quel plaisir que ce sujet puisse être abordé dans un journal du PCF !

Pierre Assante

La commission nationale du PCF qui travaille sur les rapports avec les croyants aujourd'hui porte beaucoup d'intérêt aux questions de la place des femmes dans les différentes cultures religieuses. Le regard rétrospectif de l'histoire contribue à comprendre le présent. Il serait très utile que toute personne intéressée par les problèmes de la laïcité et des rapports avec les croyants, aujourd'hui comme hier, dans le christianisme comme dans d'autres cultures religieuses contacte la commission.

Pierre Saly

Polar et politique

Merci à Gérard Streiff pour ce regard sur la politique traitée par le polar. En complément j'attire l'attention des lecteurs de la revue sur l'excellent livre de Dominique Sigaud *Conte d'exploitation*. Il y a des passages remarquables sur la dérive "vichyste" de certains secteurs policiers. Plus éclairant qu'une thèse !

Patrick Coulon



© Stanley Greene - Noor/Courtesy Galerie la petite poule noire

Sur la route de Samashki, Tchétchénie. Avril 1995

«**S**TANLEY GREENE est un photographe résolument iconoclaste qui met à jour nos contradictions, une sorte d'écorché vif qui s'entête à s'introduire dans les plaies encore béantes qui saignent et hurlent leur douleur, parfois silencieusement, dans tous les coins du globe. Explorateur infatigable d'un monde abandonné à lui-même, pourfendeur mélancolique de la folie des hommes, il trimballe la mort et la misère comme des bagages encombrants qui le poursuivent sans trop lui laisser le choix. Juge implacable de la condition humaine, il traduit à la fois les renoncements inacceptables qui s'imposent sous nos yeux et les défis majeurs qui attendent l'humanité. Son objectif est paradoxalement une arme de paix qui part en guerre contre les circonstances que nous avons trouvées et qui ne sauraient se maintenir éternellement. Nous côtoyons à la fois un désenchantement profond et un refus radical, de par la violence symbolique ou physique suggérée par les images, de l'état de choses existant. Le génie artistique dialogue ici en permanence avec les méandres de l'âme et le poids lourd de notre responsabilité et de nos manquements ».

NICOLAS DUTENT

Entretien avec Stanley Greene

Stanley Greene, ancien Black Panther issu d'une famille américaine progressiste, ce début dans la vie n'est pas banal...

Effectivement. Mon père était communiste, davantage intéressé par le concept que par une réflexion réelle sur l'application effective de ce concept. Il lisait Karl Marx, qui a dit des choses essentielles tandis que dans le même temps, les contemporains qui ont tenté, en Russie par exemple, de donner « corps » à sa pensée ont tôt fait de donner une tournure pour le moins sclérosée à ses textes, à sa vision. Occultant au passage les évolutions nécessaires à apporter à cet idéal. Il faut aussi considérer que le communisme en Amérique est différent. L'« intelligentsia » américaine le vivait de manière plutôt romantique. Ce qui n'a cependant pas empêché mon père d'être « blacklisté » par le gouvernement de l'époque. Ronald Reagan et ses amis se sont arrangés pour évincer les progressistes américains de cette période, entrant dans une folle « chasse aux sorcières ». Dans ce contexte mon père a pourtant obtenu 2 000 voix à une élection locale importante, avec le soutien du parti travailliste et un engagement syndicaliste fort et remarqué. Le paradoxe est que mon père, à sa mort, a obtenu les honneurs militaires. Car il croyait malgré tout aux États-Unis tout en vilipendant le gouvernement américain et ses positions d'alors. Une pratique également très courante de la part des conservateurs consistait à fustiger de « communistes » tous les acteurs de la vie

> SUITE
PAGE 6

SUITE DE
LA PAGE 5 >

politique, socialistes ou non, qu'ils voulaient écarter du pouvoir. On le constate encore aujourd'hui quand on veut faire passer Barack Obama pour un grand homme de gauche alors qu'il incarne davantage le centre de l'arc politique américain. Être noir n'implique pas être de gauche. Je suis encore persuadé que l'Amérique est très conservatrice et croyante. Quand tu as ces deux idées en tête, tu comprends comment et pourquoi le discours ambiant qui existe sur place permet aux américains de se convaincre eux-mêmes que l'exploitation, par le travail et la concurrence, est un bénéfice pour la société. Il y a une sorte de masque derrière lequel se cache cette Amérique qui continue de prétendre œuvrer pour le bien de tous alors qu'on constate que tout se décide en fonction d'agendas et de « desiderata » qui arrangent surtout les grandes entreprises.

Le capitalisme demeure le meilleur moyen, et le plus efficace, d'endormir les gens, d'amuser les foules avec quelques réseaux sociaux... pour mieux les contrôler et tirer le maximum de profits dans cette course. On le constate avec les émeutes récentes qui ont eu lieu à Londres : l'organisation spontanée des gens qui ont participé à ce mouvement a pris de cours les forces de l'ordre, les policiers ont été complètement dépassés par ce réveil à la fois surprenant et phénoménal. Et paradoxalement tout cela n'aurait jamais connu une telle ampleur sans l'intervention de ces mêmes médias sociaux. Reste qu'avec le développement croissant des blogs etc, la non-vérification des informations et des sources s'installe et m'inquiète particulièrement. Il faudrait selon moi revenir au principe implicite du journalisme qui vise à valoriser les cinq fondamentaux, à savoir la règle : « *Who, what, when, where, why?* » (Qui, quoi, quand, où, pourquoi ?). Il faut répondre à ces questions et les vérifier.

Vous abandonniez il y a quelques années la photographie de mode pour vous consacrer pleinement à l'activité de photo-reporter, cela correspond-t-il à une quête de sens dans l'acte photographique ?

Avant même la photo de mode, j'ai commencé par photographier la scène punk-rock qui a émergé pour une bonne part dans les écoles d'art. Je suis plus tard venu au photo-reportage à la fois par chance et par accident. J'ai presque envie de dire que j'avais un appareil photo autour du cou.

Ce champ-là du photo-reportage vous épanouit-il davantage ?

Ce qui me passionne, c'est fondamentalement ces petits puzzles que je rassemble pour former des récits. J'ai aussi besoin d'être en contact avec la mort et la misère qui sont des histoires qu'on ne raconte pas ou peu. La rencontre avec Eugène Smith (un des photo-journalistes les plus anciens et talentueux) a aussi été décisive.

Une critique sous-jacente de votre travail consiste à dénoncer la « militarisation » du monde (voir reportage en Tchétchénie), est-ce un moyen de prolonger votre engagement de jeunesse ?

Très probablement si je rappelle que, dans un premier temps, je me suis engagé auprès de « grassroots » dans le Michigan, après quoi je me suis rangé sous le drapeau de rassemblements américains qu'on dirait « gauchistes », activistes ou anti-système propres aux années 60/70, vent debout contre la guerre du Vietnam. C'est aussi à cette période que Jesse Jackson a fini par être « instrumentalisé ». Il y avait beaucoup d'agitation populaire, l'âme de la rue prenait la parole, délivrait son message et la question du féminisme émergeait dans les débats. Il y avait des tendances plus radicales qui s'engageaient dans des sabotages, attaques à la bombe... Accointances politiques et émergences musicales rythmaient mon quotidien, je gravitais autour de cette ambiance. Nous possédions aussi un journal qui faisait office de « paravent » et relayait aussi bien nos activités que nos aspirations.



Vous photographiez sans complexe des scènes de guerre, que doit-on et que peut-on photographier ? Peut-on figer l'intolérable ?

Je me suis toujours refusé de photographier une exécution. C'est ma limite. C'est trop choquant en soi.

Pensez-vous que vos clichés, dont certains sont très déstabilisants par la violence qu'ils suggèrent, peuvent représenter une sorte de provocation, ne serait-ce que pour le regard ?

Pas de problème, je peux bien gâcher une journée de vie (rires). Plus sérieusement, je suis tout à fait tranquille avec le fait de pousser les gens dans leurs retranchements et leur imposer de voir ce qu'ils ne veulent pas voir. Cela peut les mettre mal à l'aise mais en même temps cette réalité est là. Je ne supporte pas non plus et pour exemple ce « fantasme » autour du viol ou des assassinats que je vais vous expliquer. On montre en effet énormément cette imagerie dans les films et dans les livres d'une manière tout à fait banalisée. Mais quand cela est dénoncé de manière plus franche et sans filtre, quand ces crimes vous sont dépeints sous les yeux, à cet instant plus personne ne veut les voir. Dans la vie réelle on veut effacer de notre mémoire cet aspect des choses alors qu'il s'impose au présent. Mais au cinéma, alors que ces scènes sont omniprésentes, ça ne choquera pour ainsi dire jamais. Cette mauvaise foi me fascine...

À titre individuel, comment parvenez-vous à lutter contre la trace laissée par cette violence dont vous avez été tant de fois témoin ?

Rock'n Roll ! (rires) La musique est ma drogue. Ma mère adorait le champagne, les framboises, les Doors et Dylan. Elle m'a transmis le goût de la musique. C'est devenu ma propre échappatoire.

S'accoutume-t-on à côtoyer la mort ?

Quand je décide de partir je suis serein car je me suis fixé préalablement un objectif (couvrir un conflit) et je garde ce cap. Au moment où je reviens c'est en revanche beaucoup plus difficile, c'est cette peur du retour que j'appréhende comme un terrible effet de « boomerang ». Généralement, cette réadaptation à la vie normale est très peu commode car les gens que je retrouve mènent une existence diamétralement opposée à celle dans laquelle j'ai été immergé. Je dois affronter alors de grandes contradictions. Il y a un vice à cela, c'est l'adrénaline qu'on cherche à relancer et cette aventure à la fois effrayante et enivrante qu'on veut chaque fois renouveler. La photographie revêt en ce sens un aspect addictif.

Entretien réalisé par Nicolas Dutent, Hortense Pucheral **et** l'aimable contribution de Isabelle Ziserman pour la traduction.

Liens utiles : www.polkagalerie.com/photographes
www.noorimages.com/photographers/stanleygreene

À la Galerie La Petite Poule Noire
ENTRE CHIEN ET LOUP - Photographies de Stanley Greene
du 10 novembre au 23 décembre 2011
12 boulevard des Filles-du-Calvaire 75 011 Paris
Ouvert de 12h à 19h / du mardi au samedi
M^o Saint Sébastien Froissart
<http://www.lapetitepoule noire.fr/>

Ce mois-ci *La Revue du Projet* vous propose de décortiquer le concept de « (dé)mondialisation » avec des responsables politiques, des économistes, des journalistes, des universitaires. La recherche d'une alternative à la crise du capitalisme financiarisé et mondialisé est au cœur de ces interventions.

ÉDITO

QUELLE(S) (DÉ)MONDIALISATION(S) POUR UN PROJET ÉMANCIPATEUR ?

PAR RENAUD BOISSAC*

Poser la question de quelles (dé)mondialisations pour un projet émancipateur montre à quel point la gauche politique, mais aussi associative et syndicale, se retrouve face à un enjeu majeur : quelle alternative proposer face à la gravité de la crise du capitalisme, dans sa forme actuelle : financiarisé et mondialisé ?

Arrivée à grands renforts médiatiques à l'occasion des primaires socialistes, l'idée de démondialisation, soufflée de manière discrète par quelques-uns auparavant, est venue chambouler le débat à gauche. Portée par le score d'Arnaud Montebourg, alimentée par des débats au sein des mouvements altermondialistes, la popularité de ce concept traduit aujourd'hui le besoin d'une part croissante de la population de trouver des réponses face aux effets désastreux de la crise. Ainsi, les délocalisations, le chômage, la précarité apparaissent non pas comme les conséquences du capitalisme mondialisé mais comme les conséquences de la mondialisation elle-même. En outre, cette idée, pouvant se définir comme un retour « sur les libéralisations généralisées : en tout premier lieu celles des marchés de biens et services et celles des circulations de capitaux » (Frédéric Lordon), se caractérise par certaines « mesures-phares » telles que les relocalisations et la reterritorialisation de la plus-value et des profits des firmes, un retour à l'idée de l'État-Nation comme expression privilégiée de la souveraineté populaire, la ré-industrialisation, des droits de douane sélectifs et ciblés, la taxation sérieuse des activités financières... La démondialisation se construit donc sur une critique ferme

du libre-échange et de la déréglementation financière, coupable de porter atteinte aux droits sociaux et à l'environnement. Elle s'attache à dénoncer le mythe d'une mondialisation « heureuse », qui aurait permis le développement des pays du sud. Dès lors la démondialisation se traduit in fine par une cristallisation des angoisses populaires envers la mondialisation et /ou l'Union Européenne.

La construction de l'alternative demande cependant d'adopter une certaine cohérence idéologique. Ne pas opposer, par exemple, la régulation financière et la bataille pour l'emploi. Au contraire, l'ensemble de la gauche – syndicale, associative et politique – qui conteste l'offensive ultra-libérale doit être en mesure de travailler communément dans les luttes sur des mesures de régulation des marchés et de l'actionnariat, de protections écologiques et sociales comme sur un nouveau mode de production, avec l'ensemble des exploités, de l'agriculteur africain au salarié européen.

L'intérêt est donc de créer du commun en dépassant l'idée que la critique du capitalisme financier et mondialisé doit se travailler indépendamment entre associatifs, syndicalistes et politiques mais que face à une droite de plus en plus extrême qui divise la classe exploitée entre les pays, les origines... les différentes composantes doivent être en capacité de se rassembler autour d'une analyse de classe.

Non pas proposer un simple protectionnisme face à d'autres États vus comme des « adversaires » mais faire émerger un peu partout de nouveaux droits pour les salariés, les jeunes, les populations.

Non pas se replier sur nos frontières, mais permettre la reconquête du poli-

tique face à l'économie grâce à une démocratie et une République refondée qui intègre à tous les niveaux les citoyens aux prises de décision donc grâce à une souveraineté populaire retrouvée.

Non pas incanter une sortie de l'euro, mais poser l'urgence d'un nouveau rapport capital/travail et de la sortie du néolibéralisme et du productivisme à outrance. Quand a-t-on vu que les pays non membres de la zone euro étaient plus protégés des logiques du capitalisme ? Non pas seulement réindustrialiser, mais changer les rapports de forces au sein de l'entreprise comme le contenu même de l'industrie.

Toutefois, l'apparition du concept de démondialisation permet de mettre au cœur du débat public l'idée d'un projet alternatif, l'idée que la mondialisation ultralibérale ne serait pas la fin de l'histoire. Certaines propositions sont en outre intéressantes et méritent d'être discutées car même si les finalités divergent, des convergences existent.

Un projet émancipateur demande donc de s'inscrire dans un processus général. C'est aujourd'hui tout l'enjeu face auquel se trouve la gauche de transformation sociale. Conquérir le pouvoir sur le capital en articulant nécessairement les luttes et mouvements sociaux au travail d'élus dans les institutions, à tous les niveaux (local, national, européen). C'est là la leçon qu'il faut tirer des différentes luttes en Grèce, en Égypte ou en Espagne. ■

*Renaud Boissac est coordonnateur du dossier « Démondialisation ».

POUR QUE L'ALTERMONDIALISME CESSE DE TOURNER EN ROND

Il faut d'abord voir dans la démondialisation une orientation stratégique de rupture et de refondation.

PAR BERNARD CASSEN*

Les 17 % de votes obtenus par Arnaud Montebourg lors du premier tour de la primaire du Parti socialiste en octobre dernier ont mis en évidence l'impact du thème de la démondialisation, dont le candidat avait fait son principal cheval de bataille. Quelques mois avant cette consécration – dotée d'une « griffe » de respectabilité car venue de l'intérieur d'une formation dont le centre de gravité est clairement social-libéral –, une sourde bataille avait commencé à se livrer autour du mot. Une bataille politico-sémantique, mais pas seulement : elle avait aussi une dimension patrimoniale. Beaucoup, dans les partis de gauche, ne voulaient pas donner l'impression de s'aligner sur le socialiste Montebourg et de se placer sur le territoire qu'il avait habilement délimité. Par ailleurs, dans le milieu associatif, certains détenteurs de la « marque » altermondialiste craignaient, semble-t-il, l'évaporation de leur fonds de commerce au profit d'une nouvelle « marque » présumée concurrente. Le terrain du débat avait été balisé intellectuellement, en France, par trois livres : celui de Georges Corm, *Le Nouveau Gouvernement du monde* (La Découverte, 2010) ; celui de Jacques Sapir, *La Démondialisation* (Seuil, 2011) ; et celui d'Arnaud Montebourg, *Votez pour la démondialisation*, préfacé par Emmanuel Todd (Flammarion, 2011). Ces deux derniers auteurs faisaient remonter le concept au Philippin Walden Bello, figure de proue des Forums sociaux mondiaux, dans son livre publié en 2002 *Deglobalization : Ideas for a New World Economy* (Zed Books, Londres, 2002). En fait, il avait déjà été proposé par l'auteur de ces lignes dans un article publié en novembre 1996 et intitulé « *Et maintenant... démondialiser pour internationaliser* » (Manière de voir n° 32). Mais, à l'époque, il n'avait pas fait surface dans le débat public.

UNE CONDAMNATION DE LA MONDIALISATION LIBÉRALE

Rien de plus naturel que les artisans et thuriféraires de la mondialisation libé-

rale aient pris pour cible un mot dont ils ne s'étaient d'ailleurs pas donné la peine de vérifier la signification – variable selon les auteurs –, mais qui valait condamnation de leur système en faillite. On a ainsi vu se multiplier les condamnations péremptoires, d'Alain Minc à Pacal Lamy en passant par Manuel Valls et, dernier en date, le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso (*Le Point*, 17 novembre 2011), tous traitant la démondialisation de concept « ringard » ou « réactionnaire ».

Cette montée en première ligne, avec des « éléments de langage » communs, traduit une sourde inquiétude : celle de la délégitimation de l'ordre capitaliste néolibéral dont le mouvement des Indignés est un autre symptôme. Cette délégitimation est un préalable indispensable pour rendre audible, dans les opinions publiques, un discours à la fois réellement alternatif et cohérent, un nouveau paradigme pour parler

“ *La démondialisation, c'est le passage à l'acte, le débouché politique tant réclamé par des militants qui ne se contentent plus de dresser des catalogues de revendications dans les Forums, mais veulent les voir aboutir concrètement.* ”

« savant ». Aussi longtemps que ne sera pas mise en pièces « *l'évidence du discours néolibéral* » – pour reprendre le titre d'un ouvrage de Thierry Guilbert tout juste paru aux éditions du Croquant –, des politiques de rupture ne pourront pas recueillir l'adhésion du plus grand nombre. On l'a bien vu en Espagne où, malgré la petite percée d'Izquierda Unida, les électeurs – et surtout les abstentionnistes – ont cru que leur seul choix se situait entre une austérité PSOE et une super-austérité PP.

Dans ce contexte sinistré, chacun devrait convenir que le point d'ancrage et de cristallisation constitué par l'installation

du mot « démondialisation » dans le lexique politique d'une partie de la social-démocratie française constitue un acquis non négligeable. Alors, au lieu d'instruire de faux procès, d'ergoter et de rechercher des concepts de substitution, mieux vaudrait utiliser, prolonger et amplifier cette dynamique.

DES FAUX PROCÈS

Le premier faux procès consiste à prétendre que ceux qui préconisent la démondialisation veulent ramener au périmètre national les luttes pour les biens sociaux mondiaux et contre le changement climatique, les pandémies, la spéculation sur les matières premières et les produits agricoles, etc. Ce faisant, ils confondent mondialisation et internationalisation.

Dans la mondialisation libérale, les acteurs sont globaux, transfrontières, déterritorialisés, off-shore. Il s'agit des opérateurs financiers, des transnationales, des organisations multilatérales à leur service (FMI, Banque mondiale, OMC, OCDE), de la Commission européenne, de la BCE. Tous ont en commun d'être hors de portée du moindre contrôle démocratique, réduisant ainsi à zéro toute forme de souveraineté populaire. La « troïka » BCE/FMI/Commission qui sévit à Athènes, Lisbonne, Rome, etc., en plaçant sous tutelle – et avec leur assentiment plus ou moins imposé – les différents gouvernements, constitue un modèle réduit édifiant de cette oligarchie planétaire.

L'internationalisation, elle, du moins dans son principe, a pour valeurs la coopération et la solidarité, mais elle peut aussi se traduire par des délégations de souveraineté consenties (et révoquables) par des collectifs politiques. Pour l'avenir prévisible, ces collectifs, à part quelques îlots, sont les nations. Reste à construire un véritable espace public européen pour que le sentiment d'appartenance et la capacité d'intervention commune qui en découle s'élargissent à ce niveau et au-delà. On pourra remarquer – les raisons sont multiples – que l'Amérique latine est bien plus avancée que l'Europe dans la construction d'un espace public continental.

Second faux procès : à en croire une tribune publiée par des membres influents d'Attac en juin 2011, la démondialisation serait « un concept superficiel et simpliste », par ailleurs antagonique avec l'altermondialisme. Cette

prise de position a été largement perçue à l'époque comme un réflexe « boutiquier » de la part de responsables d'une organisation qui, identifiée à l'altermondialisme, s'inquiète de l'émergence d'un concept présumé concurrent. Cette posture a rapidement fait long feu et aucun des intéressés ne s'en est réclamé dans un colloque d'excellente tenue, organisé le 19 novembre dernier par la Fondation Copernic et... Attac, et dont le titre était pourtant « Démondialisation / Altermondialisme » !

Cette retraite sur la pointe des pieds relevait du simple bon sens. Car l'altermondialisme ne se situe pas sur le même registre que la démondialisation. Un livre d'Attac – *Le Petit Alter. Dictionnaire de l'altermondialisme* (éditions des 1001 Nuits, 2006) – précise bien qu'il regroupe des initiatives et propositions qui « se soutiennent mutuellement, mais sans jamais tenter de se fédérer formellement ni de se cristalliser dans un programme rigide, d'autant plus que les différentes composantes de l'altermondialisme se réclament plutôt d'une culture de contre-pouvoir que de conquête du pouvoir ». Tout est dit... Il faudrait que l'on nous explique en quoi

la mise en œuvre de propositions altermondialistes serait « antagonique » avec l'altermondialisme !

Car la démondialisation, elle, se situe effectivement sur le registre du pouvoir, de sa conquête, puis de son exercice. Elle s'articule donc parfaitement avec l'altermondialisme dans la mesure où les actions de gouvernement qui sont sa raison d'être peuvent puiser dans le gisement de propositions des organisations ou coalitions qui se retrouvent dans les Forums sociaux mondiaux, continentaux ou nationaux. La démondialisation, c'est le passage à l'acte, le débouché politique tant réclamé par des militants qui ne se contentent plus de dresser des catalogues de revendications dans les Forums, mais veulent les voir aboutir concrètement. Sans cette perspective, le mouvement altermondialiste est voué à tourner en rond, à s'enliser ou à se folkloriser.

LES ACTIONS DE DÉMONDIALISATION

La panoplie des actions de démondialisation est potentiellement aussi diverse que celle des propositions altermondialistes. Ses axes centraux sont, d'une part, la mise à bas des piliers du

néolibéralisme que sont la liberté de circulation des capitaux et le libre-échange, et, d'autre part, en guise d'outil, l'affirmation de la souveraineté populaire et du contrôle démocratique des flux économiques et financiers à tous les niveaux pertinents. La mise sous tutelle des banques, la fermeture des paradis fiscaux, la taxation des transactions financières, des mesures de protection contre le dumping social, fiscal et écologique, etc., font partie de la panoplie, mais cette dernière ne s'y limite pas.

Au fond, il faut d'abord voir dans la démondialisation une orientation stratégique de rupture et de refondation : cesser de reculer face à la mondialisation libérale, passer à l'offensive pour en démanteler pas à pas les structures et permettre la construction de sociétés sur des bases « autres ». Ce qui nous enjoint de donner un contenu au mot d'ordre à la fois ouvert, optimiste et 100 % altermondialiste : « Un autre monde est possible ! ». ■

*Bernard Cassen est président d'honneur d'Attac, secrétaire général de Mémoire des luttes.

9

NE PAS SE TROMPER DE CIBLE

Le débat sur la démondialisation n'oppose pas les tenants de la mondialisation capitaliste et les anti, mais partage le camp progressiste, notamment la gauche de la gauche.

PAR JEAN-MARIE HARRIBEY*

La violence de la crise, la spécificité qu'elle revêt en Europe et l'obstination des gouvernements à la faire payer de plus en plus cher aux populations modifient la donne et font bouger les lignes du débat politique. En particulier, le débat sur la démondialisation n'oppose pas les tenants de la mondialisation capitaliste et les anti, mais partage le camp progressiste, notamment la gauche de la gauche. C'est d'ailleurs là le premier paradoxe : unanimes pour dénoncer les conséquences désastreuses de la mondialisation, pourquoi ne nous retrouvons-nous pas tous sur une même démarche pour penser l'alternative ? Parce qu'il y a au moins trois niveaux de débat dont l'issue n'est pas encore trouvée.⁽¹⁾

L'IMPASSE D'UN RÉGIME D'ACCUMULATION FINANCIÈRE

L'idée de démondialisation met en évidence le fait qu'il n'y a pas de consensus sur la nature de la mondialisation et sur celle de la crise capitaliste mondiale. La mondialisation n'est pas seulement le développement du commerce international parce que le libre-échange des marchandises s'est imposé. En amont de cela, il y a l'intégration des systèmes productifs et financiers menée tambour battant pour remédier à la crise de rentabilité du capital de la fin des années 1960 et du début des années 1970, à partir du moment où la circulation des capitaux a été totalement libérée. Dès lors, la crise actuelle n'est pas une addition de crises nationales dont la simultanéité serait d'ailleurs étonnante. La crise marque l'impasse

d'un régime d'accumulation financière : le monde de la finance a cru pouvoir voler indéfiniment hors-sol et compenser par la spéculation ou par l'endettement la difficulté de faire produire de la vraie valeur par le travail et à la réaliser ensuite. Difficulté d'autant plus grave pour l'accumulation que la barrière des ressources naturelles se dresse inexorablement devant elle. Il en résulte qu'il n'est sans doute pas réaliste de penser pouvoir échapper à cette crise

“ Il se pourrait que la « définanciarisation » soit une des conditions à un retour à la stabilité des relations internationales, plus qu'un protectionnisme qui serait mené au nom de la démondialisation. ”

systemique par une voie exclusivement nationale. La déconstruction qu'il faut opérer porte sur la logique capitaliste poussée à son paroxysme par la financiarisation : « Il se pourrait que la "définanciarisation" soit une des conditions

> SUITE
PAGE 10

à un retour à la stabilité des relations internationales, plus qu'un protectionnisme qui serait mené au nom de la démondialisation. »⁽²⁾

QUEL ESPACE DE RÉGULATION PERTINENT ?

- Des droits de douane aux frontières nationale ou européenne de 10, 15, 20...% ne compenseront certainement pas des écarts de coûts de production allant de 1 à 5 ou 10.
- La sortie de l'euro accompagnée d'une dévaluation de la monnaie nationale retrouvée verrait la dette extérieure libellée en euros augmenter, les importations renchérir, conduisant à dévaluer tous les ans ou tous les dix-huit mois, ainsi que le propose l'économiste Jacques Sapir.
- La proposition de dévaluer unilatéralement la monnaie du pays ignore la réaction que ne manqueraient pas d'avoir les autres pays.
- Comment ferait-on pour mettre en place une régulation du climat mondial au niveau national, ou bien les marchés agricoles mondiaux hautement volatils et spéculatifs ?
- Ces deux exemples sont révélateurs de l'impensé de la démondialisation en ce qui concerne le mode de développement. On ne peut aujourd'hui prôner la réindustrialisation de nos pays sans se demander quel type d'industrie développer. Or la question écologique n'est jamais abordée à l'intérieur du cadre intellectuel posé par les partisans de la démondialisation. En songeant à trouver une issue à la crise par la reconquête des marchés perdus, ils restent prisonniers d'un schéma concurrentiel non coopératif. Pire, il y a le risque de faire dévier un conflit de classes vers un conflit entre nations.

LA SOUVERAINETÉ DÉMOCRATIQUE

D'où un troisième niveau de débat sur la souveraineté démocratique. Comment les partisans de la démondialisation posent-ils le problème ? « Quoi qu'on en pense, la solution de la reconstitution nationale de souveraineté impose son évidence parce qu'elle a sur toutes les autres l'immense mérite pratique d'être là, immédiatement disponible – moyennant évidemment les transformations structurelles qui la rendent économiquement viable : protectionnisme sélectif, contrôle des capitaux, arraisonnement politique des banques, autant de choses parfaitement réalisables pourvu qu'on le veuille. »⁽³⁾ Les trois niveaux de transformations structurelles proposées sont tout à fait pertinents. Ce qui fait problème, c'est « l'évidence », l'« immé-

diatement disponible », le « déjà là », c'est-à-dire le fait de supposer le problème résolu alors que nous savons que la mondialisation a construit un univers exempt de tout contrôle démocratique. L'extrême difficulté que les peuples ont à surmonter est précisément de reconstruire totalement leur souveraineté et pas seulement de raviver une souveraineté mise en sommeil. Certains partisans de la démondialisation ont craint que la position critique que nous adoptions reflète une négation, voire une haine de l'État-nation. C'est un malentendu ou une erreur. Il s'agit juste de ne pas oublier le caractère contradictoire, ambivalent de l'État : au service de la classe dominante et en même temps tenu de procéder à certains arbitrages sociaux. Et il faut bien voir que les transformations du capitalisme depuis quatre décennies ont considérablement modifié le rôle assigné à l'État, devenu plus exclusif qu'intégrateur social, et qui ne peut être utilisé tel quel comme à l'époque qui lui avait valu le qualificatif de « providence ».

“ *Pire, il y a le risque de faire dévier un conflit de classes vers un conflit entre nations.* ”

Aussi, sans sous-estimer l'action possible au sein de chaque nation, il faut lui enlever tout caractère nationaliste. En sachant qu'il y a une contradiction à dépasser : si la démocratie s'exprime surtout à l'échelon national, les régulations et les transformations à réussir, notamment écologiques, se situent pour beaucoup au-delà des nations, d'où l'importance de la création progressive d'un espace démocratique européen. On peut donc envisager des points de rupture qui ne seraient pas consécutifs à une sortie de l'euro ou à un dispositif protectionniste unilatéral, mais qui débiteraient un processus visant le cœur de la logique du profit :

- rupture dans la répartition primaire des revenus entre capital et travail parce qu'elle est au cœur du conflit de classes à l'origine même de la crise : cette rupture-là porte sur le niveau des salaires bien sûr, mais aussi sur la fixation d'un revenu maximum et sur la réduction du temps de travail qui conditionne la résorption du chômage ;
- rupture dans la fiscalité avec une réforme radicale pour la rendre très progressive ;
- rupture dans les structures financières : socialisation des banques, Banque centrale européenne qui soit vraiment le

prêteur en dernier ressort, c'est-à-dire en première main par rapport aux États ;

- rupture dans la gestion de la dette : audit citoyen et annulation de la part illégitime des dettes publiques, nées de la défiscalisation des riches, de l'endossement des dettes privées et de la récession ayant diminué les recettes fiscales.

REFUS DU PROTECTIONNISME EN TANT QUE SYSTÈME

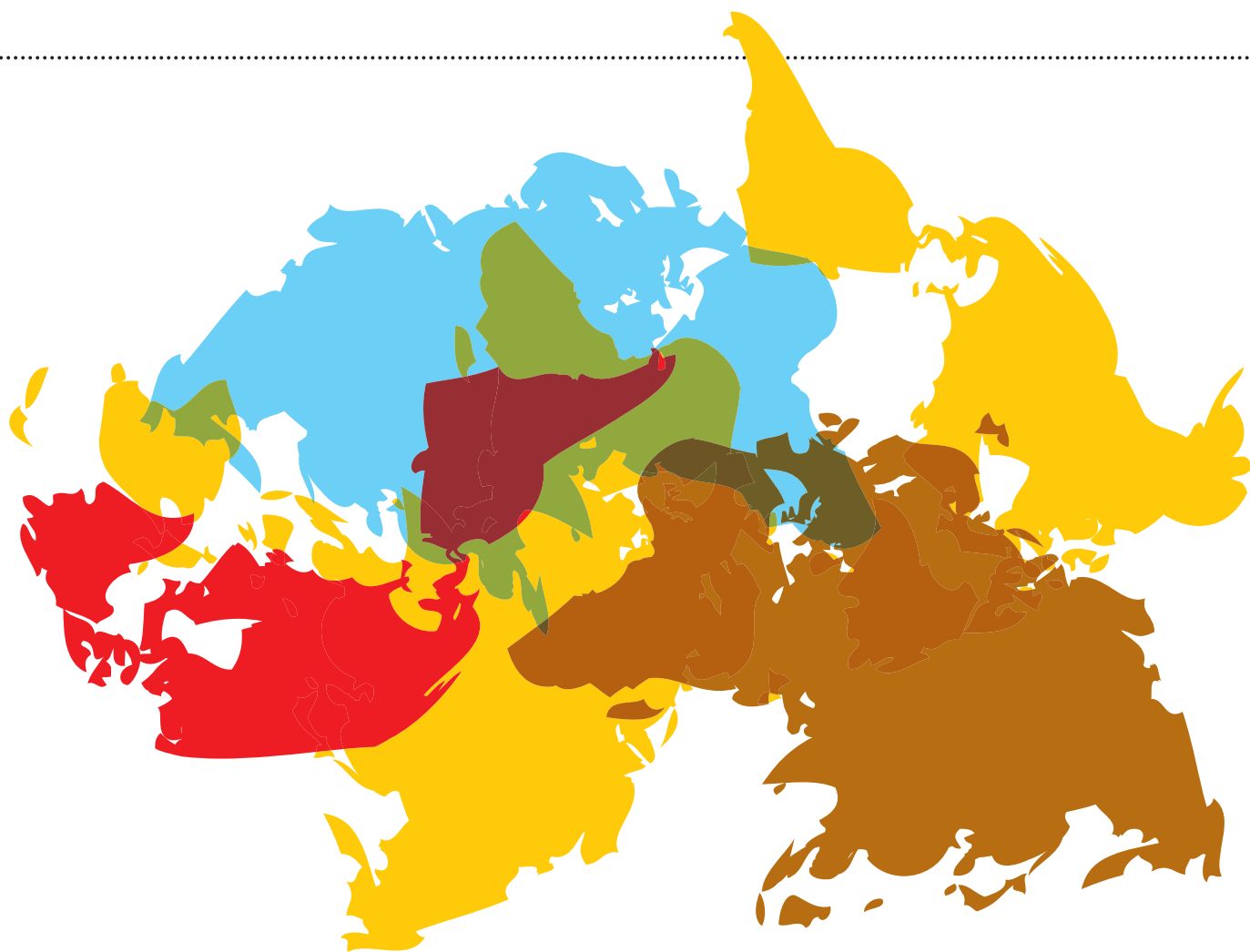
Ces points de rupture peuvent être amorcés au niveau national et en aucun cas ils ne constitueraient une déclaration de guerre économique aux pays étrangers ; au contraire, ils peuvent être étendus ailleurs. Et c'est à partir de ce moment-là qu'une coopération pourrait avoir lieu de façon à approfondir les transformations politiques nécessaires dans l'Union européenne. Autrement dit, le refus du protectionnisme en tant que système, par définition toujours unilatéral et non coopératif, ne signifie pas le refus de toute protection. Mais celles-ci doivent être envisagées de manière sélective et surtout en changeant de nature. Par exemple, pour reterritorialiser ou relocaliser certaines activités, une taxe au kilomètre de marchandise parcouru, applicable sur les importations et sur les exportations, est préférable à un droit de douane unilatéral. Autre exemple, au libre-échange de l'OMC ou au protectionnisme des partisans de la démondialisation, on pourrait opposer un système d'échanges internationaux bâti sur des écluses asymétriques des pays pauvres vers les pays riches, la plus forte conditionnalité étant imposée aux riches, notamment en matière agricole pour que la souveraineté alimentaire des pays du Sud soit reconstruite et protégée. Au total, ce débat sur la démondialisation est fondamentalement de nature politique car il s'agit de savoir quelle est la cible principale que doivent atteindre les mouvements sociaux dans le monde, la logique capitaliste, exacerbée par la finance, et non pas désigner l'étranger. ■

*Jean-Marie Harribey est maître de conférence en économie à l'université de Bordeaux IV, membre du conseil scientifique d'Attac, signataire du « Manifeste d'économistes atterrés ».

1) J.M. Harribey, Les impasses d'une réponse nationale à la mondialisation. Sortir de la crise, par où commencer ?, *Le Monde diplomatique*, octobre 2011.

2) R. Boyer, Une croissance sans laxisme financier est-elle possible ?, *L'Économie politique*, n° 52, octobre 2011, p. 76-90.

3) F. Lordon, Qui a peur de la démondialisation ?, *Le Monde diplomatique*, 13 juin 2011.



CHANGER LE MONDE

Le terme de « démondialisation » cible essentiellement les évolutions dans la sphère de la circulation du capital et des marchandises en proposant de nouvelles régulations nationales et internationales

PAR ELISABETH GAUTHIER*

Le débat autour de la « démondialisation » a pu prendre de l'ampleur au moment où la « mondialisation » apparaît comme un puissant facteur de crise et où l'échec des dogmes néolibéraux est visible. Il s'agit de fait d'un débat autour des grands principes régissant les évolutions récentes du monde ainsi que des stratégies pour s'y opposer. Dans le monde entier se propagent la contestation des logiques actuelles, l'exigence de démocratie et de profonds changements. L'impact populaire de l'approche proposant une « démondialisation » révèle – malgré les imprécisions et limites du terme – que des « réponses light » face à la crise perdent du terrain. Mais comme dans d'autres débats, comme par exemple croissance/décroissance, les

réponses ne peuvent être binaires et se résumer par « pour » ou « contre ».

ÉMERGENCE D'UN NOUVEAU TYPE DE CAPITALISME

Depuis la fin des années 1990, un débat assez vif quant au sens et à la pertinence du terme de « mondialisation » traverse la gauche et le mouvement altermondialiste. Un nouveau type de capitalisme – financiarisé et globalisé – avait émergé, régi par un mode d'accumulation et de reproduction dominé par la logique financière et soutenu par la grande offensive néolibérale. L'usage du terme « mondialisation » a permis de conceptualiser les réalités les plus visibles, notamment la libéralisation de la circulation des marchandises et des capitaux. En réponse, de nombreuses batailles « altermondialistes » se sont dévelop-

pées autour de ces questions (AMI, OMC, paradis fiscaux, taxe Tobin...). En même temps, l'usage du terme « mondialisation » a voilé le cœur de la transformation du capitalisme contemporain, la transformation du mode d'accumulation. C'est aussi la période de la soumission de l'économie réelle à la logique financière, la victoire des actionnaires dans la gestion des entreprises, l'organisation de flux sans cesse plus importants vers les actionnaires et la finance. C'est la période des privatisations massives, de l'instauration du chômage de masse et de la précarisation du travail, de la baisse de la valeur de la force de travail, de la réduction de la taxation des profits et des revenus du capital, de l'assèchement des recettes publiques. Cette logique qui s'étend à travers le monde nous a conduits dans la grande crise systémique actuelle. Elle ne peut se résumer par le concept de « mondialisation ». Par conséquent, le terme de « démondialisation » ne peut identifier la logique alternative que nous cher-

chons à définir. Le terme de « démondialisation » cible essentiellement les évolutions dans la sphère de la circulation du capital et des marchandises en proposant de nouvelles régulations nationales et internationales. Or, « changer le monde » suppose de transformer la totalité des rapports sociaux, de s'émanciper de l'ensemble des dominations dont celle du capital sur le travail.

UNE STRATÉGIE DE TRANSFORMATION GLOBALE

Si on veut faire reculer le pouvoir des grands actionnaires et des marchés financiers, il faut développer une double stratégie pour les prendre en tenaille : d'un côté des régulations réellement contraignantes pour les banques, le crédit, les marchés financiers, la circulation des marchandises et des capitaux, et de l'autre une grande offensive de revalorisation du travail et des salaires, de relance de l'économie réelle dans le sens d'un nouveau développement social, solidaire et écologique. Avancer selon ces deux axes suppose de changer les pouvoirs, d'inventer une nouvelle qualité de la démocratie. Un certain nombre de mesures dans une telle stratégie de transformation globale pourraient éventuellement être qualifiées de « démondialisation » sélective, mais l'ambition dans

son ensemble ne peut se réduire à cet aspect des choses. Pour prendre un exemple : la mise en concurrence des salariés et des territoires s'organise aujourd'hui au sein de chaque entreprise, de chaque groupe, sur chaque territoire. Face à l'insécurisation des conditions de leur existence, les salariés, chômeurs ou retraités, les jeunes, les migrants, les femmes et les hommes, l'ensemble des populations ont besoin de multiples protections face aux logiques de plus en plus destructrices, dans l'entreprise, dans la localité, au niveau d'un pays ou de l'Europe, à l'échelle mondiale.

Dans ce débat sur les moyens de changer de logique, il importe également de considérer les changements intervenus au sein des États-nations. Nous sommes aujourd'hui très loin des « États sociaux », garant d'un modèle social relativement intégratif. En Europe, la logique de « *market-state* » (État pour le marché) a pris le dessus, avec des institutions excluant de plus en plus et une représentation politique de plus en plus éloignée de la volonté des citoyens. Les États-nations ne constituent par conséquent pas tels quels des protections mais participent du démontage social et démocratique.

Vouloir changer le monde suppose une stratégie de rupture avec la logique actuelle partout où elle sévit. Il s'agit de modifier partout où c'est possible les rapports de forces, les pouvoirs, les politiques afin de contribuer à bâtir une nouvelle civilisation, une civilisation solidaire. ■

***Elisabeth Gauthier** est chargée des enjeux de la mondialisation au Conseil national du PCF, directrice d'Espaces Marx, co-éditrice de la revue *Transform* !

Une crise de civilisation ? Les contributions d'un colloque en janvier 2011 sont publiées dans un Supplément de *Transform* ! 2011. 220 pages. Voir aussi <http://www.espaces-marx.net/spip.php?article703>

ESPACES MARX ORGANISERA

SAMEDI 28 JANVIER

UNE JOURNÉE D'ÉTUDE

« Que révèle le débat
sur la démondialisation ?

Comment concevoir
une alternative aux logiques
complexes du capitalisme
financiarisé
et mondialisé ? »

UNE RADICALITÉ ILLUSOIRE

L'expression « démondialisation » peut correspondre à une exigence de mesures radicales contre la mondialisation en cours. Cependant, ces mesures devraient concerner plus exactement la construction d'un autre monde de partages

PAR PAUL BOCCARA*

Un thème est devenu à la mode dans une partie des courants de critique de la mondialisation néo-libérale : celui de la démondialisation. En réalité, cela correspond à une confusion entre la mondialisation actuelle et toutes formes de mondialisation éventuelles, comme si on acceptait l'idée que la mondialisation actuelle est la seule possible. Cette idée serait donc partagée entre les partisans de la mondialisation existante et certains de ceux qui se veulent ses adversaires radicaux.

Certes, cette expression peut, en fait, correspondre à une exigence de mesures radicales contre la mondialisation en cours. Cependant, ces mesures devraient concerner, à mon

avis, plus exactement la construction d'un autre monde. Il s'agirait d'un monde d'émancipation des dominations sociales exacerbées, du plan local au plan mondial, avec l'institution de coopérations très nouvelles à tous les niveaux.

S'ÉMANCIPER DE LA MONDIALISATION DU CAPITALISME

Il faut lutter pour s'émanciper de la mondialisation du capitalisme et du libéralisme, des dominations ravageuses des marchés financiers, des entreprises multinationales, de la mise en concurrence des salariés du monde entier, du chômage massif et de la précarité, de l'individualisme, des régressions des valeurs de solidarité, des monopolisations culturelles, des affrontements inter-

nationaux et de tous les intégrismes. Cette émancipation doit concerner, certes, les souverainetés nationales, mais profondément démocratisées et pour des coopérations internationalistes entre toutes les nations.

Cela suppose de nouvelles constructions sociales du plan national au plan zonal, comme celui de l'Union européenne, interzonal (comme une coopération euro-méditerranéenne) et aussi mondial. Cela concerne l'avancée de nouvelles institutions de maîtrise des marchés mondialisés et même de débuts de dépassement des marchés, avec de nouveaux services publics, de coopération et de partages, de nouveaux pouvoirs politiques du plan local au plan planétaire.

C'est le cas avec la montée d'exigences

d'interventions et de création monétaire de la Banque centrale européenne pour soutenir les dettes des États européens, contre les spéculations des marchés financiers mais aussi pour alimenter un Fonds européen de développement social et écologique en vue de l'expansion des services publics en coopération, à l'opposé des plans d'austérité. Cette création monétaire en commun peut encore concerner un refinancement des banques pour un crédit favorisant la croissance réelle et l'emploi. On peut viser encore la création monétaire à l'échelle mondiale, avec une refonte démocratique du FMI, et l'institution d'une véritable monnaie commune mondiale, à partir des Droits de tirages spéciaux du FMI, pour s'émanciper de la domination planétaire du dollar et pour refinancer les banques centrales elles-mêmes pour un co-développement de tous les peuples. On peut aussi adopter une taxation des transactions financières internationales contre la spéculation. Et c'est à l'échelle mondiale qu'on devrait interdire les paradis fiscaux.

NOUVELLES RÈGLES DE PROTECTION CONTRE LES DUMPINGS SOCIAUX ET ÉCOLOGIQUES

Si on doit mettre en cause les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), ce ne serait pas pour la suppression de règles mondialisées, mais pour d'autres règles de coopération et de réciprocité, de compensations et de protection légitime, avec par exemple une Organisation mondiale de maîtrise partagée du commerce pour la coopération et le co-développement. Ainsi a progressé l'idée de droits de protection légitime contre les dumpings sociaux et écologiques, contre des exportations de pays abaissant les droits sociaux et les exigences écologiques. Comme entre les pays de l'Union Européenne et les autres pays commerçant avec eux. Sont aussi concernés des avancées d'une démocratisation profonde de l'ONU.

Le défi concernant le climat se situe lui-aussi à l'échelle mondiale. Et il a exigé l'adoption de règles communes, malgré des diversifications, à l'échelle planétaire, comme avec le protocole de Tokyo. Enfin progressent les besoins de coopé-

ration des services publics des différents pays jusqu'à l'institution de biens publics communs de l'humanité, de l'eau à l'alimentation, à la santé et à la culture. Cela concerne des progressions des diverses agences liées à l'ONU.

UN « AUTRE MONDE » EST POSSIBLE.

L'enjeu fondamental de notre époque, pour d'autres constructions contre les dominations et les crises, ne consiste pas dans des replis plus ou moins identitaires. Il concerne, certes, les respects des identités et originalités partout, mais pour des pouvoirs, des moyens et des objectifs convergents et partagés, à l'opposé des affrontements. Il concerne la maîtrise, depuis chacun et chacune, et par chaque peuple, de leur vie sociale, depuis le plan local jusqu'au plan mondial, avec des coopérations, afin d'avancer vers une nouvelle civilisation de solidarités et de partages de toute l'humanité. ■

***Paul Boccara** est maître de conférences honoraire en Sciences économiques, membre de la commission Économie, finances du PCE

CHANGER DE LOGICIEL

La démondialisation, c'est le constat que la mise en concurrence de tous contre tous n'est un progrès pour personne, ni au nord, ni au sud.

PAR ARNAUD MONTEBOURG*

Le thème de la démondialisation s'est implanté dans l'opinion à l'occasion des primaires socialistes car il est le fil qui relie des millions de citoyens. Les ouvriers écrasés par les délocalisations ou menacés de délocalisations, les chauffeurs routiers mis en concurrence avec leurs homologues des pays de l'est, les téléconseillers des plateformes téléphoniques à qui l'on explique que leur travail pourrait être fait à moindre coût en Afrique francophone, les paysans qui voient arriver sur nos marchés des produits élevés et ramassés dans des conditions de quasi-esclavage, comme les fleurs venant du Kenya ; tous sont concernés.

Concept venu du sud et du penseur philippin Walden Bello, la démondialisation bouscule le libéralisme libre-échangiste. On voudrait nous faire croire que la démondialisation, c'est le repli sur soi et la guerre. Nous croyons au contraire que c'est la concurrence sauvage qui pousse les travailleurs d'ici et ceux de là-bas à se menacer, se détester et finale-

ment s'affronter. La démondialisation est l'exact inverse, la respiration d'un monde asphyxié et la possibilité d'une concorde.

UN NOUVEL ESPACE POLITIQUE

La gauche s'est progressivement laissée prendre au piège d'un monde pensé par d'autres et pour d'autres, admettant au fur et à mesure chacun de leurs concepts et de leurs mots. La démondialisation ouvre un nouvel espace politique, créé un imaginaire différent et propose aux citoyens de retrouver le pouvoir de choisir là où ils ne sont pour l'heure que ballotés par des marchés prédateurs et des dirigeants qui ont organisé leur propre impuissance.

Qu'est-ce que démondialiser ? À l'évidence, ce n'est pas sortir du monde, mais au contraire créer les conditions d'un échange équitable de par le monde, à travers le respect de règles sociales et écologiques. La démondialisation, c'est l'internationalisme du nouveau siècle. Face aux ravages d'un système économique brutal, la gauche doit se doter d'une nouvelle pensée et d'un projet alter-

natif pour une Europe enfin utile aux peuples, puisqu'elle aura pour but la convergence sociale et fiscale du vieux continent ; pour une écologie en acte qui consistera à taxer les marchandises produites dans des conditions environnementales scélérates ; pour une politique sociale décourageant le recours au travail des enfants et à la production dans des conditions scélérates ; pour une nouvelle forme de solidarité internationale puisqu'une partie des sommes collectées aux frontières de l'Europe sera reversée au sud pour financer le développement. C'est ce projet-là que le terme de démondialisation recouvre.

REMETTRE EN MARCHÉ L'INDUSTRIE

Mais je voudrais surtout insister sur l'un des points fondamentaux de la démondialisation : c'est le moyen de protéger l'industrie, l'innovation et l'emploi ouvrier. Ouvrier, ce n'est pourtant pas un « gros mot » avait dit Pierre Mauroy dans la campagne de Lionel Jospin en 2002. L'ambition industrielle nationale s'est arrêtée avec le Concorde et le TGV. Pour être un pays moderne, on nous a répété que la France devait être un pays sans usine, transformé en grand musée ou en parc d'attraction géant. Notre histoire

industrielle est alors devenue une litanie de plans sociaux que Nicolas Sarkozy a été incapable d'arrêter. Les salariés de Gandrange s'en souviennent. On nous a expliqué que la mondialisation l'imposait et qu'il fallait rester compétitif en affrontant à mains nues la concurrence déloyale des pays émergents. Sur les chantiers navals qui ont construit le *Queen Mary II*, pour soutenir la concurrence, on a supprimé la cantine, et les vestiaires.

Les ouvriers se changeaient dans le coffre de leurs voitures. La mondialisation, c'est l'autre nom de l'impuissance et de la dégradation. Depuis 2001, plus de 500 000 emplois ont été détruits dans l'industrie. Et avec eux le « travail fier ». Je me souviens que le Parti communiste français défendait le « produire français » avec Georges Marchais. En effet, celui qui ne produit pas est dans la main de celui qui produit. Je me souviens encore qu'avec le concours

des résistants communistes et de Maurice Thorez, la France de 1945 a pu gagner la bataille de la production. Pour gagner aujourd'hui cette nouvelle bataille de la production, de l'innovation et de l'industrie, il faut une stratégie nouvelle. L'histoire industrielle de notre pays doit se remettre en marche. ■

***Arnaud Montebourg** est député socialiste et président du Conseil général de Saône-et-Loire.

DÉMONDIALISATION ET PROTECTIONNISME EUROPÉEN

Le sondage réalisé en juin 2011 par l'IFOP sur « Les Français et le protectionnisme », venant à la suite de nombreux travaux, a renversé complètement l'idée reçue d'une population résignée à l'ouverture, ou seuls des franges extrêmes réclameraient des mesures protectionnistes.

PAR JACQUES SAPIR*

L'identification des méfaits du libre-échange sur l'économie française apparaît ainsi à une grande majorité de français, à tel point que l'on peut parler d'une prise de conscience massive, dépassant les cadres des partis politiques. On trouve 57% des personnes interrogées pour dire que l'effet de l'ouverture sur les prix des produits consommés en France a été négatif (ce qui est contre-intuitif) et surtout ce jugement négatif est partagé par 73% des réponses en ce qui concerne les déficits publics, 78% en ce qui concerne le niveau des salaires et 84% en ce qui concerne l'emploi. Pour cette dernière réponse, notons que 48% des personnes interrogées considèrent que l'ouverture a eu des conséquences « très négatives » et seulement 36% des conséquences « négatives ». Notons aussi que le pourcentage de réponses indiquant que ces conséquences ont pu être positives voire très positives n'est que de 7%, soit 12 fois moins que le pourcentage estimant que les conséquences sont négatives voire très négatives.

CONSCIENCE DES RÉSULTATS NÉGATIFS DE L'OUVERTURE

Le jugement est sans appel. Sur les trois grandes questions qui concernent l'économie, l'emploi, les salaires et les déficits, il se trouve une écrasante majorité de français pour considérer que l'ouverture de l'économie a eu des conséquences néfastes. Très clairement, la « mondialisation heureuse » n'existe que dans certains journaux ou sous certaines plumes.

Cette ouverture est aussi considérée

comme une mauvaise chose pour les pays développés en général (52%) et pour la France en particulier (57%). C'est aussi une mauvaise chose pour la sécurité des produits distribués en France (71%), pour les salariés (72%) et pour l'environnement (73%). La conscience des résultats négatifs de l'ouverture ne se limite donc pas à la question sociale. Elle touche aussi massivement la question de la sécurité des produits de consommation (et la sécurité alimentaire) ainsi que l'environnement. La prise de conscience qu'il y a une contradiction radicale entre le libre-échange et la préservation de l'environnement apparaît particulièrement massive. La maturité des Français est ici assez étonnante. Qu'il s'agisse des causes de la situation économique ou des solutions à y apporter, on trouve dans les réponses la trace d'un argumentaire étoffé qui valide les thèses de la démondialisation.

LES ÉLECTEURS ET LE PROTECTIONNISME

Le principal problème vient de la divergence entre les positions politiques affirmées du PS et de l'UMP et le positionnement de leurs électeurs. La contradiction, on l'a déjà dit, est patente et massive. Elle se renforce du fait que 64% des personnes interrogées pensent que la question du protectionnisme devrait être un sujet important lors de la prochaine élection présidentielle. Au PS on balance entre une référence à des « écluses », voire des droits de douanes (mais uniquement contre des pays ne respectant pas les normes internationales en matière sociale, sanitaire et environnementale) et les déclarations récentes de François Hollande, qui a exclu tout recours au protectionnisme. Dans le

même temps, il s'est dit partisan de la « taxe carbone frontière » sans voir que cette dernière n'est autre que du protectionnisme ! Comme on le voit, la cohérence et la vue d'ensemble ne sont pas des qualités que l'on retrouve dans le programme du candidat du PS. On constate donc qu'aujourd'hui, tant la pratique des uns que le discours des autres sont à l'opposé de ce que réclament les Français.

Une telle divergence est suicidaire. Elle l'est pour chacun de ces partis qui prend le risque de passer à côté d'un thème majeur de la future campagne électorale, et ainsi de favoriser les partis qui, eux, sont beaucoup plus en phase avec l'opinion des Français, et en particulier le Front de gauche et le Front National. Mais, cette divergence est aussi, et même avant tout, suicidaire pour la classe politique et pour la démocratie. Elle contribue à asseoir dans l'opinion l'idée que la classe politique, du moins pour ce qui concerne les « grands partis » a des intérêts et des préoccupations radicalement différents de ceux de la population. Massivement, les personnes interrogées pensent que c'est à l'Europe qu'il revient de mettre en œuvre cette politique protectionniste (80%). Mais, au cas où l'on se heurterait à un refus de nos partenaires européens à appliquer une telle politique, 57% des personnes interrogées répondent qu'il faut que la France fasse cavalier seul. On ne saurait mieux exprimer la formule « avec l'Europe si on le peut, par la France s'il le faut, contre l'Europe si on le doit » ! ■

***Jacques Sapir** est directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales.

POURQUOI LA MONDIALISATION EST RÉVERSIBLE

L'intégration de l'économie mondiale a beaucoup progressé depuis trente ans, même si elle est moindre qu'on ne le croit souvent. Si la crise n'a pas interrompu le processus, plusieurs facteurs pourraient à l'avenir changer la donne. Le plus sérieux est politique.

PAR SANDRA MOATTI*

La mondialisation est notre quotidien. Notre téléphone portable a traversé des dizaines de frontières et nous mangeons des pizzas couvertes de tomates chiliennes emballées au Maroc, achetées dans une chaîne de supermarchés française détenue par des actionnaires du monde entier... Les chiffres révèlent à la fois l'ampleur et les limites du phénomène. Entre 1970 et 2007, les exportations mondiales ont progressé deux fois plus vite que la production, les entrées d'investissement direct étranger (IDE) environ cinq fois et les flux internationaux de capitaux douze fois plus vite. Cette formidable accélération doit beaucoup aux changements intervenus dans les infrastructures de la mondialisation : l'avènement des porte-conteneurs géants a permis de quadrupler le nombre de tonnes transportées par voie maritime (près de 90 % du volume du commerce mondial) entre 1970 et 2008. Dans le même temps, le fret aérien a été multiplié par treize et achemine désormais près de 40 % du commerce mondial en valeur. Les nouvelles technologies de l'information ont fait exploser les possibilités de transfert de données, tout en réduisant drastiquement les coûts de communication.

Les grandes firmes globales ont tiré pleinement parti de ces nouveaux paramètres de l'échange. Elles sont devenues, depuis la fin des années 1980, les acteurs d'une nouvelle division internationale du travail, organisant la mise en réseau d'unités de production réparties dans le monde entier, à différentes étapes d'une chaîne de valeur de plus en plus complexe. Elles arbitrent ainsi en permanence entre les avantages comparatifs de chaque territoire, selon des critères de coûts mais aussi de qualité ou de délais, tout en bénéficiant des économies d'échelle liées à la mondialisation du marché. Si l'iPod d'Apple agrège des composants et des contenus produits en Chine, au Japon, à Singapour, en Corée du Sud, en Thaïlande et aux États-Unis, c'est le même iPod qui est vendu dans le monde entier.

LES FRONTIÈRES PERSISTENT

La Terre n'est cependant pas aussi plate que l'affirmait l'éditorialiste du New York Times Thomas Friedman en 2006. Les frontières ont la vie dure, notamment celles de la langue et du droit. Les technologies n'abolissent pas les distances, souligne Pankaj Ghemawat, professeur de stratégie à Barcelone. Malgré la chute spectaculaire du coût des communications, les appels internationaux ne représentent que 2 % des appels téléphoniques. Et si près de 2 milliards de personnes ont désormais accès à internet, seulement une connexion sur cinq ou six dépasse les frontières nationales. Sur le plan des migrations internationales, la mondialisation actuelle est bien plus timide que ne le fut celle du XIX^e siècle.

La mondialisation économique elle-même a ses limites. Les investissements directs des firmes hors de leurs frontières ne représentent que 10 % environ des investissements. Et encore ce chiffre est-il probablement gonflé par les pratiques d'optimisation fiscale des firmes multinationales. Et si les exportations mondiales avoisinent les 30 % du produit intérieur brut (PIB), ce rapport est artificiellement gonflé par la nouvelle division internationale du travail : le même article produit dans des pays différents à différents stades de son élaboration est comptabilisé plusieurs fois dans les balances des paiements. [...]

UNE MONDIALISATION VULNÉRABLE

La crise de 2008 a montré tout à la fois l'intensité et la vulnérabilité de la mondialisation. [...] Les exportations mondiales ont chuté de 40 % entre octobre 2008 et juin 2009, soit beaucoup plus qu'après 1929. Les flux d'investissements directs étrangers ont quasiment diminué de moitié entre 2007 et 2009. Le spectre de la crise des années 1930 a alors ressurgi pour rappeler que le processus de mondialisation est réversible. Pourtant, le repli protectionniste redouté par certains n'a pas eu lieu. Dès 2010, les échanges commerciaux ont repris de plus belle, retrouvant leur niveau d'avant la crise. Les flux internationaux

de capitaux repartent également, quoiqu'à un rythme moyen plus modeste.

Si la crise n'a pas détricoté la mondialisation, elle a contribué à déplacer son centre de gravité, au détriment des vieux pays industrialisés, notamment de l'Europe. Les exportations françaises ou allemandes n'avaient pas encore retrouvé fin 2010 leur niveau d'avant la crise. Représentant désormais 45 % des exportations mondiales, celles des pays émergents l'avaient allègrement dépassé, principalement du fait des échanges Sud-Sud. Même contraste du côté des investissements directs à l'étranger : ceux des multinationales étrangères sur le sol européen ont continué de chuter en 2010, pour la troisième année consécutive, et ceux des multinationales européennes ont stagné. En même temps, les pays émergents s'affirment non seulement comme terres d'accueil de ces investissements, dont ils reçoivent désormais la moitié des flux mondiaux, mais aussi comme investisseurs. En 2010, 28 % des sorties d'investissements viennent des pays émergents, selon la Cnuced, contre 10 % en 2003, et 70 % de ces flux se dirigent vers d'autres pays du Sud. Rien de tout cela n'accrédite la thèse d'une « démondialisation » en marche, mais plutôt celle d'une marginalisation de l'Europe dans le jeu mondial.

L'ÉCHANGE A UN COÛT

Trois paramètres pourraient cependant changer la donne. D'abord la hausse des coûts de transport. Selon une étude de 2008, un pétrole à 150 dollars le baril équivaldrait à une remontée des droits de douane à leur niveau moyen de 1970, faisant du transport la principale barrière à l'échange. La réalité est cependant plus complexe. Si le transport maritime représente en moyenne 4 % du prix final des biens manufacturés, cette proportion atteint 10 % à 20 % pour les matières premières agricoles, et jusqu'à 25 % ou 30 % pour les matières premières industrielles, rappelle Jane Korinek de l'OCDE. C'est sur ces produits que l'impact du transport est le plus fort, mais c'est aussi là qu'il est le plus difficile de trouver des substituts aux importations. En outre, l'énergie n'est qu'une composante des coûts de transport. Ceux-ci réagissent avant tout aux fluctuations de la demande face à des capacités rigides. « On ne construit pas un porte-conteneur ou un

SUITE DE
LA PAGE 15 >

vraquier du jour au lendemain », rappelle Jane Korinek. [...]

Les coûts de transport ne constituent d'ailleurs qu'un des paramètres de l'arbitrage complexe auquel se livrent les firmes dans leurs choix de localisation. Les délais de livraison, les risques de retard, la nécessité de maintenir des stocks, l'insatisfaction quant à la qualité de la production livrée sont d'autres coûts de l'échange international qui peuvent conduire à relocaliser certaines activités. Les cas enregistrés récemment en France – celui du fabricant de ski Rossignol, de Geneviève Lethu dans le linge de maison ou encore de Meccano dans les jouets – restent relativement isolés.

Le phénomène serait plus significatif aux États-Unis, selon une étude récente du Boston consulting group (BCG). Après Caterpillar ou Ford, c'est maintenant General Motors qui investit sur le sol américain et prévoit d'y accroître ses effectifs. Selon le BCG, les avantages de la Chine en termes de coûts s'estompent rapidement : les salaires y auraient augmenté de près de 70 % entre 2005 et 2010, alors que les gains de productivité ralentissent et que la monnaie chinoise

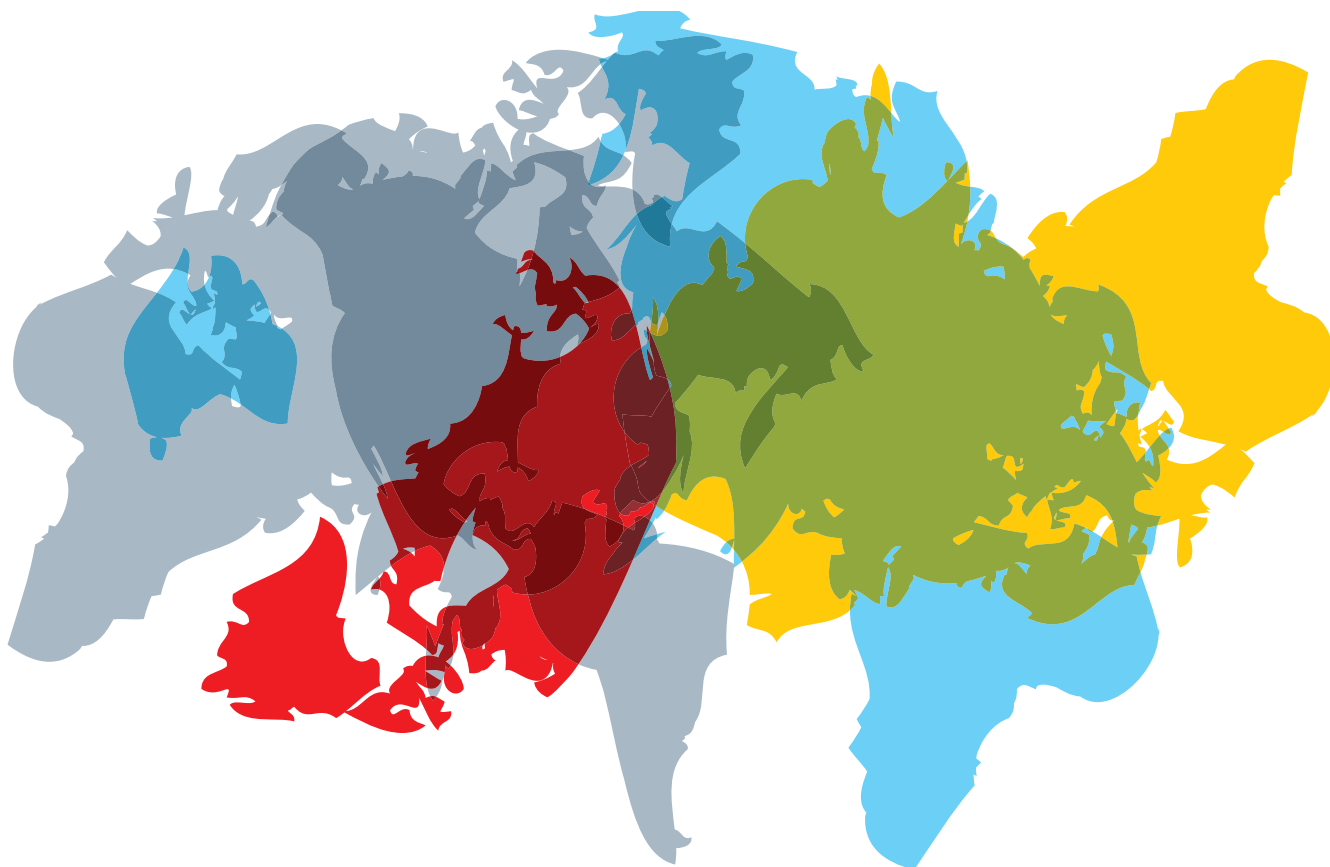
s'apprécie. [...] En outre, pour les entreprises dont le critère principal de localisation n'est pas le coût du travail, mais la taille et le dynamisme du marché local, la progression du niveau de vie dans les grands pays émergents crée au contraire une incitation supplémentaire à délocaliser. Enfin, la faiblesse du coût du travail n'est déjà plus, dans de nombreux domaines, le principal avantage comparatif de ces pays. Le géant taïwanais de l'électronique Foxconn, qui travaille pour Apple, Sony, Nokia, Dell et bien d'autres, a réussi à remonter la chaîne de valeur, de la fabrication jusqu'au design et à la recherche-développement, explique François Douset, consultant en stratégie d'achat. L'entreprise s'est appropriée et a développé un savoir-faire productif que ses donneurs d'ordre ont perdu. Dans ce cas, la délocalisation est un aller sans retour.

LE JOKER PROTECTIONNISTE

Un dernier facteur pourrait s'avérer plus puissant que la hausse des coûts de transport ou le rééquilibrage des avantages comparatifs : la politique. En France, le "non" au référendum de 2005 exprimait

déjà le refus d'une Europe perçue comme le cheval de Troie de la mondialisation. La vogue actuelle du thème de la démondialisation exprime la même demande de protection. La tendance est la même ailleurs en Europe, à en juger par le succès des partis populistes dans les élections récentes. Et les gouvernements ont de plus en plus de mal à se mettre d'accord sur les règles du jeu.

Les négociations commerciales s'en ressentent. Le cycle de Doha achoppe sur la question de la réduction des droits de douane industriels. Les pays du Nord veulent rééquilibrer la relation commerciale avec les grands émergents et leur demandent de s'ouvrir davantage : ils considèrent que les protections dont ils bénéficient en tant que pays en voie de développement ne sont plus justifiées. Le désir de protection s'exprime également à l'égard des investissements. La Cnuced, qui scrute les politiques des États en matière d'investissements directs étrangers, enregistre depuis une dizaine d'années une montée régulière des mesures visant à « protéger les industries stratégiques, les ressources naturelles et la sécurité nationale ». Quant



aux capitaux courts et volatils qui viennent chercher des rendements à court terme, ils ne sont plus les bienvenus au Sud, comme en témoigne, entre autres, la taxe de 6 % instaurée par le Brésil sur les investissements de portefeuille des étrangers.

UN MONDE MULTIPOLAIRE INSTABLE

Ces quelques signaux témoignent d'une évaluation plus équilibrée que par le passé des bénéfices de l'ouverture commerciale et financière. Et même si de nouvelles barrières devaient être érigées à l'avenir, il faut en relativiser les conséquences. « Les politiques commerciales jouent un rôle relativement secondaire dans les déterminants de

l'échange », souligne Jean-Marc Siroën, professeur à Paris-Dauphine. Il rappelle que la montée des tarifs douaniers sur les importations agricoles dans les années 1890 s'est plutôt accompagnée d'une expansion du commerce mondial. Et c'est moins la montée du protectionnisme dans les années 1930 qu'il faut rendre responsable de la contraction des échanges que l'effondrement des prix et de la demande. Plus inquiétant est l'enlisement des négociations multilatérales sur tous les terrains, de la préservation du climat à la stabilité des monnaies. Ou encore la perspective d'une compétition de plus en plus tendue pour l'accès aux ressources naturelles.

Or, l'histoire rappelle combien il est difficile de maintenir un ordre économique stable en l'absence d'une puissance dominante. La Grande-Bretagne a joué ce rôle au XIX^e siècle, les États-Unis dans le second XX^e. Alors que l'hégémonie américaine décline, comment le système géopolitique va-t-il s'adapter à l'ascension de la Chine, de l'Inde et des autres géants du monde émergent ? L'avènement d'un monde multipolaire n'est pas synonyme de stabilité. ■

* **Sandra Moatti** est rédactrice en chef adjointe d'*Alternatives Économiques*.



Article publié dans *Alternatives Économiques* n°303-juin 2011 reproduit avec l'autorisation de l'auteur.

FACE AUX DÉLOCALISATIONS, L'EXIGENCE D'UNE NOUVELLE INDUSTRIALISATION

À l'opposé d'une pérennisation de la société productiviste et consumériste du capitalisme, il s'agit de faire progresser les débouchés par un développement de tous les êtres humains, de leurs capacités.

PAR ALAIN MORIN*

La révolution informationnelle mise en œuvre sous la contrainte de la rentabilité financière a provoqué des changements considérables dans l'activité industrielle : au lieu de libérer du temps pour la promotion de chacun, les gains liés aux nouvelles technologies ont été utilisés pour des suppressions massives d'emplois. Le chômage et les bas salaires ont freiné la demande salariale tandis que délocalisations et abandons industriels ont asséché la demande d'investissement comme les débouchés à l'export. D'où l'insuffisance criante de la demande globale au cœur de la crise du capitalisme mondialisé et financiarisé.

LA MONDIALISATION SAUCE « MULTINATIONALES »

Il n'y a pas un type de mondialisation unique. Les crises, les luttes appuyées sur des idées alternatives appellent un autre type de mondialisation libéré de la domination des marchés et des multinationales, une mondialisation de co-développement des peuples et de coopération.

D'où le besoin d'une autre mondialisation plutôt qu'une « démondialisation ». À l'opposé d'une pérennisation de la société productiviste et consumériste du capitalisme, il s'agit de faire progresser

les débouchés par un développement de tous les êtres humains, de leurs capacités. Cela passe par un essor des services publics, y compris pour promouvoir de nouveaux modes de production et de consommation, vers un dépassement progressif, mais effectif, du capitalisme. Cela suppose de changer profondément, du régional au mondial, les conditions de la production de richesses et de son financement avec, notamment, le besoin de nouveaux rapports entre industrie et services. C'est pour cela que l'enjeu ne saurait être seulement celui d'une réindustrialisation, mais bien d'une nouvelle industrialisation fondée sur de nouveaux principes, une nouvelle appropriation sociale de l'appareil productif et des services pour un nouveau type de croissance et de développement durable, la sécurisation de l'emploi, de la formation et du revenu des salariés avec, notamment des pouvoirs décisionnels des salariés (droit de veto suspensif et de contre-propositions, pouvoir de saisine d'un partenaire financier) dans l'anticipation et le traitement des difficultés, un nouveau crédit sélectif encourageant l'emploi et la formation pour les investissements matériels et de recherche des entreprises.

Face aux délocalisations, les salariés doivent pouvoir intervenir sur les choix des entreprises et des banques et s'atta-

quer aux prélèvements financiers du capital, aux critères des entreprises et des banques et à ceux des services publics. Il convient de faire respecter des normes sociales et environnementales communes aux Européens par des prélèvements sur les réimportations de productions délocalisées dont le produit alimenterait un Fonds de co-développement des peuples, et des crédits préférentiels, ce qui ne s'opposerait pas au développement nécessaire des échanges. Une maîtrise nouvelle des échanges mondiaux, une refonte de l'OMC, l'arrêt de la course au moins-disant social, un suivi des stratégies des multinationales et le développement, dans le cadre de l'ONU et de l'OIT, des pouvoirs d'intervention concertée des salariés permettant de maîtriser le contenu des échanges entre groupes, avec les comités de groupe, l'appui de l'euro pour un autre FMI et une monnaie commune mondiale émancipée de la domination du dollar, autant de propositions pour une autre mondialisation de progrès social. ■

***Alain Morin** est rédacteur en chef d'*Économie et politique*.

Yves Dimicoli « La politique industrielle au défi de la révolution informationnelle ». Brochure d'*Économie et Politique*, à paraître en décembre.

DÉMONDIALISATION : LE DÉBAT INTERDIT ?

L'ampleur du tir de barrage opposé au terme de démondialisation donne la juste mesure de son côté insupportable pour tous ceux qui avaient vanté depuis des décennies la mondialisation heureuse, alors même que les faits accumulaient jours après jours les symptômes de son échec.

PAR MICHEL ROGALSKI*

La mobilisation des think tanks et des politiciens émergeant au « Cercle de la raison » ne doit pas étonner. Ils sont dans leur rôle en agissant en sorte que l'alternance reste bien une alternance et ne soit surtout pas une alternative. Les forces qui concourent à ce Cercle, tel un disque rayé, ressassent en boucle, malgré la réalité, les bienfaits de la mondialisation. Par contre, on ne peut qu'être surpris que d'autres, au nom de l'idéologie altermondialiste dont le bilan des avancées depuis dix ans confine à l'évanescence, viennent, dans la crainte de perdre le peu qu'il reste de leur fond de commerce, joindre leurs voix aux premiers avec tout autant de mauvaise foi.

L'EUROPE LABORATOIRE DE LA MONDIALISATION

Ce dont il s'agit aujourd'hui, c'est de reprendre et d'approfondir l'opposition à la bifurcation de 1983 qui sacrifia les avancées sociales sur l'autel de la construction européenne, en prenant appui sur l'acquis de la confrontation d'idées qui vit le jour en 2005 à l'occasion du référendum constitutionnel européen. Magnifique débat dont l'enjeu ne portait ni sur des personnes ou des postes et qui est relancé aujourd'hui par la crise de 2008 et son contrecoup actuel alimenté par les dettes souveraines, l'incertitude sur l'euro et les interrogations sur la façon de penser la construction européenne. **Et si la démondialisation interpelle fortement l'Europe c'est parce que cette région du monde est devenue un concentré – un laboratoire – de la mondialisation et que, loin d'y être douce, elle y concentre tous ses excès.** Il n'y a pas lieu de s'en étonner. C'est dans cet espace que le commerce de proximité s'est le plus développé, que l'interdépendance y est la plus forte, que des pans entiers de souveraineté nationale ont été transférés, qu'une majorité de pays ont décidé de se doter d'une même monnaie et d'une banque centrale indépendante des gouvernements et enfin que des éléments de constitutions économiques se sont successivement empilés (Acte unique, Traité de Maastricht, Pacte de stabilité, etc.) pour être repris dans le corset du Traité de Lisbonne.

UN DÉBAT NÉCESSAIRE

C'est pourquoi les débats que suscite le thème de la démondialisation sont essentiels. Ils touchent tout simplement aux conditions nécessaires à la réalisation d'une rupture avec trente années de néolibéralisme mondialisé qui tel un rouleau compresseur écrase tout sur son passage. Quelques questions centrales émergent avec force de ce débat dont on voudrait étouffer la richesse :

- On nous explique qu'il faudrait être patient et que nos maux proviendraient de la situation d'entre deux dans laquelle nous serions entrés. L'État-nation est blessé, mais il bouge encore, alors que l'économie mondiale ne serait pas encore instaurée et peinerait à se doter d'une gouvernance globale (ou européenne). Ainsi nous cumulerions les défauts de l'érosion des frontières sans être encore en mesure de bénéficier des avantages de leur dépassement. Cette « transition », qui se déroule depuis une trentaine d'années, n'a pour l'instant accouché que de la crise et se trouve de moins en moins en mesure de prouver que l'expansion du néolibéralisme à l'échelle du monde serait salvatrice. L'attente d'un gouvernement mondial pour résoudre les problèmes engendrés par sa recherche risque fort de s'enliser dans le sable. Elle est évidemment insupportable pour les peuples. Se sortir de cette ornière en proposant une véritable issue, c'est, pour tout pays, nécessairement entrer dans un processus de démondialisation. Faut-il attendre que ça change en Europe ou dans le monde pour que cela puisse changer chez nous ? Ou bien, faut-il engager l'action de façon unilatérale en mesurant sa portée conflictuelle et s'y préparer ? Réductrice d'incertitude, l'Europe a toujours servi de gangue gluante pour réduire l'amplitude de l'oscillation du balancier de l'alternance et jouer ainsi le rôle de Sainte Alliance, remplaçant le Mur d'argent des années 20. Ainsi refuser la démondialisation reviendrait à subordonner tout changement en France à d'éventuelles et bien improbables évolutions européennes ou mondiales. Ce constat conduit à poser la question incontournable de l'exercice de la souveraineté,

c'est-à-dire de la nécessaire superposition entre le périmètre où se joue la démocratie et celui de la maîtrise de la régulation des flux économiques et financiers. Le cadre national s'impose. Pourquoi la « relocalisation » sur la région serait à la limite acceptable, l'Europe fédérale souhaitée et la souveraineté nationale vilipendée ? Pourquoi cette haine de l'État-nation qu'il faudrait prendre en tenaille par le bas et par le haut ? Les gauches latino-américaines ont montré que le cadre national pouvait permettre des avancées sociales substantielles, faire tache d'huile et rendre possible des coopérations.

- Les conséquences sur les politiques économiques à adopter reviennent au cœur du débat. La demande de protection qui monte concerne prioritairement l'ensemble des acquis sociaux engrangés pendant les trente glorieuses, secondairement ceux du capital national malmené par la concurrence sauvage. Cette période a connu les protections tarifaires, quelques contrôles de change, nombre de dévaluations qui n'ont pas signifié pour autant repli national, fermeture ou adoption d'un modèle nord-coréen. Croissance, élévation du niveau de vie, plein-emploi ont bien été au cœur de ce qu'on voudrait nous faire regarder aujourd'hui comme une horreur « national-protectionniste ». La crise actuelle appelle au retour de l'État comme acteur économique majeur. Il n'y a pas de protection possible sans qu'un rôle accru lui soit confié, aussi bien en termes de périmètre d'action que dans la nature de ses interventions.

On allèguera qu'il existe une forme de mondialisation désirable, celle des échanges culturels, du tourisme, de la connaissance et des savoirs, de la coopération entre les peuples, de tout ce qui fait la densité de la vie internationale ou d'un espace public en construction à ce niveau. Mais ne la mélangeons pas avec celle qui fait l'objet du débat d'aujourd'hui à savoir le nécessaire blocage de l'expansion du néolibéralisme à l'espace mondial. Ne fusillons pas les messagers qui apportent la mauvaise nouvelle mais regardons plutôt les signaux divers qui attestent des limites de la phase en cours, à commencer par l'annonce faite par la Cnuced de la réduction du commerce mondial de 8 % au premier trimestre 2011. ■

Éditorial de *Recherches internationales*, n°90, 2011. Publié avec l'autorisation de l'auteur.

*Michel Rogalski est économiste au Centre national de la recherche scientifique et à l'École des hautes études en sciences sociales. Il est directeur de *Recherches internationales*.

LA MONDIALISATION EN CHIFFRES

PAR CLOTHILDE MATHIEU*

Désindustrialisation, inégalités, famine..., la mondialisation est sur le banc des accusés. À l'origine, c'était un slogan pour l'union de toutes les nations vers un monde plus sûr et plus prospère, s'appuyant sur l'idée selon laquelle le maximum d'ouverture aux échanges procure le maximum de possibilités de développement. C'était un rêve créé de toutes pièces pour obliger l'ensemble des pays du globe à emprunter le chemin du libre échange, de la mise en concurrence tous azimuts et des surprofits. Ainsi, entre 1948 et 1997, le commerce international a crû à un taux annuel de 6 % quand la production mondiale n'augmentait que de 3,7 % par an. Entre 1985 et 1997, le rapport entre les échanges extérieurs (importations et exportations) et le PIB est passé de 17 % à 24 % pour les pays développés et de 23 % à 38 % pour les pays en développement. Entre 2000 et 2010, le commerce des produits manufacturés a augmenté en moyenne de 4,8 % par an en volume. Le commerce mondial de marchandises représente plus de 15 200 milliards de dollars en 2010 contre 12 100 milliards après la récession de 2009, et 16 100 milliards en 2008, selon les chiffres de l'Organisation mondiale du commerce.

Pourtant, les inégalités Nord-Sud se maintiennent dans les échanges mondiaux. Une partie des pays du Sud restent à l'écart de la mondialisation. Alors que l'Europe de l'Ouest, l'Asie de l'Est et l'Amérique du Nord réalisent 80 % du commerce mondial, l'Afrique avec 14 % de la population mondiale ne représente que 2 % des échanges. Les pays du Nord, grâce à la domination de leurs bourses mondiales (New York, Tokyo, Londres, pour la finance, Chicago pour les matières premières) continuent de fixer les prix des matières premières produites par les pays du Sud (céréales, pétrole, gaz, café, cacao, coton, minerais, etc.).

Les entreprises multinationales des pays du Nord continuent de dominer les marchés mondiaux et délocalisent une partie de leur production dans les pays en voie de développement. Ayant des débouchés immenses à l'exportation, ils ne sont nullement contraints d'augmenter le pouvoir d'achat de leurs employés pour écouler leurs marchandises. De fait, les pays du Sud, émergents ou non, jouent le rôle de clients ou de sous-traitants des grandes entreprises des pays du Nord et les inégalités se creusent. Car au-delà de l'intensité des échanges, c'est surtout l'évolution de leur structure qui marque cette période. La montée du commerce de produits identiques, du poids des firmes multinationales dans le commerce mondial, et la participation d'un nombre toujours plus grand de pays aux échanges, et notamment des pays en développement ont impliqué une évolution sensible de la division internationale du travail. Si bien que la circulation des biens et services se substitue à celle des personnes. Et l'ouverture devient synonyme de concurrence

“ *En France, selon les études de l'Insee, ce sont entre 13 500 à 36 000 emplois par an qui sont perdus du fait de la mondialisation.* ”

entre les travailleurs du monde entier. La réduction du salaire pour assurer une plus forte rentabilité du capital est alors à l'œuvre au travers de toutes les réglementations émises par les organismes internationaux. Et pour ceux qui n'arrivent pas à se hisser aux niveaux exigés par cette hyper-concurrence, une seule voie : la faillite ou l'exclusion.

En France, selon les études de l'Insee, ce sont entre 13 500 à 36 000 emplois par an qui sont perdus du fait de la mondialisation. Et depuis 2002, le nombre de personnes pauvres au seuil de 50 % du revenu médian a augmenté de 760 000 (+ 20 %) et le nombre au seuil de 60 % a progressé de 678 000 (+ 9 %). Les taux sont passés respectivement de 6,5 à 7,5 % et de 12,9 à 13,5 %. Aux États-Unis, de 2000 à 2010, 15 millions de personnes ont basculé dans la pauvreté, leur nombre passant de 31,6 millions à 46,2 millions. Au total, ce sont 633 millions de travailleurs dans le monde qui vivent sous le seuil d'extrême pauvreté, moins d'un dollar par jour. Alors qu'à l'autre bout de l'échelle, Carlos Slim Helu, le plus riche du monde, vit avec 94 millions de fois le seuil de pauvreté mondial, ce qui représente 18 millions de fois la richesse médiane par adulte.

Mais la libéralisation des échanges est aussi une des causes majeures de la faim dans le monde. Si la part de population mondiale en situation de sous-alimentation a baissé en 40 ans, puisqu'elle était de supérieure à 30 % au début des années 70 pour passer aujourd'hui à 15 %, 925 millions de personnes dans le monde souffrent de faim chronique en 2010, selon l'Organisation des Nations unies. Les émeutes de la faim qui se sont produites en 2007 et 2008 dans plusieurs pays pauvres importateurs de denrées alimentaires en ont fait un sujet d'actualité brûlant. Elles ont attiré l'attention de l'opinion internationale sur la grave crise qui résultait du renchérissement de produits de base. Cette crise alimentaire couvait depuis que le Fonds monétaire international (FMI), entre autres dispositions pour désendetter les pays notamment de l'Afrique subsaharienne, avait encouragé le développement des cultures d'exportation (éminemment spéculatives) au détriment des cultures vivrières traditionnelles. Au problème de la sécurité alimentaire s'ajoute la pollution des sols par le recours intensif aux engrais et pesticides et la déforestation massive. ■

*Clothilde Mathieu est journaliste à l'*Humanité* en charge des questions économiques.

DÉMONDIALISATION ET TERRITOIRES

Aujourd'hui la mondialisation met en concurrence, à l'échelle planétaire, non seulement toutes les productions nationales, de biens ou de services, toutes les activités humaines, mais aussi les États et leurs territoires.

PAR MIREILLE SCHURCH*

Toutefois, le discours sur la mondialisation s'est construit en résonance internationale alors que, dans le même temps, émergeait une interrogation sur la pertinence des régions de notre territoire national. Ainsi, l'accent a souvent été mis sur la fin du territoire réel au profit d'un nouveau territoire virtuel, interconnecté, moderne ou sur le développement du « nomadisme » des entreprises et ces conséquences sociales dans les territoires⁽¹⁾.

Dans ces deux cas c'est l'impact de la mondialisation entendue comme l'accélération et le renforcement de la circulation des capitaux et des marchandises et des services sur les territoires qui sont envisagés.

Sans nier la pertinence de cette approche, il semble opportun d'analyser l'impact de la mondialisation et donc des possibles vertus d'une démondialisation en se positionnant sur un autre terrain, celui de l'application de la rationalité économique à tous les champs de l'action publique, rationalité qui a entraîné une nouvelle perception des territoires et a légitimé un certain désengagement de l'État.

L'EFFET DE LA MONDIALISATION SUR/DANS LES TERRITOIRES.

« Il n'y a pas de territoires en crise, il y a seulement des territoires sans projet », 1997, déclaration de Charles Pasqua, alors ministre de l'Aménagement du territoire. Les réformes successives de notre organisation administrative ont poussé à une fragmentation du territoire. La péréquation, l'égalité, l'unité et l'aménagement équilibré du territoire ont laissé le pas à d'autres terminologies : compétitivité, attractivité, métropolisation, pôle d'excellence.

Ainsi, la DATAR, Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, dont la création remonte à 1963 sera renommée Délégation interministérielle à l'aménagement et à la compétitivité des territoires (DIACT) entre 2005 et 2009. Les mots ayant un sens cette évolution n'était pas anodine, « elle a pu donner le senti-

ment qu'une nouvelle politique d'aménagement du territoire était en gestation, privilégiant désormais les logiques de concentration économique au détriment d'un équilibre traditionnel et rassurant entre l'exercice de la solidarité nationale et le soutien aux dynamiques territoriales dans leur diversité.⁽²⁾ ». Bien que la DATAR ait retrouvé son nom d'origine, le sentiment demeure que l'aménagement du territoire "à la française" poursuivant l'objectif d'un équilibre des territoires fondé sur le principe d'égalité a vécu. En effet l'actuelle DATAR conserve les missions de la DIACT : « accompagner les mutations économiques en privilégiant une approche offensive de la compétitivité ». Le constat est sans équivoque, « **la géographie doit se mettre au service de la compétitivité**⁽³⁾ ».

D'un objectif affiché d'équité nous sommes passés à un objectif d'efficacité reposant sur la concentration et la spécialisation d'activités sur un territoire. Cela a entraîné tant dans le discours politique que dans l'action publique une dévalorisation des logiques territoriales traditionnelles au profit de logiques managériales qui renforcent les déséquilibres de développement territorial, au détriment des territoires moins métropolitains : villes moyennes et petites, monde rural, régions "périphériques".

La mondialisation et le libéralisme économique, la délocalisation rapide des activités économiques, la compétition ont eu ce premier impact sur les territoires : Considérer l'aménagement du territoire comme un outil dépassé.

Ainsi la réforme des collectivités territoriales de 2010, en créant métropoles et pôles métropolitains aux pouvoirs étendus, met clairement en concurrence les territoires, au détriment des territoires ruraux.

Si l'on accepte des États inscrits dans une mondialisation toujours plus poussée, alors leurs décisions ne consisteront plus qu'à vouloir attirer les entreprises et l'épargne mondiale au détriment de la préférence démocratique pour la protection des emplois, des revenus, de la stabilité financière, de l'État-providence, etc. C'est la tentation d'un monde ultralibéral

telle qu'elle s'est exprimée à partir des années 1990 et jusqu'au début des années 2000⁽⁴⁾. »

Cette tentation s'est traduite par une remise en cause des services publics et par l'application des théories du nouveau management public à l'action de l'État, la RGPP, qui toutes deux ont un impact sur les territoires.

La logique de rentabilité qui est au cœur de l'hypermondialisation que nous connaissons aujourd'hui a remis fondamentalement en cause le service public et le principe d'égalité d'accès qui est au cœur de cette notion. Le dogme du moins d'État a conduit à un transfert progressif à la sphère privée de ses missions, mais surtout a laissé de nouveaux espaces aux marchés financiers.

Il en est ainsi, et ce n'est qu'exemple, de la privatisation des autoroutes qui au-delà de la méconnaissance de l'intérêt général, social, économique ou environnementale, a diminué les recettes de l'État et de son agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) affectant le financement de la réalisation ou l'aménagement d'infrastructures de transport essentielles aux territoires.

En outre, il y a eu une décentralisation et une régionalisation de la gestion de services publics, tels que les infrastructures de transports, l'éducation, la formation, l'aide à l'insertion sociale des chômeurs qui ont fragilisé l'offre de service public.

En effet, si ce mouvement n'est pas absolument critiquable en soi, il ne s'est pas accompagné des moyens nécessaires à la pérennité de ces services publics et a laissé les collectivités locales dans une situation intenable. Les transferts de compétences vers les échelons décentralisés n'ont pas été justement compensés. Dès lors, pour pallier le désengagement de l'État, les collectivités territoriales ont parfois dû avoir recours aux marchés pour financer les politiques des territoires. Plusieurs se retrouvent aujourd'hui victimes de produits spéculatifs en ayant contracté des emprunts à taux variables indexés sur l'évolution des parités de change entre monnaies. Elles ont pris des risques qui ont entraîné un endettement préoccupant des villes et des petites communes.

Dans le même temps, l'État s'est fragmenté en une multitude d'opérateurs et d'établissements publics qui transforment ses relations avec les territoires. La RGPP, dont l'argument budgétaire

constitue le critère unique, a entraîné la fermeture de services, l'ameusement des subventions, le dépérissement des fonctions d'assistance technique que remplissaient naguère les sous-préfectures, les DDAF ou les DDE et a placé les collectivités territoriales dans une situation d'insécurité financière et juridique ne leur permettant plus d'assurer leurs missions d'intérêt général.

Outre le renforcement d'un sentiment d'éloignement à travers le parti pris de régionalisation qui l'anime, la révision générale des politiques publiques a surtout profondément dégradé le service public d'État d'ingénierie au service des collectivités locales.

UNE NÉCESSAIRE RÉFLEXION AUTOUR DE LA NOTION DE DÉMONDIALISATION

« L'heure est venue de substituer aux dogmes du laisser-faire, laisser-passer, le statut économique de l'avenir, celui de l'État fort contre l'argent fort⁽⁵⁾ » Pierre Mendès France avril 1929, six mois avant le krach de Wall Street.

Le capitalisme actuel, qui ne recherche que le profit déconnecté de toute réalité productive, ne peut donner naissance à une politique industrielle ou à une stratégie d'aménagement équilibré du territoire⁽⁶⁾.

Face à cette incapacité des marchés la démondialisation pourrait être considérée comme la remise en cause de la seule rationalité économique autrement dit de l'économie comme science dominante. Cela permettrait une rupture avec le discours et les actions actuelles légitimés par la seule rationalité économique et permettrait « de redonner à la sphère publique les moyens de redevenir un acteur économique ; de refonder l'administration et l'action publique pour répondre aux besoins actuels et futurs, et ce même dans une économie mondialisée⁽⁷⁾ ». Cela permettrait de relocaliser les systèmes productifs, pour produire au plus près des lieux de consommation, de réduire les flux de marchandises et de capitaux. Cela permettrait une mise en valeur et un soutien aux ressources non délocalisables.

La démondialisation permettrait aussi de soustraire le financement des dépenses de solidarité au jeu du marché. Il s'agirait de créer un pôle financier public pour soutenir l'appareil productif et investir dans les territoires. Ce serait la reconnaissance que le financement des collectivités territoriales relève d'une mission de service public.

Nous avons la mondialisation que l'on construit, il est temps aujourd'hui de

changer de trajectoire. C'est en ce sens qu'il faut penser la démondialisation, non comme un retour en arrière mais comme une nouvelle direction. ■

1) Pagès Dominique, De la fin des territoires à l'ambiguïté de leur réinvention, *Quaderni*. N. 34, Hiver 1997-98. *L'incertitude des territoires*. pp. 43-56.

2) J.-B. Albertini, De la DATAR à la nouvelle DIACT : la place des questions économiques dans la politique d'aménagement du territoire, *Revue française d'administration publique*, 2006/3 n° 119, p. 415-426. DOI : 10.3917/rfap.119.0415

3) G. Duranton, P. Martin, T. Mayer, F. Mayneris, *Les pôles de compétitivité, que peut-on en attendre ?*, CEPREMAP, Les éditions de la rue d'Ulm, 2007.

4) Christian Chavagneux, La tentation de la "démondialisation", *Alternatives économiques* 6/2011 (n°303), p. 56.

5) Pierre Mendès France, *Œuvres complètes*, tome I, Gallimard, Paris, 1984, p. 104.

6) Halimi, Déréguler à tout prix, *Manière de voir*, n°. 102 lundi 1 décembre 2008, p. 22

7) *Quelles missions et quelle organisation de l'État dans les territoires*, Conseil économique, social et environnemental, novembre 2011.

***Mireille Schurch** est sénatrice de l'Allier, membre de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire du Sénat.



UN DÉVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE POUR UN NOUVEL ORDRE INTERNATIONAL

Si la notion de démondialisation peut avoir un sens c'est celui d'un nouvel ordre international pour le développement humain dans toutes ses dimensions et contre toutes les dominations

PAR JACQUES FATH*

Certaines réalités ne changent guère au fil du temps : 1 milliard d'êtres humains dans le monde souffrent de la faim, 1,6 milliard n'ont pas accès à une forme moderne d'énergie ; 2,5 milliards ne bénéficient pas d'installations sanitaires ; un enfant de moins de 10 ans meurt toutes les cinq secondes... De tels indicateurs sont en eux-mêmes une condamnation de ce que le capitalisme a engendré dans ce qu'on appelait hier le rapport Nord/Sud.

Les indépendances politiques gagnées sur le colonialisme apparaissent bien loin mais le strict minimum de prospérité nécessaire à la vie et à la dignité humaine semble toujours impossible à atteindre pour nombre de pays. Même les objectifs du millénaire pour le développement (OMD) décidés à l'unanimité des pays membres de l'ONU en 2000, qui devraient garantir un niveau de décence humaine incompressible, ne seront pas atteints à l'horizon prévu de 2015. L'aide publique au développement stagne ou régresse, bien au dessous des nécessités et des annonces tant de fois rappelées (0,7% du PNB) depuis au moins cinquante ans.

DES POLITIQUES DE RÉGRESSION

Lorsque le G20 se réunit en sommet des chefs d'État et de gouvernement le 4 novembre dernier, il produit le communiqué habituel. Il n'est question que « des plus vulnérables », des « crises humanitaires », du « manque d'infrastructures », du « rôle crucial de l'aide au développement » et de « nouvelles sources de financement » (seule « nouveauté »... si c'en est une). Pas un mot, évidemment, sur l'essentiel : les institutions financières internationales (FMI, OMC, Banque mondiale...) conditionnent leurs aides et leurs annulations de dette aux pays les moins avancés (PMA) à la mise en œuvre de

programmes néolibéraux d'ajustements structurels qui aggravent la pauvreté et les inégalités, qui déstructurent les sociétés et fragilisent les États. Ces politiques de régression se cumulent avec les vulnérabilités de longue durée induites par le sous-développement et par les héritages du colonialisme. Dans de telles conditions, certains États et régions, en particulier en Afrique, sont en processus de déliquescence et restent dans la durée de vastes lieux de non droit, de tensions, d'ingérences multiples, de diffusion d'armements, de conflits armés, de crises internes violentes, de migrations massives...

L'ENJEU DU DÉVELOPPEMENT

On aurait tort de croire, cependant, que rien n'a changé. Les bouleversements géopolitiques engagés dès la fin des années 80 avec la chute du mur, l'extension du néo-libéralisme à l'échelle planétaire, la montée des émergents, le processus de mondialisation néolibérale... tout cela a profondément transformé la donne mondiale. L'idée qu'il y aurait une politique spécifique des pays développés du Nord face à un Sud identifié comme une réalité d'en-

“ *L'enjeu du développement n'est plus seulement celui du Sud. Il est devenu un enjeu mondial dans une très grande diversification de situations nationales ou régionales.* ”

semble cohérente n'est globalement plus d'actualité. La rose des vents géopolitiques Est/Ouest et Nord/Sud du XX^e siècle a vécu.

L'enjeu du développement n'est plus seulement celui du Sud. Il est devenu un enjeu mondial dans une très grande diversification de situations nationales ou régionales. Mais partout, pour les moins avancés, pour les puissances émergentes, pour les pays capitalistes développés... le même type de question se pose. Comment sortir des millions de personnes de la pauvreté, de la précarité et de l'exclusion ? Comment ne plus mettre des peuples et des salariés en concurrence ? Comment installer

un État de droits politiques, civils et économiques, voire une vraie démocratie sociale ? Comment assurer une maîtrise financière alimentaire, industrielle, technologique, dans un mode de croissance durable ? Comment construire des contextes de sécurité internationale en réglant les conflits et en poussant au désarmement ?

DES RÉPONSES TRÈS EXIGEANTES

L'alternative se situe de plus en plus entre une configuration dramatique de crise incontrôlable et un mode de co-développement humain durable capable d'assurer la sécurité humaine, la démocratie et le niveau de vie auxquels chaque être humain a le droit d'accéder en ce début du XXI^e siècle. Les réponses nécessaires sont très exigeantes. L'option du protectionnisme et du repli national est une régression impraticable. Il faut une alternative de portée globale à la hauteur pour transformer radicalement toutes les politiques et leurs cadres institutionnels : nouvelle architecture financière et taxes sur les transactions financières, monnaies communes mondiale et zonales, gouvernance multilatérale du commerce mondial, audits et annulations des dettes, croissance solidaire et durable par et pour la création d'emplois qualifiés, coopération dans la recherche, la technologie et la formation, contrats de développement et coopérations d'intérêt mutuel pour dépasser la logique de la compétitivité et des délocalisations, démocratisation des organisations financières internationales et du système des Nations Unies...

Il faut, en vérité, concrétiser ce qui constitue fondamentalement aujourd'hui une communauté de destin et d'intérêt des peuples. Des peuples qui, aujourd'hui, en Amérique latine, dans le monde arabe, mais aussi en Afrique et en Europe se soulèvent ou se mobilisent et montrent une volonté d'intervenir pour changer leur avenir. L'enjeu démocratique se mêle avec insistance à l'exigence essentielle d'un nouvel ordre international. Si la notion de démondialisation peut avoir un sens c'est donc bien celui d'un nouvel ordre international pour le développement humain dans toutes ses dimensions et contre toutes les dominations. ■

*Jacques Fath est responsable du secteur des relations internationales du PCF.

«La France pour changer le cours de la mondialisation»

Comme dans le précédent numéro, nous présentons ici la partie du programme du Front de gauche, l'Humain d'abord, qui correspond plus particulièrement au dossier traité. En outre, la rubrique en page 26, « Le programme du Front de gauche en débat » est là pour accueillir réflexions et enrichissements dans l'esprit de ce programme populaire et partagé.

Désormais servilement alignée sur les États-Unis d'Amérique, la France de Nicolas Sarkozy ne porte aucune vision alternative à la mondialisation libérale. Si demain la cinquième puissance économique du monde prenait un autre chemin, l'effet d'entraînement serait considérable sur les peuples du monde. En gouvernant autrement la France, nous voulons aussi contribuer à changer le cours de la mondialisation dans laquelle les politiques de coopération et de solidarité pourront enfin se développer

LE CHOIX DE LA COOPÉRATION ENTRE LES PEUPLES

La France s'engagera pour de nouvelles relations internationales fondées sur le respect des souverainetés populaires, sur des coopérations mutuellement profitables entre les peuples, sur la primauté des normes sociales et environnementales sur celles de la finance et du commerce.

Nous annulerons la dette des pays pauvres et mettrons en place, comme au niveau européen un Fonds de coopération solidaire sous l'égide de l'ONU financé par une taxe de type Tobin (ou d'autres types de taxation du capital international).

Nous mettrons un terme à une politique étrangère de la France basée sur les relations néocoloniales et la Françafrique.

Nous développerons une action de coopération avec les peuples qui cherchent à construire la démocratie et la justice sociale, notamment en Tunisie et en Égypte, et nous reconstruirons une politique de coopération véritable entre les deux rives de la Méditerranée. La France engagera des politiques de coopération scientifique et universi-



taire internationales via la mise en commun et le partage en libre accès des compétences et des ressources et via des budgets soutenant les missions internationales des chercheurs et enseignants-chercheurs.

Nous agirons pour la souveraineté monétaire et financière des peuples, pour un commerce équitable fondé sur des normes sociales et environnementales exigeantes.

Nous combattons les principes d'austérité du FMI et de libre-échange de l'OMC pour les changer profondément ou pour créer de nouvelles institutions internationales.

Nous appuierons la création d'un Tribunal international de justice climatique sous l'égide de l'ONU.

Nous appuierons les projets comme « Yasuni ITT* » fondés sur le principe de responsabilité commune pour l'intérêt général.

UNE POLITIQUE AU SERVICE DE LA PAIX

La France rompra avec cet alignement libéral et atlantiste, la politique de force et d'intervention militaire et avec les logiques de puissance, pour agir en faveur de la paix, du règlement des conflits, du rétablissement du droit international. Elle agira pour une ONU démocratisée, s'appuyant sur une doctrine multilatérale renouvelée. Nous déciderons, immédiatement, le retrait de la France de l'Otan et nous nous battons pour la dissolution de cette organisation. Nous rappellerons nos troupes engagées en Afghanistan. Nous nous battons pour la suprématie du droit international sur la force, et notamment le droit souverain du peuple palestinien à disposer d'un État viable et indépendant, dans les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale et dans le respect du principe du droit au retour des réfugiés, un État palestinien vivant pacifiquement aux côtés d'Israël conformément aux résolutions de l'ONU.

Nous agirons pour la dénucléarisation, pour le désarmement multilatéral et contrôlé de tous les types d'armement dans l'esprit de la Culture de paix impulsée par l'Unesco et la charte des Nations Unies.

***Yasuni-ITT (projet)** : initiative lancée par l'Équateur afin d'obtenir une compensation financière en échange de la non-exploitation pétrolière de parties de la forêt amazonienne, poumon du monde, conciliant ainsi les exigences de développement et la lutte contre l'effet de serre et pour la biodiversité locale.

Par GÉRARD STREIFF

La résistible droitisation

Le thème, martelé, d'une droitisation irrésistible est une machine de guerre qui installe l'idée qu'on pourrait toujours s'offrir des alternances mais plus jamais d'alternative.

« **L**a droitisation de l'électorat est un thème cher... à la droite libérale. Celle-ci veut croire dur comme fer que son hégémonie est durable. Alors que montent tout à la fois un évident rejet de Sarkozy et une réelle envie de gauche, parler de droitisation peut donc sembler paradoxal. Mais le paradoxe est là : une véritable régression est à l'œuvre dans le pays, ravageant le paysage social, politique, idéologique alors même que s'affirment de fortes aspirations progressistes.

Pour le politologue Dominique Reynié, directeur général de la Fondation pour l'innovation politique (Fondapol), un think tank libéral lié à l'UMP, la droitisation des électeurs comme des dirigeants seraient à l'œuvre, en France et en Europe ; selon lui, cela constituerait même la tendance dominante de la vie politique pour les dix ou quinze années à venir.

Les adeptes de la droitisation ne manquent pas d'arguments. Depuis des années, la droite donne le tempo de la vie politique, avec sa cascade de « réformes » ; elle contrôle l'essentiel des institutions ; son appendice extrémiste, le Front national, est haut dans les sondages. Dans le même temps, elle maîtrise l'appareil économique, elle verrouille la machine médiatique. Une dépolitisation croissante favorise une grille de lecture réactionnaire du monde. La régression sexiste est manifeste, comme l'a montré l'affaire DSK : complaisance face aux violences faites aux femmes, mise en doute de la crédibilité des victimes, tentatives de « ringardiser » le féminisme. Et la parité est à la peine.

Le tableau n'est guère plus brillant dans le reste de l'Europe. La grande majorité des membres de l'Union européenne sont dirigés par des formations de droite ; les droites extrêmes se renforcent de manière

générale. Partout se déploient l'argumentaire libéral, l'individualisme agressif ; la tendance au repli et l'hostilité à l'égard de l'étranger sont largement partagés. Partout, le catéchisme libéral - moins d'État, moins d'impôts, plus de libre marché - est omniprésent. Pour les libéraux, cette droitisation serait une tendance lourde ; ils y voient un « réflexe de défense face à mondialisation » ; ils parlent de « crise identitaire », de « sensibilité au thème de la sécurité », au sens large.

D'OÙ VIENDRAIT CETTE DROITISATION ?

De multiples débats se croisent sur les origines de cette dérive ; on montre du doigt la mondialisation libérale, les angoisses collectives ; on raille l'impuissance du politique, la perte d'espoir ; on souligne l'effondrement des idéaux, la chute du mur et de l'URSS ; on note l'influence

du conservatisme anglo-saxon ; on dénonce même la gauche et certains font remonter le recul aux années Mitterrand, à la démission d'une « élite de gauche » qui a capitulé devant le tout-marché, démonétisé les valeurs progressistes, désarmé les milieux populaires, entretenu une incrédulité croissante à l'égard des valeurs de liberté et d'égalité (voir le débat sur ce sujet dans le journal *Le Monde* en avril-mai 2011). On admet aussi, assez généralement, que la force de la droite viendrait d'une absence de propositions alternatives à gauche.

Un autre élément profite certainement à la droite, la crise durable de la politique. C'est un peu comme si, par défiance, ce qu'il y avait de nouveau dans la société ne débouchait plus, ou plus difficilement, sur le terrain politique, institutionnel.

POUR AUTANT, LA DROITISATION EST-ELLE AUSSI IRRÉSISTIBLE QUE LE DIT LA DROITE ?

En France le rejet de Sarkozy est fort, comme l'a encore montré la mobilisation pour la primaire du PS ; l'envie de gauche (succès remarqué de la diffusion du programme du Front de gauche, « L'hu-

DROITISATION DES MÉDIAS

« La façon dont on s'exprime dans les débats télévisés a toujours été à l'image de ce que donnait à voir le monde politique. L'arrivée de la gauche au pouvoir s'est accompagnée de discussions enfumées, si ce n'est fumeuses, à l'instar du "Droit de réponse", de Michel Polac, où les arguments s'opposaient. Puis la cohabitation a mis fin à ces échanges musclés. A l'instar de ce qui se passait à la tête de l'État, il fallait rechercher le consensus ou, tout au moins en donner l'apparence. A tel point que le débat Chirac-Jospin, à la veille de l'élection présidentielle, fut d'une politesse parfaite et d'un ennui absolu.

L'accès de Jean-Marie Le Pen au second tour de la présidentielle de 2002 a repoussé les limites du dicible dans les médias. L'élection de Chirac avec un score faussement consensuel a rendu nécessaires de vrais affrontements d'idées. C'est le moment où la télévision décide elle aussi de se "décomplexer". [...] Ce n'est plus le débat d'idées qui est valorisé, mais la joute verbale, qui devient un divertissement comme un autre. Thierry Ardisson, Marc-Olivier Fogiel et d'autres avaient fait un premier pas vers l'« infotainment » en mêlant hommes politiques et vedettes du show-biz, Laurent Ruquier, avec son émission "On n'est pas couché", a fait un pas supplémentaire : il a transformé les éditorialistes politiques en vedettes du show-biz. C'est-à-dire en personnages doués d'une personnalité identifiable. De même que dans la fiction, rien ne fonctionne mieux que les couples de contraires, les couples de polémistes sont devenus l'ingrédient nécessaire de toute émission de radio ou de télé. »

François Jost, professeur à Paris 3, directeur du Centre d'études sur les images et les sons médiatiques. extrait - *Le Monde*, 29/04/2011

main d'abord » ou résultats de Montebourg par exemple) est manifeste. Le passage à gauche du Sénat en est encore un signe. En Europe, une certaine pression progressiste est palpable en Allemagne, en Italie. Les sociaux-démocrates sont revenus au pouvoir au Danemark. Des mouvements sociaux nombreux, à Athènes ou Londres, des manifestations spectaculaires d'« indignés » à Madrid et ailleurs contrarient la thèse d'une droitisation triomphante, ce que montre d'ailleurs le rapport de Jacques Fath devant la direction communiste, en septembre dernier.

Le mouvement des indignés indique, soit dit en passant, qu'il existe des sociétés novatrices, critiques, bien supérieures à la superstructure politique qui les représente, les chapeaute. Les libéraux répondent que ce sont là des péripéties, une conjoncture qui ne remet pas en cause la ligne générale. Ivan Rioufol, idéologue du *Figaro*, résume bien cette démarche en tirant une de ses chroniques : « Le PS peut gagner mais le socialisme a perdu. » Domi-

nique Reynié, lorsqu'on lui demande (*Le Monde*, 28 septembre) si la droite est en panne d'idées répond : « Ses idées triomphent ! » Plus personne au PS, polémique-t-il, « ne conteste la nécessité de lutter contre la dette et les déficits. C'est une révolution dont la droite n'a pas mesuré l'importance ». Pour lui, la candidature Hollande incarne ce virage : « Jusqu'à présent, dans la pensée de la gauche, l'État devait être capable de tout financer. Avec Hollande, c'est fini. [...] Si son plan réussit, Hollande sera le premier à prendre le PS par la droite ! »

Bref la droitisation idéologique de l'opinion serait acquise. Pour des gens comme Reynié, la norme sociale du capitalisme serait devenue la règle. C'est probablement un peu plus compliqué.

Les études d'opinion montrent plutôt un double mouvement. Prenons les adhérents socialistes, objet de nombreuses études. Si on en reste aux « fondamentaux » de la politique économique et sociale par exemple, on peut parler d'une acceptation

de l'économie de marché ; pour l'électeur socialiste, les profits sont un indicateur de vitalité économique, la liberté d'entreprendre doit être encouragée. « On a gagné ! » pourrait donc dire Rioufol du *Figaro*. Oui mais ces mêmes sondés sont très critiques à l'égard du libéralisme économique, qu'ils distinguent du marché, ils sont même, pourrait-on dire, globalement antilibéraux, opposés à la totale liberté patronale d'embaucher ou de licencier, aux campagnes de droite sur les « faux chômeurs », à la baisse du nombre de fonctionnaires, ils souhaitent une hausse significative du Smic et des salaires ; c'est vrai qu'une large partie d'entre eux considèrent qu'avec la mondialisation, les marges de manœuvre des politiques sont restreintes, mais est-ce une idée de droite ou de gauche ?

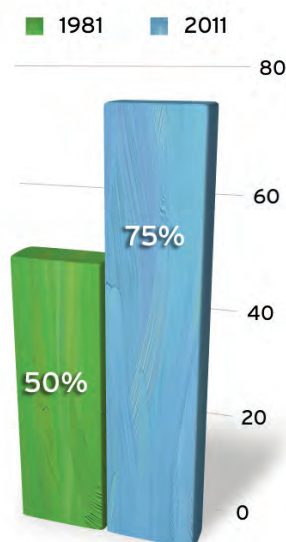
Reste que le thème, martelé, d'une droitisation irrésistible est une machine de guerre qui installe l'idée qu'on pourrait toujours s'offrir des alternances mais plus jamais d'alternative. ■

SONDAGES

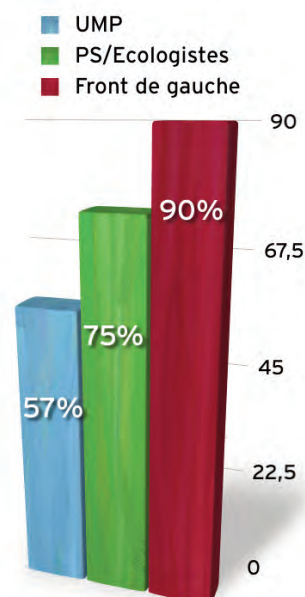
On vit moins bien qu'avant !

À l'occasion de la onzième conférence annuelle de l'Association des maires des grandes villes de France (AMGVF), sur le thème « Urgence économique et sociale, oser de nouvelles réponses », une enquête TNS-Sofres a montré que 75% des Français ont l'impression que, depuis quelques années, des gens comme eux vivent moins bien qu'avant. Cette perception part de préoccupations très concrètes : 66 % redoutent le chômage pour eux ou leurs proches. C'est le cas pour 76 % des ouvriers, 70 % des cadres. Faut-il changer la société ? 14 % (+4 sur 2009) pensent qu'il faut « radicalement transformer ma société » ; pour 37 % (+11), il faut la « réformer en profondeur » ; 25 % (-7) se contenteraient de « l'aménager sur quelques aspects ».

ÉVOLUTION DE L'OPINION



RÉPARTITION PAR ÉLECTORAT



*« À terre, je ne
suis qu'une
barre de fer ;
prenez-moi dans
vos mains, et je
serai un levier. »*

VICTOR HUGO,
Choses vues (1887-1900),
mai 1848

Contribution au partage et à l'échange autour de "l'humain d'abord".

PAR THOMAS MAURICE, MICHÈLE LEON ET PIERRE NICOLAS*

« Pour une caisse de solidarité productive »

En cette période de crise du capitalisme, la responsabilité historique du Front de gauche doit être de reprendre le flambeau des grandes conquêtes sociales qu'ont été la Sécurité sociale, l'Assurance chômage ou les Caisses de retraites. En effet, contre l'asservissement de la vie productive aux impératifs de l'accumulation et de la spéculation, nous devons apporter la réponse qui a toujours été celle des grandes victoires populaires : la Solidarité. C'est pourquoi, puisque le programme « L'humain d'abord ! » est destiné à être enrichi tout au long de la campagne, nous proposons ici la création d'une Caisse de solidarité productive et soumettons cette contribution à la réflexion collective.

PRINCIPES

Il s'agit d'une caisse de cotisations entrepreneuriales, instituée et encadrée par la loi, en vue d'un triple objectif :

- rediriger la masse monétaire, captée par l'accumulation et la spéculation, vers la production ;
- participer au financement de la vie productive et du progrès social ;
- instaurer une solidarité entre les entreprises, afin d'assurer une sécurité économique et professionnelle pour les productifs (salariés et entrepreneurs).

• Y a-t-il des précédents ?

Oui, la Caisse d'intempéries du bâtiment et travaux publics (BTP), créée en 1946, et qui existe toujours. La Caisse de solidarité productive peut ainsi être conçue comme une extension, à l'ensemble des branches, du principe de la Caisse du BTP, pour parer à l'insécurité due aux "intempéries économiques".

MODALITÉS DE FINANCEMENT

• À court terme

Le "fond de caisse" est financé par un prélèvement exceptionnel sur la trésorerie des grandes entreprises. En effet, le taux d'autofinancement des entreprises du CAC 40 est de 120 % et leur trésorerie s'élève à ce jour à 170 milliards d'euros, ce qui leur permet cette avance. En revanche, le taux d'autofinancement des PME n'est que de 50 %.

• Sur le long terme ?

Le financement permanent de la Caisse est assuré par un système de cotisations obligatoires pour toutes les entreprises (TPE, PME, PMI, grandes entreprises, grands groupes, multinationales), dont l'assiette est la valeur ajoutée. Les cotisations s'échelonnent selon un système progressif, par tranches, sur le modèle de la fiscalité, permettant des cotisations quasi-nulles pour certaines TPE et très importantes pour les plus grandes entreprises.

ORGANISATION ET STRUCTURE

• Comment est-elle gérée ?

Selon une gestion quadripartite : salariés, entrepreneurs, collectivités territoriales, État.

• Comment est-elle structurée ?

Elle est structurée en :

Caisses primaires : elles sont chargées de recueillir les cotisations des entreprises de leur périmètre et de gérer les dossiers qui leur sont soumis.

Caisses régionales : elles sont chargées de veiller à la coordination des Caisses primaires et à la péréquation de leurs ressources et dépenses, sous contrôle de la Caisse des dépôts et consignations, laquelle, conformément au programme du Front de gauche, est intégrée au Pôle financier public.

Caisse nationale : elle joue le même rôle par rapport aux Caisses régionales que celles-ci par rapport aux Caisses primaires.

PROCÉDURES

• Quand intervient la Caisse de solidarité productive ?

Après une procédure d'alerte, déclenchée soit par la direction de l'entreprise, soit par le commissaire aux comptes de l'entreprise, soit par les salariés.

• Sur quels critères se fondent ses interventions ?

La Caisse se fonde toujours, dans ses interventions, sur trois types de critères : **critères sociaux** : hausse des salaires, amélioration des conditions de travail, amélioration de la production, formation du personnel, utilité sociale, intérêt national ;

critères économiques : variation des cours des matières premières, variation des coûts de production, baisse d'activité, défaut des donneurs d'ordre, conditions climatiques, catastrophes ;

critères écologiques : reconversion écologique, relocalisation, protection de l'environnement, sécurité environnementale des activités, innovation et recherche.

• Quels sont les types d'interventions ?

La Caisse dispose de quatre niveaux d'intervention :

• **subventions ciblées (Soutien à court terme)** : la Caisse aide les entreprises qui, en raison de leur taille, d'une baisse d'activité ou de leur situation particulière, ne parviendraient pas à financer un progrès social ou un investissement productif d'utilité sociale ou nationale (ex : SMIC à 1700 euros, reconversion écologique) ;

• **bonification d'intérêts (Soutien à moyen terme)** : en cas de difficultés provisoires pour les entreprises, la Caisse peut intervenir auprès des institutions bancaires et négocier des crédits à taux bas, en s'engageant à régler tout ou partie des intérêts ;

• **apports en capital (sauvegarde)** : la Caisse aide les entreprises en grave difficulté sous forme d'apports en capital, emportant droits de vote, d'accès aux dividendes et de prise de contrôle, si nécessaire. Les actionnaires initiaux sont dilués en proportion de l'ampleur du passif non-remboursable, au profit de la Caisse.

• **reprise et transition vers l'ESS (sauvetage)** : la Caisse peut aussi s'opposer à la liquidation de toute entreprise, jugée d'importance sur le plan social, économique, écologique ou national, et assurer sa reprise. La Caisse peut en outre diriger la transition de l'entreprise vers l'économie sociale et solidaire (ESS).

• Que se passe-t-il en cas de faillite d'une entreprise ?

La Caisse confie le dossier à un Tribunal de commerce. Mais, une véritable filière commerciale et économique sera créée au sein de l'École nationale de la magistrature, pour parer au problème actuel de conflits d'intérêts, qui peut faire obstacle en interne à l'impartialité des Tribunaux de commerce.

• En quoi la Caisse de Solidarité Productive est-elle une avancée pour les salariés ?

La Caisse représente une triple avancée pour les salariés :

• lutte contre le précarat : puisque les entreprises sont protégées des conséquences financières des variations d'activité, le recours à l'intérim, aux vacances ou au travail partiel ne se justifie plus et peut être limité drastiquement, comme le propose le programme du Front de gauche, voire au-delà ;

• sécurité sociale professionnelle : si, malgré tout, une baisse temporaire d'activité rend inévitable le recours au chômage partiel, la Caisse peut se substituer à l'employeur pour le versement des salaires et des cotisations associées, à hauteur de 75 % du salaire, le complément étant déterminé par les accords de branches dont relève l'entreprise ;

• continuité du contrat de travail : en cas de cessation totale d'activité de l'entreprise, la Caisse assure la continuité du contrat de travail, qui est transféré à la Caisse. Celle-ci devient employeur temporaire des salariés, le temps que l'entreprise accomplisse sa transition vers l'Économie sociale et solidaire. Si cette transition est impossible, le Pôle Emploi se charge du versement des indemnités chômage, mais la Caisse continue d'assurer la continuité des droits et cotisations sociales des salariés.

FIABILITÉ

• Y a-t-il un risque de déficit pour la Caisse ?

Non, pour deux raisons :

Il s'agit d'un système d'autofinancement des entreprises entre elles : seule une faillite généralisée et soudaine de tout le système de production pourrait entraîner la faillite de la Caisse, ce qui est impossible, puisque la raison d'être de cette Caisse est précisément d'empêcher cette situation ;

En tant que système autofinancé, l'État n'a pas à déboursier un centime d'euro pour la faire fonctionner. Il n'intervient que pour fixer le cadre et les critères

légaux de la redistribution de la masse monétaire.

Outre que la Caisse de solidarité productive permettrait de privilégier les entreprises locales à taille humaine, en renversant le rapport de forces entre gros et petits, elle constituerait aussi une alternative immédiatement efficace et une réponse concrète à l'argumentation habituelle de la classe dominante. En effet, la Caisse de solidarité productive démontrerait, par la pratique, que ce qui étouffe la production, ce n'est pas le coût du travail, mais bien l'accumulation et la spéculation ; qu'un système de cotisations ne relève pas de charges supplémentaires, mais au contraire de la solidarité mutualiste, qui vise donc l'intérêt de tous ; enfin, que c'est le Capital qui opprime le travail et l'État républicain qui le libère.

Par-delà Réforme et Révolution, il y a la République sociale — laquelle, selon Marx, n'est que l'autre nom de la libre association des producteurs. Si le Front de gauche décidait de s'emparer de cette proposition, la Caisse de solidarité productive pourrait être une étape de plus vers ce que Jaurès décrivait si bien : « Que voulons-nous, nous socialistes ? Nous voulons créer peu à peu de vastes organisations de travailleurs, qui, devenues maîtresses du capital, s'administrent elles-mêmes dans toutes les parties du travail humain, sous le contrôle de la Nation ».

***Thomas Maurice** est doctorant en philosophie à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et militant Front de gauche.

***Michèle Leon** est écrivain et militante communiste.

***Pierre Nicolas** est ancien responsable syndical chez Renault.

Nous tenons à remercier vivement **Guillaume Etiévant**, président de la Commission Économie du PG et expert économique pour les comités d'entreprise et les organisations syndicales, et **Denis Durand**, secrétaire général de la CGT Banque de France et membre de la Commission Économie du PCF, pour leurs remarques constructives et leur soutien enthousiaste.



L'affirmation de la dignité humaine, la lutte contre les discriminations inspirent les deux notes présentées ce mois-ci.

SANTÉ

LE DÉFI DE L'ÉRADICATION DE LA TRANSMISSION DU VIRUS DU VIH

La question du VIH/SIDA ne peut être déconnectée de l'impact social dans la vie des personnes.

Il est nécessaire de garder un engagement fort dans la lutte contre le VIH/SIDA et d'y associer les hépatites. L'épidémie de VIH/SIDA au cours des trente dernières années a prouvé l'efficacité de la médecine préventive, les actions de préventions réalisées en majeure partie par le monde associatif ont eu un impact notable sur la vie des personnes. Jusqu'à l'arrivée des trithérapies en 1996, il s'agissait malheureusement d'accompagner les personnes vers une issue trop souvent fatale. Après, il a fallu obtenir de l'industrie pharmaceutique une amélioration et une disponibilité effective des traitements afin de pouvoir accompagner les personnes de nouveau vers un projet de vie. Aujourd'hui l'objectif pour tous et toutes doit être d'accompagner l'éradication de la transmission du virus du VIH, de permettre une meilleure insertion dans la société des personnes vivant avec le VIH, de leur garantir un accès au soin et au droit égal et de qualité sur l'ensemble du territoire national, et enfin d'allouer de vrais crédits à la lutte contre les hépatites qui reste le parent pauvre aujourd'hui.

SORTIR D'UNE LOGIQUE DISCRIMINATOIRE

Il faut aussi réintroduire la notion de personne vulnérable et sortir de la logique discriminatoire de considérer les personnes à risque. La lutte pour l'acceptation des différences devrait permettre de sortir d'une logique d'opposition ; il faut garantir les droits fondamentaux pour tous, ouvrir le débat sur l'usage de drogue, réinvestir les sommes colossales qui ont été utilisées dans des politiques stériles de prohibition dans un accompagnement des personnes.

Ce sont les malades du SIDA eux-mêmes qui ont fait bouger la société, le monde médical a pu bénéficier de leur expérience de vie et de leur collaboration afin d'avancer ensemble et de faire bouger

les dogmes ; aujourd'hui la loi HPST, la T2A, remettent en cause les avancées obtenues, il s'agit de rouvrir le champ des possibles, de redonner un espace dans le monde médical aux patients, de prendre en compte dans les études des futurs médecins les spécificités liées à l'infection à VIH, ainsi que celles des population touchées, de même pour les hépatites donner également une place aux personnes et à leurs représentants.

Le droit au séjour pour soin a été plus que mis à mal. Il faut garantir le secret médical pour tous ceux qui déposeront un dossier, il faut que l'AME soit enfin intégrée dans une politique globale de Sécurité sociale. De fait si nous voulons permettre à tous d'avoir un accès au nord comme au sud, à l'ensemble des traitements contre le VIH/SIDA, mais aussi contre la tuberculose et le paludisme et les hépatites, il est impératif que la France, d'une part, conserve une posi-

“ *Nous avons aujourd'hui les réponses scientifiques ; il suffit de moyens financiers et d'une réelle volonté politique pour en finir avec la transmission de ces virus.* ”

tion de leader en matière de financement du fonds mondial, mais de plus, impose la taxation de la finance. Il y a également le lourd sujet de l'accès aux soins dans le monde carcéral, du dépistage.

En conclusion, le financement de la lutte contre le VIH/SIDA et les hépatites doit non seulement être garanti mais accru. Nous serons comptables devant la société si nous ne relevons pas le défi de l'éradication de la transmission du virus du VIH et si nous n'accordons pas les moyens suffisants à la lutte contre les hépatites. Nous avons aujourd'hui les réponses scientifiques ; il suffit de moyens financiers et d'une réelle volonté politique pour en finir avec la transmission de ces virus. ■

JEAN-LUC GIBELIN, DOMINICK DESCHARLES
membres de la commission
Santé/Protection sociale.

LES QUARTIERS POPULAIRES AU CŒUR DE LA BATAILLE IDÉOLOGIQUE

Comment la droite et le gouvernement les instrumentalisent pour justifier sa politique de casse sociale.

Ces quartiers recouvrent une très grande diversité de situations. Or, bien souvent, ils sont réduits à une vision négative : pauvreté, violence, insécurité, chômage, abstention et maintenant, lieu de toutes les fraudes aux prestations sociales... Instrumentalisés et stigmatisés par la droite et les chantres du libéralisme, ils sont devenus dans l'imaginaire collectif des zones de non droits et l'incarnation du mal. Ces caricatures laissent le champ libre à des clichés qu'il faut combattre et dont il faut s'extraire.

Certes la vie n'y est pas facile. Le rapport 2011 de l'ONZUS (Observatoire national des zones urbaines sensibles) est tout aussi accablant que ceux des années précédentes. Il montre que dans les quartiers populaires la vie est plus dure qu'ailleurs. Tous les indicateurs sont au rouge que ce soit dans le domaine du pouvoir d'achat, de l'emploi, de l'éducation, des transports, de la santé, de l'accès aux commerces, de l'existence de services publics.

Ce rapport confirme – s'il le fallait encore – l'échec des choix politiques de la droite illustré également par l'abandon de la politique de la ville ; ainsi le budget du ministère « Politique de la ville » est marqué par une baisse significative de ses crédits : pour 2012, ceux-ci s'élèvent à 548 millions contre 624 en 2011, 704 en 2010 et 794 en 2009 soit une baisse de 30 % en quatre ans.

Parallèlement, les collectivités territoriales et plus particulièrement les communes sont frappées de plein fouet et asphyxiées par le désengagement financier de l'État. Ainsi, ces quartiers et leurs populations ont le sentiment d'être les « oubliés de la République ».

DIGNITÉ ET SOLIDARITÉ

Pourtant ceux qu'on appelle « les milieux populaires » sont dignes et savent quand il le faut, résister et se rassembler devant les assauts répétés

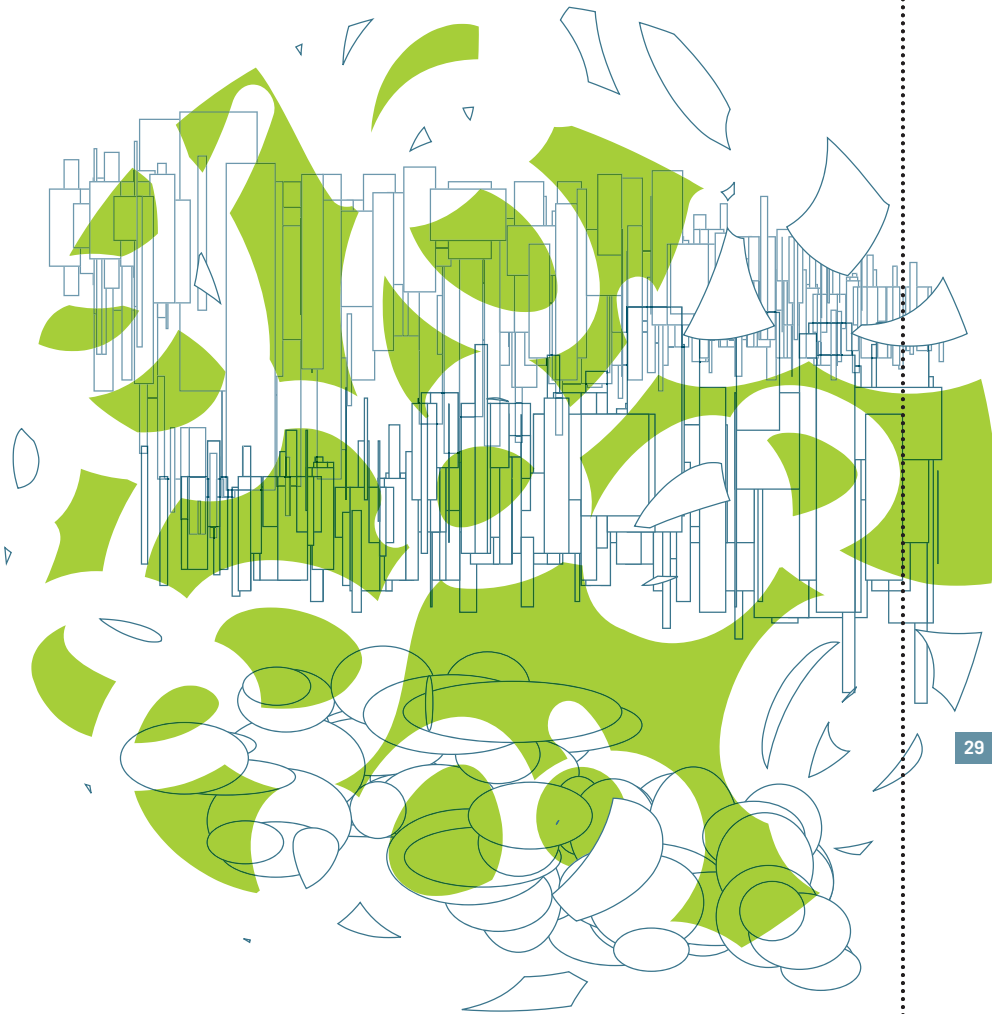
d'une droite qui les méprise. Contrairement à certaines idées reçues, ils ne se désintéressent pas de la politique. Au contraire, ils espèrent mais leurs espoirs ne trouvent pas d'écho. Cela explique, pour partie leur divorce avec le vote. Si une certaine forme de fatalité s'est installée dans ces quartiers, il est important de noter que, malgré de réelles difficultés, la solidarité entre les habitants a encore du sens et que la vie associative y est plus présente, plus riche et plus dynamique qu'ailleurs grâce, notamment, aux bénévoles et aux travailleurs sociaux. C'est particulièrement vrai dans le domaine de la défense et des droits des locataires, dans celui du sport ou encore au sein d'associations qui œuvrent en direction des femmes et des jeunes. Tout ceci représente une richesse et un

atout. La gauche a donc des responsabilités à leur égard dont celle de placer le progrès social au cœur de son projet : *l'Humain d'abord* trouve ici tout son sens.

Dans une précédente *Revue du Projet*, j'avais insisté sur le fait que les quartiers populaires sont le miroir de notre société et que l'école, la formation, l'emploi et la reconquête des droits étaient des enjeux majeurs pour en finir avec les maux dont ils souffrent. Un an plus tard, tout ceci est plus que jamais d'actualité. ■

ÉLIANE ASSASSI

sénatrice, responsable du secteur
Quartiers populaires et libertés du PCF.



Par **ALAIN VERMEERSCH**

La démocratie ligotée en Europe

Après l'annonce d'un référendum depuis avorté en Grèce, une levée de bouclier médiatique s'en est suivie. On assiste depuis lors à la prise du pouvoir par des technocrates, en lieu et place des politiques, à la tête de la Grèce, de l'Italie et du Portugal.

LE RETOUR DE LA TRILATÉRALE

Tout comme Mario Monti, Papademos est membre de la commission Trilatérale, la Grèce est donc également aux mains des organisations fondées par entre autre David Rockefeller, Henry Kissinger et Zbigniew Brzezinski ! A noter que la commission Trilatérale, dans sa version Européenne, s'est réunie du 11 au 13 novembre à la Haye et que ces nominations ont eu lieu, à la suite de rencontres entre cette élite à la recherche de sa Gouvernance mondiale et la sphère politique de leur Nouvel Ordre ! Ou comment arriver à ces fins sans aucune contestation populaire ? Donner naissance à une crise économique puissante et arriver en sauveur ! Telle est la stratégie de cette élite financière et des hommes du Bilderberg, de la Trilatérale. Frédéric Lemaire écrit récemment dans les *Dessous de Bruxelles* « Il y a des limites désirables à l'extension de la démocratie politique » expliquait en 1975 un rapport d'experts de la commission Trilatérale (*The Crisis of democracy*, Task Force Report 8. Trilateral Commission, 1975). Il semble que cette leçon de bon sens soit désormais bien ancrée dans les têtes des dirigeants de l'Union européenne. C'est David Rockefeller qui explicitait la chose, pas plus tard qu'en 1999, dans un magazine à grand tirage : « Quelque chose doit remplacer les gouvernements et le pouvoir privé me semble l'entité adéquate pour le faire » (*Newsweek international*, 1^{er} février 1999). Barroso, quant à lui, triomphait : « ce qui est en train de se passer est une révolution silencieuse – une révolution silencieuse vers une gouvernance économique plus forte. Les États membres ont accepté – et j'espère que c'est ainsi qu'ils l'ont entendu – que les institutions disposent désormais d'importantes prérogatives concernant la surveillance et le contrôle strict des finances publiques. » (*European University Institute*, Juin

2010). Le président de la Fondation Robert Schuman (*Le Parisien* 21/11), Jean-Dominique Giuliani n'est pas loin de penser que « Le populisme se nourrit de l'incompréhension des opinions vis-à-vis de ce qui se passe et de l'incapacité des gouvernements à donner un cap et à promouvoir le modèle européen. Les marchés jugent le modèle européen socialement trop généreux et politiquement bancal car trop attaché à ses souverainetés nationales, incapable de mettre ses forces en commun. » Cela pose « un énorme problème de démocratie. Car en faisant tomber les gouvernements, les marchés financiers portent au pouvoir, en Grèce et en Italie, des techniciens et des banquiers. »

LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE MENACÉE

Selon Patrick Viveret (*Mediapart* 14/11) « La démocratie et la paix sont aujourd'hui menacées. Nous sommes entrés dans une situation d'urgence démocratique, précisément par ce fait que la logique financière elle-même ne supporte plus deux caractéristiques majeures de la démocratie : le temps d'une part, la pluralité et la divergence des orientations de l'autre. » Il poursuit « Les marchés.. exigent donc, partout, des règles d'or et des gouvernements d'union nationale, dirigés par des techniciens. La gestion dynamique de la divergence, qui est un fondement démocratique, n'est plus compatible avec la logique financière. Si on laisse cette logique s'imposer, on en arrive donc à ce qu'a décrit le prix Nobel hétérodoxe Paul Krugman. Pour lui, nos programmes d'austérité sont l'équivalent des sacrifices humains chez les Mayas. Or, cette logique sacrificielle, si on la laisse aller jusqu'au bout, met en cause non seulement la démocratie, mais, ensuite, la paix elle-même. Cette domination de l'économie sur la politique « engendre des formes de guerres civiles intérieures..

Mais elle porte aussi en elle les germes de guerres internationales. Et la meilleure façon de canaliser des révoltes, c'est toujours de construire des logiques de boucs émissaires. » Il souligne cette idée « Mais le grand enjeu du XXI^e siècle, c'est effectivement celui-ci. Est-ce qu'on va vers une logique de plus en plus oligarchique, qui ne supporte pas le fait démocratique et devient, comme on le voit actuellement, une source de chaos à l'échelle des nations, voire au-delà ? Ou est-ce qu'on se donne les moyens de transformer les défis en opportunités ? » Jürgen Habermas (*Le Monde* 18/11) craint que nous entrions dans une ère post-démocratique « Le droit de contrôle de la "troïka" entraîne, depuis un certain temps déjà, une perte de souveraineté qui change la donne constitutionnelle, et sur laquelle le peuple n'a pas été consulté. Ce processus pourrait bien être porteur des prodromes (signes ou symptômes indiquant le début d'une maladie) d'un passage d'une Europe de gouvernement à une Europe de la gouvernance. Or le joli mot de « gouvernance » n'est qu'un euphémisme pour désigner une forme dure de domination politique, qui ne repose que sur le fondement faiblement légitimé des traités internationaux. »

UN DÉLITEMENT POLITIQUE

Yves Charles Zarka s'insurge dans *Le Monde* (17/11) « Depuis le début de la crise de l'euro, les décisions qui ont été prises, sans consultation des peuples, donc par crainte de la démocratie, sont à courte vue et aveugles à la réalité de leurs effets. » Cette crainte est « la matrice de tous les populismes. Les gouvernants... croient encore que le marché est un principe d'autorégulation et de vérité. La culpabilisation des peuples et des États en est le résultat. » Cet « état de servilité... comporte trois aspects. Là où la démocratie régresse,

la dictature antipolitique des marchés s'accroît. La société des individus devient une juxtaposition de solitudes. La violence et l'insécurité relèvent de cette extension de l'isolement et de l'indifférence ou de la crainte des autres. Les individus ainsi isolés donnent prise aux extrémismes politiques. Ce triple caractère du délitement politique explique la dégradation de la démocratie qui affecte le régime, la société et l'homme démocratique lui-même. Chantal Delsol de son côté explique dans *Le Figaro* (10/11) que « Les multiples commentaires autour du référendum grec en disent long sur l'évolution de nos esprits à propos des institutions démocratiques. L'Europe a donné le la d'un comportement anti-démocratique, puisque depuis des années on voit les peuples anti-européens sommés de revoter jusqu'à ce que le oui s'ensuive (Irlande), ou encore subvertis par le vote d'une assemblée législative qui les contredit (France). Une précision : là où une instance supérieure redresse le peuple qui « vote mal », il n'y a tout simplement pas de démocratie. La technocratie se nourrit du TINA (Il n'y a pas d'alternatives). La démocratie au contraire part du postulat que chaque question engage des visions du monde et partant des opinions, et suscite un débat. La démocratie repose sur la confiance : le peuple est capable de penser ses propres affaires et de décider de son propre destin. C'est là le creuset où grandit le populisme, cette révolte des peuples auxquels on a dit des siècles durant qu'ils étaient souverains, et qui se réveillent bâillonnés au profit de l'interprétation élitiste du progrès. » Thomas Coutrot (*Politis* 04/11) est d'accord « Nous avons des élites européennes qui ont définitivement rompu avec l'idée de démocratie et qui considèrent que les affaires économiques et financières sont trop sérieuses pour être discutées par les peuples et qu'elles doivent être discutées entre gens responsables. Nous sommes en train d'assister non seulement à un krach financier, mais à un krach démocratique en Europe. Nous sentons aussi que nous sommes dans une nouvelle phase de mobilisation, probablement aussi importante que celles des années 1960 dans le monde. La crise financière, sociale, écologique et démocratique qui est devant nous l'impose. Il est urgent que ces mouvements sociaux s'étendent. » Pour Bruno Amable (*Libération* 15/11) « Le néolibéralisme est par nature

hostile à la démocratie. C'est un régime fondé sur la volonté d'isoler le fonctionnement des économies d'éventuelles contestations populaires. Il y a dans la pensée néolibérale l'obsession de constitutionnaliser tout un tas de choses, comme l'interdiction de faire du déficit. Tout ça au cas où une majorité voudrait affaiblir les lois de la concurrence qu'ils veulent « naturelles et non faussées ». Même Nicolas Baverez dans *Le Point* (10/11) vilipende cette « crise du capitalisme mondialisé [qui] a mis en lumière les erreurs et les impasses des démocraties depuis la chute de l'Union soviétique. Dans l'euphorie de leur prétendue victoire, les démocraties ont distribué des dividendes de la paix fictifs. Elles se sont engagées dans un mode de développement à crédit insoutenable. L'indignation ne fait pas une politique, mais la crise des démocraties ne peut plus être gérée à l'écart des citoyens. Il est encore possible de le conjurer en agissant sur cinq fronts. » Dont celui qui « concerne les stratégies de gestion de la crise qui doivent être présentées et soumises aux citoyens. Sans oublier que si le vote sert d'arbitre ultime, la liberté ne peut survivre sans la responsabilité, a fortiori dans les périodes de grandes crises où l'enjeu n'est pas tant la victoire d'un parti que la défaite de la démocratie. »

LE FÉDÉRALISME, UNE FAUSSE SOLUTION

Hubert Védrine l'admet (*Libération* 04/11) « Tout dépend de ce que l'on entend par ce mot qui est ce que les linguistes appellent un "mot-valise" porteur de sens différents, surtout depuis qu'il est présenté comme la panacée contre la crise de l'euro. J'avais d'ailleurs proposé un équivalent de ce qui a été décidé ensuite sous le nom de « semestre européen ». Ce fédéralisme, que l'on pourrait appeler fédéralisme économique, ne nécessite pas d'abandon supplémentaire de souveraineté mais il exige un exercice de la souveraineté en commun. » Mais « le fédéralisme pose un grave problème institutionnel, politique et démocratique. Nous atteignons l'extrême limite au-delà de laquelle le lien entre le citoyen, la démocratie dans les différents États membre et la prise de décision européenne risque d'être rompu. Aller au-delà risquerait de nous faire entrer dans une Europe « postdémocratique », avec tous les risques qui en découlent. » Thierry Chopin de la Fondation R. Schuman le rejoint (*La Tribune* 28/10) « Par une

sorte de ruse de l'histoire, la crise actuelle est en train de pousser à une fédéralisation croissante de la politique économique européenne. Les conditions rigoureuses qui y sont associées limitent de facto la souveraineté des États ».

LA FORCE DES PEUPLES

Dominique Plihon remarque (*Politis* 10/11) que « La crise économique qui secoue nos sociétés depuis 2007 vient de passer un nouveau cap. Le mouvement des Indignés est une « forme nouvelle de mobilisation d'une grande importance politique. D'abord parce que, en affirmant « nous sommes 99 % », ils pointent l'exigence de démocratie face à l'oligarchie politico-financière symbolisée par la troïka FMI-Commission européenne-BCE, qui veut imposer ses politiques néolibérales aux peuples européens. Si les peuples européens pouvaient s'exprimer par les urnes, ils rejetteraient les politiques d'austérité et d'ajustement décidées dans l'intérêt des créanciers. Les mobilisations populaires seront un élément clé de la sortie de crise en Europe. » J. Stiglitz (*Les Echos* 04/11) pour sa part pense que nous vivons une « mondialisation de la protestation ». Selon lui, « la contestation sociale a trouvé un terrain fertile partout dans le monde : un sentiment que le « système » a échoué et la conviction que, même au sein d'une démocratie, le processus électoral n'arrangera pas les choses - du moins, en l'absence d'une forte pression de la part de la rue. La montée des inégalités est le produit d'un cercle vicieux : les riches rentiers ont recours à leur fortune pour façonner la législation dans l'objectif de protéger et d'accroître leur richesse - et finalement leur influence. Le contraste entre une démocratie sur-réglémentée et des banques non-réglémentées n'est pas passé inaperçu. Les manifestants d'aujourd'hui demandent beaucoup : une démocratie dans laquelle le peuple compte, et non les dollars, et une économie de marché à la hauteur des espérances qu'elle suscite. » ■

Chaque mois, des chercheurs, des étudiants vous présentent des ouvrages, des films, des DVD...

Le chagrin et le venin

(*La France sous l'occupation, mémoire et idées reçues*) éditions Bayard

PIERRE LABORIE

PAR ADRIEN TIBERTI

Le titre de cet ouvrage fait écho au film de Marcel Ophuls, *Le chagrin et la pitié*. C'est un effet recherché car Pierre Laborie étudie la mémoire des années d'occupation en France depuis la Libération, et ce film est pour lui représentatif du soupçon de lâcheté qui pèse sur nos consciences. Les années d'occupation sont désormais décrites comme un moment d'indignité collective où attentisme et collaboration sont



l'apanage de la majorité des Français. Ne parle-t-on pas aujourd'hui de « mythe résistancialiste » au point de faire des résistants une petite minorité de héros ? Le livre pose donc la question de la différence entre Histoire et mémoire. La première tente d'établir objectivement les faits du passé et d'en construire des interprétations à partir de démarches scientifiques alors que la seconde n'est que le souvenir autour duquel se retrouvent des groupes sociaux ou même un peuple entier comme dans le cas qui nous préoccupe. Mais cette mémoire n'est pas neutre, bien moins que ne peut l'être l'Histoire. Ainsi pourquoi faire des Français un peuple majoritairement enfoncé dans l'opportunisme, dans le soutien à Pétain ? Les historiens les plus sérieux avancent à pas mesurés sur ces questions car il semble difficile de mesurer objectivement le soutien ou le rejet de Pétain, le soutien à la Résistance ou à la Collaboration. Mais la mémoire véhicule un discours convenu (par les journaux, les manuels scolaires, la télé ou la radio) qui ne fait pas dans la nuance et s'appuie sur le film de Marcel Ophuls.

C'est que les enjeux de la mémoire sont très politiques, ce que Pierre Laborie ne fait malheureusement qu'effleurer. Réserver la Résistance à une mince élite coupée du peuple, accuser les communistes d'avoir construit un « mythe résistancialiste », c'est nier la Résistance comme formidable mouvement social et politique dont le débouché est le programme du CNR mis en place à la Libération et c'est permettre aujourd'hui de détruire ce qui a été construit quand des communistes étaient au gouvernement. Malgré un style souvent illisible où les questions s'enchaînent sans réponses et des concepts bien étranges comme « l'air du temps », ce livre montre que l'Histoire est un champ de bataille idéologique et qu'il nous faut l'investir.



Le nouvel impérialisme

Les prairies ordinaires, 2010

DAVID HARVEY

PAR FLORIAN GULLI

Il existe deux manières d'accumuler du capital. La première, celle que tous les marxistes ont mis au centre de leurs analyses, est l'exploitation du travail. La seconde est « l'accumulation par dépossession », selon l'expression du géographe marxiste américain David Harvey. Ce concept cherche à décrire la façon dont le capitalisme se reproduit selon la logique prédatrice de l'appropriation privative des biens communs : services publics, terres, eau, savoir-faire ancestraux, ressources naturelles, matériel génétique, etc. Marx, en son temps, avait perçu le phénomène dans le fameux chapitre du Capital consacré à l'« accumulation primitive ». Mais ce moyen d'accumulation renvoyait à ses yeux à l'enfance du capitalisme et se voyait peu à peu supplanté par l'exploitation du travail. C'est la raison pour laquelle le marxisme a pu avoir tendance à sous-évaluer cette question.

La thèse de David Harvey est la suivante : l'accumulation par dépossession n'est pas un stade du capitalisme (son stade primitif ou son stade suprême), mais une part essentielle et constante de son fonctionnement. Le capitalisme est toujours accumulation par exploitation et par dépossession. La question importante pour comprendre notre présent est alors celle de la relation entre ces deux formes d'accumulation. Jusqu'aux années 1970, le capitalisme fonctionnait de manière équilibrée en recourant aux deux formes d'accumulation. Depuis, l'équilibre semble rompu en faveur de l'accumulation par dépossession. Le capitalisme revient à sa violence originelle.

La lutte anticapitaliste ne peut donc se réduire à la lutte contre l'exploitation. Elle concerne en premier lieu aujourd'hui, par exemple en Amérique du Sud et en Afrique, ceux qui luttent localement contre l'appropriation privative de leurs terres et pour le maintien de leur communauté.



La biodiversité amoureuse. Sexe et évolution

Odile Jacob Sciences, 2011

THIERRY LODÉ

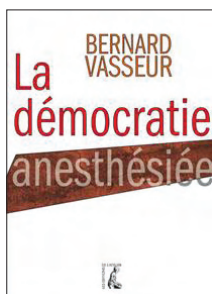
PAR CÉCILE BARON

Dans son essai, Thierry Lodé, biologiste et professeur d'écologie évolutive à l'université d'Angers tente de rendre sa place à la sexualité dans l'évolution du vivant et élabore une critique méthodique du darwinisme. Il démontre que l'évolution n'est pas seulement le

résultat d'une adaptation au milieu et aux conditions environnementales mais également l'aboutissement des parades amoureuses dans une lutte pour la séduction. Le mieux adapté des animaux, s'il est incapable de séduire, ne se reproduit pas et condamne ses caractéristiques génétiques à disparaître avec lui. « Il n'y a pas de sélection par la mort mais par l'amour ». C'est pour séduire que le nasique arbore un nez gigantesque, que les manakins dansent le moonwalk ou que le caméléon de Jackson porte fièrement ses cornes.

Thierry Lodé montre que la force d'une espèce vient de la différence, de la possibilité de croiser les patrimoines génétiques et de combiner les génomes à l'infini par la reproduction sexuée. Dans ce monde de la différence, la solidarité est l'élément essentiel qui permet la survie de nombreuses espèces animales. L'auteur déconstruit l'argumentaire pseudo-scientifique d'un gène qui coderait un comportement : il montre combien il est absurde de croire qu'il existe un gène de l'homosexualité, un gène de la fidélité ou un gène de la criminalité à détecter chez les enfants de moins de 3 ans.

On regrette cependant que l'auteur ne développe pas davantage l'idée d'une influence de Malthus et du capitalisme victorien de l'époque sur les théories de Darwin. Le lecteur se perd un peu dans ce catalogue d'exemples d'animaux aux comportements « atypiques » dans le monde darwinien et reste sur sa faim quant à la portée politique de cette critique.



La Démocratie anesthésiée*

éditions de l'atelier, 2011

BERNARD VASSEUR

PAR IVAN LAVALLÉE

Livre utile, voire indispensable, aux militants de l'émancipation humaine, cet ouvrage marque le grand retour de l'analyse marxiste des situations concrètes, loin du care de la social démocratie ou de l'instrumentalisation des « droits de l'homme ». La première partie, Le travail refoulé sous l'emploi, montre comment la perversion du sens des mots est une caractéristique des propagandistes du capital. Parler d'emploi, c'est se placer du point de vue de l'entreprise et donc du capital ; parler de travail, c'est adopter celui du travailleur, et plus, celui de l'humanisation. L'histoire de l'humanité c'est l'histoire de ses forces productives; on n'est pas bien loin de Marx et de L'Idéologie allemande.

Dans la deuxième partie, L'impérialisme de l'économie, l'auteur fait litière de « l'expertise économique » qui n'est qu'une propagande technocratique enfermant la pensée politique dans des choix purement techniques,

rappelant opportunément que le sous-titre de l'ouvrage Le Capital est « critique de l'économie politique ».

Partant du travail, l'auteur montre dans la troisième partie (Le temps des loisirs contraints) la cohérence du système capitaliste, de l'occupation du temps de cerveau disponible à la grande distribution. La pseudo « civilisation des loisirs » n'est que la fabrication de consommateurs destinés à écouler les marchandises qu'ils ont eux-mêmes créées en les prostituant et leur faisant « aimer leur servitude ».

On retrouve là le propos de E. Bernays dans Propaganda, mais Vasseur va beaucoup plus loin et montre dans la quatrième partie, La comédie démocratique, que ce fonctionnement est inhérent au système de production et d'échange. Il rappelle des écrits de Tocqueville sur la dictature démocratique, décrit le rôle de la télévision comme appareil d'assentiment et d'illusion démocratique, et dénonce fortement l'électoralisme : « vote mais ne te bats plus ».

La conclusion évoque la perspective des révoltes qui se lèvent ici et là, et qui ouvrent la voie à la Révolution, celle de l'émancipation humaine. Avec B. Vasseur, il y a des révolutionnaires pour participer à cette aventure. On s'étonnera toutefois que (p. 34) Auschwitz soit considéré comme camp de travail (arbeit macht frei) alors que c'était d'abord et avant tout un camp d'extermination, plus qu'une nuance.

* L'introduction de cet ouvrage a été publiée dans La Revue du Projet, n° 12, oct.-nov. 2011.

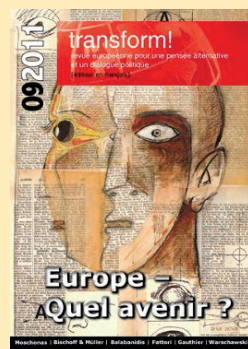
VIENT DE PARAÎTRE

La Revue Transform !

Europe - Quel avenir ?

Un essai de Gerassimos Moschonas sur la complexité des défis européens posés à la gauche radicale et les potentialités du moment présent. Des articles qui interrogent sur l'avenir de l'Europe et esquissent des pistes alternatives. Des expériences inédites comme le référendum italien sur l'eau, le mouvement des places en Espagne, en Israël, en Grèce...

Poursuite du dossier sur Droite populiste et extrême. Et les résultats des forces de gauche lors des dernières élections en Europe.



Consultable gratuitement en ligne : <http://www.espaces-marx.net/spip.php?article738>
Le Numéro : 10 €/abonnement
18 €/commander en ligne sur le site d'Espaces Marx.
Par courrier :
Espaces Marx, 6, avenue
Mathurin Moreau
75167 Paris CEDEX 19

Par **ANDRÉ TOSEL***

Des flux du non monde capitaliste aux flux du communisme et du monde éclats

« *Écoutons le cri du monde* »

Ce qui monte de partout, des charniers et des ethnocides, des camps de purification ethnique, des guerres inexpiables et des massacres généralisés, c'est l'appel des communautés humaines réclamant d'être reconnues dans leur spécificité, mais c'est aussi, parfois exprimée par ces mêmes communautés opprimées et souffrantes, comme au Chiapas mexicain, la proposition que toute spécificité pâtirait d'être close et suffisante à elle-même ».

Édouard Glissant, *Traité du Tout-Monde*, 1997

***ANDRÉ TOSEL** est philosophe, professeur émérite à l'université de Nice Sophia-Antipolis.

Aux cris des violences identitaires se mêlent bien sûr les éclats de colère de tous ceux que la crise de civilisation que porte le capitalisme néolibéral écrase, pille, mutile et met à mort. C'est un triste savoir pour paraphraser Spinoza que celui qui explicite que notre monde est désormais un non monde globalisé pour les masses subalternes. Le non monde se manifeste comme une mégamachine qui empêche trop de modes finis, trop d'étants, d'apparaître dans leur éclat, de se produire comme éclats du monde, d'un chaos qui serait joie de l'expansion. Le savoir triste du non monde réduit les éclats du monde à n'être que des moments d'une guerre infinie. Les flux inévitables du devenir en régime de supercapitalisme néolibéral mêlent, comme il se doit, production et destruction, mais sous l'hégémonie croissante d'une destruction qui prive des multitudes d'étants de la possibilité de se constituer en éclats de monde.

Là cependant n'est pas le dernier mot. En son mouvement intérieur ce constat ne saurait se réduire jamais à consentir secrètement au malheur du non monde, ni à succomber à la fascination perverse devant le désastre de l'acosmisme et du nihilisme. Partout, dans les cris du non monde, se font entendre d'autres voix, le chant des vaincus de l'opéra monde qui refusent d'être la piétinée, les laissés pour compte d'une histoire

devenue démente. Les résistances des sans part persistent et font tendance, tout comme fait tendance la lutte sourde des travailleurs et des employés, des salariats et des précairats contre la soumission réelle qui définit l'entreprise et l'emprise du capital. Ces résistances démentent les promesses non tenues des pseudo-universels. De leur côté, les équivoques des réactions immunitaires inscrites dans les retours des religions de l'Un, dans la fermeture des communautés identitaires, dans les prétentions totalitaires monstrueuses des soi-disant civilisations, rencontrent un adversaire inéliminable dans l'appel au Tiers rationnel pratique d'un commun égalitaire à qui recourir.

Cet appel permet de déconstruire la prévarication des Tiers symboliques qui sacralisent les inégalités et les figures du non monde en assurant la promotion d'imaginaires prédateurs. Nous parions que le communisme peut dans cette perspective trouver une configuration capable de procéder à la rectification de tout ce qui a rendu imprononçable ce nom et trouver une force de propulsion inédite. Le chemin sera long, car il faudra se refaire une raison dans la critique du néolibéralisme et reformuler les concepts de bien(s) commun(s), d'être en commun, de notions communes, de sens commun, dans le respect de la pluralité et dans le milieu du métissage, en complexifiant la théorie du bloc des pratiques par celle des scénarios culturels qui la surdéterminent.

Nous sommes en ce point contraints de reprendre une question philosophique décisive, métaphysique si on veut, celle du rapport entre être et devenir, état et flux, identification et différenciation, individualité et individuation, trans-individualité et trans-individuation. C'est la question que Hegel avait en sa grandeur spéculative inégalée osé

« Nous parions que le communisme peut dans cette perspective trouver une configuration capable de procéder à la rectification de tout ce qui a rendu imprononçable ce nom et trouver une force de propulsion inédite. »

affronter sous la référence à la dialectique. Cette question a hanté les meilleurs efforts des philosophes en France depuis 1945. Elle a trouvé des réponses dans des propositions de rectification venues de Sartre, Merleau-Ponty, Lefebvre, Castoriadis, Morin, Sève, Althusser. Elle a aussi suscité des oppositions farouches et inspiré des alternatives diverses avec Foucault, Deleuze, Derrida, Badiou. Elle est renouvelée par l'apparition de recherches épistémologiques originales centrées sur l'émergence d'une nouvelle rationalité, avec les travaux de Prigogine, Stengers et surtout de Simondon. Cette question, nous la rencontrons aujourd'hui dans la réalité du capital saisie comme ensemble disjonctif de flux et production d'un monde liquide, producteur infini de risques l'emportant sur les promesses traditionnellement liées au mot communisme, ce mot anti-séparateur par excellence, avec les études de Bauman, de Beck et d'Appadurai. Si le non monde globalisé est celui des flux de marchandises, de communications, de populations, de technologies de signes et d'idées, alors naît une interrogation qui semble paralyser la pensée d'une émancipation possible : la résistance aux flux où se réalisent tout à la fois la soumission réelle sous le capital et la fractalisation pluriculturelle guerrière des identités collectives peut-elle et doit-elle viser à se faire état, stabilité, consistance ? Si elle

est un flux comment penser la différence des flux ?

Souvent les luttes pour un monde « autre » que le non monde globalisé sont hantées par le mirage d'un État stable et fixe du monde et reposent sur la dénégation de l'irréductibilité du monde défini comme ensemble de flux et comme chaos en mouvement vers un ordre toujours précaire. Ce chaos ne peut s'immobiliser en un beau cosmos avec ses étoiles fixes, sa terre immobilisée en son centre ; il ne peut se donner à contempler comme une nature en soi. Or, qu'il soit soumis au supercapitalisme néolibéral ou non, qu'il s'ouvre ou non sur un communisme purifié de sa volonté de puissance et de ses fantasmes de maîtrise, le monde de l'action humaine n'est que celui du devenir, non d'un être soustrait au devenir, à la modification et à la modalisation. Il ne pourra ni s'immuniser contre les flux ni s'enfoncer dans un état stationnaire, dans un repos définitif et une paix éternelle. Il demeurera toujours celui de la Relation en expansion sans but en soi, d'un Chaos en incessant(e) Cours(e) qui ne se fait ordre que localement et provisoirement, que de manière métastable comme dirait Simondon. Il faut ainsi distinguer entre flux et flux sous peine de laisser verser la critique du non monde du côté du pessimisme ontologique de Heidegger dont la lucidité négative extrême sur l'arrondissement du monde s'est payée d'un aveuglement politique terrifiant.

Distinguons donc entre la métacatégorie de flux qui est indépassable sur le plan ontologique et les concepts déterminés des flux propres aux modes de production de l'être social qui varient en faisant un sort particulier aux flux du capitalisme. En imposant la dynamique de l'accumulation infinie et de la recherche hystérique du profit, le mode de production capitaliste tend à accréditer l'idée que son concept de flux remplit en une seule fois et définitivement la métacatégorie de flux. Or, les flux se disent et se déclinent toujours de plusieurs manières tout comme les Tiers symboliques n'échappent pas à l'historicisation. Tout le problème est donc de réorienter les flux de production et de la consommation de la richesse en les subalternant à l'hégémonie des subalternes et en substituant à l'impératif catégorique de la valorisation capitaliste infinie et aux effets culturels meurtriers tout aussi infinis le principe sans fondement du tiers rationnel et la pratique infinie de l'égalité.

Cette substitution ne rend pas impossibles les flux. Elle en ouvre d'autres, les flux des connaissances communes, les flux des biens communs appropriés dans le respect de la

«Le conflit social, dans sa logique pure, éprouve sa continuité dans la joie de la coopération et de la solidarité qui se vit dans des luttes productrices de l'existence commune.»

pluralité humaine, le flux d'énergies non destructrices, les flux des solidarités métisses, les flux des actions enfin possibles des subalternes comme le souhaitait Gramsci dont l'apport théorique sur ce point est toujours actuel.

L'importance de la catégorie de flux se manifeste surtout dans la thèse de la productivité du conflit social dont les objets sont précisément les flux de la vie, du travail et de la parole. Les flux identitaires dans leur logique pure sont producteurs de dissonances ou de stridences qui peuvent ne pas se composer. Ils ne peuvent jamais être pleinement joyeux et en eux les passions tristes dominent. La colère se mue souvent en ressentiment, en haine violente, en désir de vengeance et de destruction. Le conflit social a aussi bien sûr, pour moteur la colère éprouvée contre l'exploitation, la domination, l'assujettissement ; il peut converger avec le conflit identitaire (les travailleurs nationaux peuvent ne demander liberté et égalité que pour eux et devenir des soldats fanatiques de la nation ou de l'ethnie). Le conflit social, dans sa logique pure, éprouve sa continuité dans la joie de la coopération et de la solidarité qui se vit dans des luttes productrices de l'existence commune. Les flux identitaires ne sont productifs que s'ils sont canalisés, apposés aux flux des conflits sociaux et composés avec eux selon une logique d'égalité existentielle indéterminée. Toutefois il serait erroné de séparer l'un de l'autre le conflit identitaire et le conflit social.

Une pensée actuelle de l'émancipation nous libérant du non monde doit donc réapprendre l'intelligence des flux, pour faire monde, pour refaire un monde devenir, pour inventer d'autres flux. Il se trouve seulement que le désastre du non monde est si avancé, que les flux destructifs sont si déchaînés que l'inventaire doit être opéré afin que soit conservé tout ce qui permettra de chevaucher et de réorienter les flux, d'en inventer d'autres. De ce point de vue, les langues, les modes d'expression et de vie, les savoir-faire et les savoir-dire, les régulations et les ressources naturelles sont autant de socles qu'il faudra conserver. Il en va de même pour de vrais services publics, pour les institutions de solidarité et de sécurité sociale, de laïcité, de démocratie radicale. Il y a place, en effet, pour des flux conservateurs qui ne sont pas des conservatoires passésistes pour contempteurs de la vie et nostalgiques des hiérarchies, mais des flux porteurs d'acques de civilisation.

Nous ne disposons pas de cette pensée alors que son urgence est extrême pour dépasser enfin le carcan du néolibéralisme qui a su se projeter en une pensée unique encore hégémonique et éliminer ses adversaires, qu'ils soient républicains, socio-démocrates, socio-libéraux ou communistes, comme l'avait bien vu Michel Foucault dans ses derniers cours au collège de France, non sans ambiguïté toutefois. Nous disposons cependant des anticipations de la poésie qui nous dirigent vers une imagination du chaos monde qui ne soit pas celle de l'autodestruction, mais celle d'un chaos de l'éclat monde, de l'opéra monde où chaque étant pourrait un moment donner la mesure de sa brillance dans son être en commun avec d'autres et manifester dans ces flux la modalisation, le mode qu'il en constitue, sans avoir à subir les violences devenues superflues de l'exploitation, des génocides et des ethnocides, sans se laisser normaliser par les entreprises du management, sans se constituer en esclave volontaire de l'auto-management, cette pseudo éthique du capitalisme globalisé.

La politique de l'émancipation ne peut compter, en effet, sur le seul concept ; elle se soutient et se dynamise d'une poétique du monde qui fait coupure avec les imaginaires de la rationalité entrepreneuriale et des états de la guerre monde qu'elle soit sociale ou identitaire. Un nouvel imaginaire, une esthétique du Tout-Monde constituent désormais les moments d'une poétique qui se fait en son registre poésie de monde, une poétique au sens fort qui donne accès « à une nouvelle région du monde » dont les anciennes îles de la colonisation sont la figure avortée, à un monde qui soit à lui-même sa nouvelle région, alternative au non monde globalisé.

La Relation, l'être avec et en commun qui est aussi être contre en tous le sens du contre, se dit de plusieurs façons. Elle ne s'énonce pas seulement comme métacatégorie. Elle s'exprime en une puissance poétique qui met les étants et les paroles en situation de contamination et d'éclatement, de métissage et de commerce hors marchandise. Si le communisme doit se rectifier en ce qui a fait de lui une forme de maîtrise hantée par l'infinité capitaliste de la production pour la production, un communisme de la finitude se dit comme l'infini des éclats monde, d'un monde qui se sait aussi terre vulnérable. ■

Ce texte est une reprise modifiée de la conclusion du vol. II de mon livre *Civilisations, cultures*.

Par **PHILIPPE BOURDIN***

Être citoyen sous le Directoire ⁽¹⁾

Le Directoire (1795-1799), n'est en rien le moment ultime, divaguant, incompréhensible, de la Révolution.

***PHILIPPE BOURDIN** est professeur d'histoire moderne Université Blaise-Pascal, Clermont II.

UNE QUÊTE DE LA MODÉRATION

Alors que les dernières grandes manifestations populaires parisiennes de germinal et prairial an III revendiquaient l'application de la constitution de 1793, c'est un texte nouveau et très modéré qu'avaient adopté les Thermidoriens en août 1795. « Vous devez garantir la propriété du riche. L'égalité civile, voilà tout ce qu'un homme raisonnable peut exiger. [...] L'égalité absolue est une chimère [...]. Nous devons être gouvernés par les meilleurs [...]. Un pays gouverné par les propriétaires est dans l'ordre social, celui où les non-propriétaires gouvernent est dans l'état de nature », recommandait Boissy d'Anglas. L'acte constitutionnel est précédé d'une déclaration des droits et des devoirs, qui, parce qu'elle semble porteuse de révolte, oublie l'affirmation de 1789 : « Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits ». Elle valorise la propriété, conçue comme la source de l'ordre social, réduit la liberté individuelle à celle d'expression, de pensée, et à « ce qui ne nuit pas à autrui », rappelle l'exigence de soumission aux lois, aux agents de l'État et aux besoins militaires, la nécessité d'être « bon père, bon fils, bon mari, bon époux », fait table rase de plusieurs droits autrefois affirmés (bonheur, éducation, assistance, travail, insurrection), mais maintient l'interdiction de l'esclavage.

Tirant les enseignements de l'histoire récente, les législateurs n'offrent plus la souveraineté à la nation ou au peuple, mais aux citoyens propriétaires français âgés d'au moins 21 ans, payant une contribution évaluée à au moins trois journées de travail ou prouvant leur participation aux campagnes militaires. Les étrangers installés en France depuis sept ans, riches d'une propriété foncière et contributables, ou mariés à une Française, peuvent acquérir la citoyenneté.

Seul le référendum constitutionnel étant maintenu, le régime est essentiellement représentatif, fondé sur des élections à deux degrés au scrutin secret. Les assemblées primaires élisent les juges de paix et leurs assesseurs, les administrations cantonales et municipales, les électeurs au second degré (plus de 25 ans, une propriété ou un revenu équivalents à au moins 150 jours de travail). Ces derniers composent les assemblées électorales, chargées de l'élection des membres du Corps législatif, des tribunaux civils et criminels, du Tribunal de cassation, de la Haute Cour de justice, des administrations départementales. Pour rompre avec l'omnipotence de la Convention, le pouvoir législatif est pour la première fois partagé entre deux chambres, le Conseil des Cinq Cents (qui a l'initiative et vote des projets de loi) et le Conseil des Anciens (qui approuve ou rejette les projets, propose les éventuelles révisions constitutionnelles), élues pour trois ans et renouvelables par tiers chaque année. Aucun comité permanent n'est autorisé, pas plus qu'une délégation d'une parcelle du pouvoir exécutif à un représentant, dont la charge, protégée par l'immunité, est incompatible avec toute fonction publique. L'exécutif, collectif pour éviter une dérive dictatoriale, relève d'un Directoire de cinq membres élus pour cinq ans par le Corps législatif, renouvelables par cinquième chaque année, non rééligibles avant cinq ans. Astreints à une présence quasi constante à leur poste, au palais du Luxembourg, en retour comblés d'honneur et protégés par une garde prétorienne, les Directeurs, comme les représentants, peuvent être traduits devant la Haute Cour. S'ils ne contrôlent pas la trésorerie et ne participent pas à la confection des lois, ils dirigent la diplomatie, l'armée, la fonction publique, disposent de commissaires du pouvoir exécutif auprès des différentes administrations élues.

“**R**épublique bourgeoise ” peut-être, il s'applique à établir fermement l'ordre civique et politique, à achever le temps des émotions populaires, buts après lesquels courraient déjà nombre de Constituants. Il doit composer avec les blessures politiques du camp républicain, celles du fédéralisme, celles de la Terreur, réintégrer les auteurs et les victimes dans les administrations ou le Corps législatif. Le havre de paix civile désiré, le consensus national paraissent parfois bien exigeants tant demeurent intenses les débats idéologiques portés par une kyrielle de journaux efficaces et nourris par les œuvres de la pensée, tant ça et là perdurent les offensives royalistes. Que ces dernières aboutissent au succès électoral de l'an V, au coup d'État qui s'ensuit, et le camp républicain retrouve le goût du mouvement, initiant d'importantes réformes dans les domaines culturel, économique, administratif, dans un contexte intérieur marqué par l'inflation, la paupérisation du plus grand nombre et l'enrichissement rapide de quelques-uns. Ceux-ci profitent notamment des guerres menées en Europe et de la difficile construction des républiques sœurs en Italie et ailleurs – qui posent plus que jamais la question des rapports entre pouvoirs civils et pouvoir militaire.

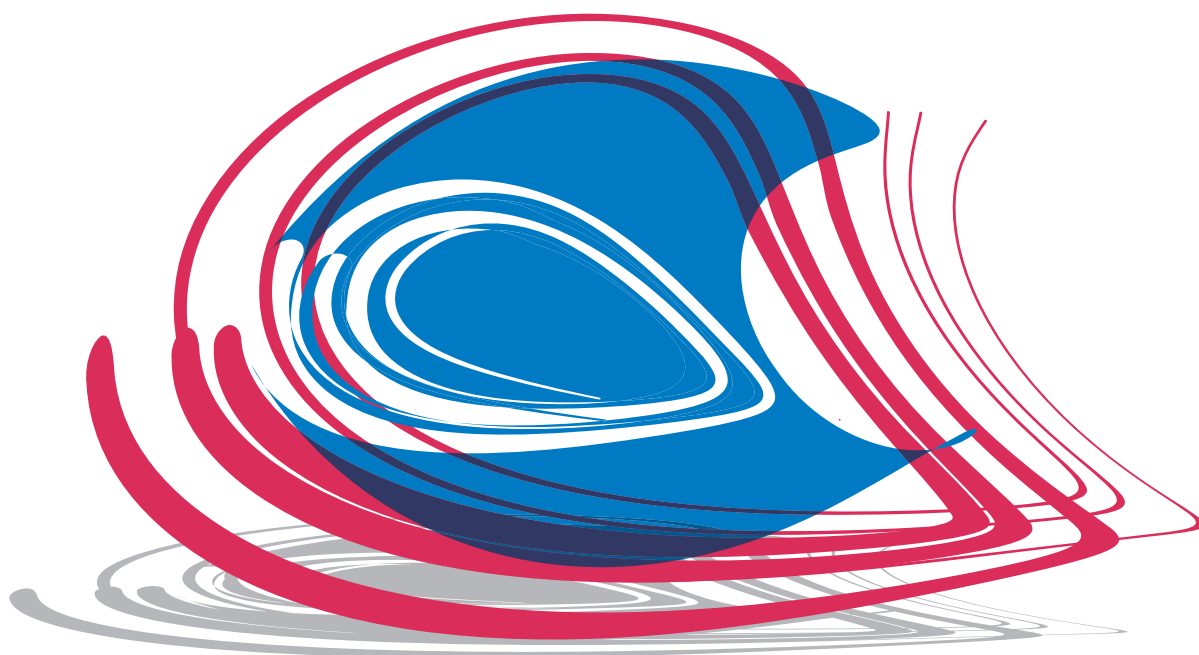
DES BALBUTIEMENTS DÉMOCRATIQUES

Dès son installation, le nouveau régime recherche un juste milieu, éloigné de la Terreur de l'an II, dont la légende noire est savamment entretenue, et d'avantage encore des risques d'une Terreur blanche, telle qu'elle s'exerce dans les Bouches-du-Rhône, et d'un regain royaliste. Les destitutions d'administrateurs sont légion, qui ponctuent cette quête de la modération. En l'an IV, douze départements perdent leur administration, destituée en totalité ou en partie. Au niveau municipal et surtout dans plus de 10 000 cantons ruraux, ces modifications imposées posent le problème du vivier de candidats aux fonctions publiques suffisamment instruits pour être compétents il n'est pas rare de voir mentionnée l'exclusive propension à la boisson de tel ou tel. Elles démotivent aussi les plus engagés. Durant un an au moins, grèves d'élus et d'électeurs, démissions, intimidations chouannes ou royalistes (dans la Manche, la Vienne, le Doubs, le Loiret, les Côtes-du-Nord, etc.) empêchent de constituer toutes les municipalités ou nécessitent des redécoupages des circonscriptions. Mais ces faits ne doivent pas occulter les balbutiements démocratiques induits par des élections annuelles du mois de germinal. Tout un cérémonial électoral, fait de règlements des assemblées, de longs appels des ayants droit (dont les listes dépendent

du bon vouloir des autorités locales, qui ne prennent pas uniment en compte les conditions du cens), d'élection du bureau et du serment collectif autour de valeurs référentielles, est à l'œuvre en des lieux un instant civiquement sacralisés (école, temple décadaire, mairie, place publique). Des principes s'imposent, tel que le dépôt du bulletin manuscrit dans l'urne - manuscrit, et donc toujours susceptible d'être dénaturé par la plume du lettré, voire acheté à l'avance ou contraint par des rapports de clientèle, induisant une fraude qui est loin d'être majoritaire. Quoique les campagnes soient officiellement interdites, discours, chansons, banquets, bagarres de rue, tumultes anticipent sur le moment du vote, ou l'accompagnent. Des stratégies partisans conduisent d'une année sur l'autre à des scissions des assemblées primaires et électorales, dont le pouvoir exécutif fait son miel et autant de coups d'État au moment de la validation ou du rejet des résultats locaux et nationaux : le 18 fructidor an V (4 septembre 1797) contre les royalistes victorieux, le 22 floréal an VI (11 mai 1798) contre les « néo-jacobins » bien placés, le 30 prairial an VII (18 juin 1799) à leur profit.

Quoiqu'elle fluctue selon les nominations et la valeur sociale accordée aux fonctions pourvues, plus forte pour le juge de paix ou les électeurs du second

degré que pour les présidents d'administration, la participation prouve globalement une désaffection paysanne, très marquée à partir de l'an VII, mais les grandes villes connaissent aussi des effondrements spectaculaires (il est rare de dépasser la barre de la moitié des ayants droit, voire 20% dans beaucoup de campagnes). Les causes sont multiples : refus d'une nationalisation des enjeux politiques, dislocation des vieilles communautés rurales, résistances aux lois religieuses et militaires, désappointement devant les réformes sociales et la vente des biens nationaux, mauvaise représentation sociologique des territoires et du pays, lourdeur et durée du rituel électoral, réticences de la nouvelle classe politique à admettre l'élection comme mode ouvert de sélection des élites (d'où les résultats cassés, les nominations autoritaires, les candidats officiels promus par les commissaires envoyés dans les départements en l'an VI). Au cours de l'été 1799 cependant, la mise au point d'un Code électoral permet de franchir un pas décisif vers la reconnaissance du pluralisme : s'il réaffirme la règle de la majorité, il envisage surtout la protection des droits de la minorité. L'idée d'un espace politique apte à transcender les communautés particulières, donc susceptible de laisser s'exprimer la diversité individuelle, s'impose peu à peu. ■



Par MICHEL LIMOUSIN*

La révolution des biotechnologies

La révolution des biotechnologies est bien une révolution car elle transforme tout : la connaissance des mécanismes intimes de la vie d'abord, la société ensuite, la culture, l'économie industrielle, l'éthique et même la conception de ce qu'est l'Homme lui-même.

***DR MICHEL LIMOUSIN** est membre de la Commission santé et protection sociale du PCE.

O n dit souvent qu'une révolution chasse l'autre : c'est faux. Particulièrement dans le domaine scientifique, les révolutions s'emboîtent les unes dans les autres, elles se succèdent. L'une prépare l'autre et l'autre ne saurait apparaître sans la première. Toute la difficulté consiste donc à reconnaître dans la révolution en cours la révolution à venir. C'est cette difficulté que nous rencontrons avec l'évolution actuelle des biotechnologies.

Paul Boccard dans son livre *Transformation et crise du capitalisme mondialisé* soulignait à juste raison l'importance de la révolution informationnelle qui a transformé le monde aujourd'hui. Il est plus difficile de percevoir ce que peut être la révolution des biotechnologies qui est en train d'émerger et qui va bouleverser à l'avenir non seulement de larges parties de l'activité économique, en particulier l'industrie pharmaceutique, mais encore nous poser des problèmes éthiques nouveaux.

QUELLE EST CETTE RÉVOLUTION ?

Elle approche la complexité du vivant à travers les techniques génétiques et biomoléculaires innovantes et établit des concepts nouveaux. Je donnerai ici pour bien me faire comprendre trois exemples récents d'innovations ou de découvertes majeures qui préfigurent des connaissances nouvelles et qui mettent en œuvre des processus nouveaux d'intervention sur la matière vivante.

• **L'exemple de la reconstitution d'un génome complet à partir d'un programme informatique.**

De quoi s'agit-il ? «... de la première

espèce capable de se reproduire sur la planète qui a pour parent un ordinateur ! » nous dit le biologiste américain John Craig Venter. En effet, l'article paru en mai 2010 dans le magazine *Science*, signé de D. G. Gibson travaillant dans les Instituts John Craig Venter de Rockville et de San Diego indique que son équipe est parvenue à reconstituer les 1,1 million de paires de bases qui forment les séquences de l'ADN des bactéries *Mycoplasma mycoides* ; ils ont transplanté ce génome artificiel dans des bactéries *Mycoplasma capricolum* donnant ainsi vie à une nouvelle bactérie pouvant se reproduire. « En construisant le génome d'une bactérie grâce à des méthodes chimiques pointues et en transférant cette molécule comprenant un millier de gènes dans des cellules d'une autre espèce bactérienne, certes très proche sur le plan génétique, l'équipe de Venter a réussi un véritable tour de force expérimental » commente dans le *journal du CNRS*, Jean Weissenbach, directeur du Genoscope-Centre national de séquençage. Craig Venter parle d'une « importante avancée philosophique dans l'histoire de nos espèces ». Cette manipulation annonce-t-elle l'émergence d'organismes vivants fabriqués de A à Z par l'homme ? « Rien n'empêche d'imaginer un tel scénario, répond Jean Weissenbach². Mais inventer une nouvelle espèce ex nihilo prendra énormément de temps » « Le travail de l'équipe de Craig Venter est cependant un exploit technique remarquable qui ouvre la voie à la synthèse de génomes entièrement conçus par l'expérimentateur. Il devient donc envisageable de tester des combinaisons sophistiquées de gènes et de les substituer à celles qui sont issues de la sélection naturelle, en s'entourant, bien sûr, des précautions expérimentales nécessaires. »

L'important à retenir est que c'est la première fois que l'homme abandonne la méthode traditionnelle des manipulations

génétiques qui consiste à prélever des gènes pour les greffer par une sorte de copier-coller pour repartir de molécules simples et de les arranger selon un modèle prédéfini par la pensée de l'expérimentateur. Cela ouvre la porte à un champ immense de découvertes biologiques : la biologie synthétique.

• **L'expérience d'intégration de neurones dérivés de cellules souches humaines capables de s'intégrer dans le système nerveux.**

La culture des cellules souches humaines produit maintenant des neurones qui sont capables de s'intégrer par des synapses dans les réseaux nerveux de cortex de souris (travaux de Weick, Liu et Zhang publié en 2011 dans *Proc Natl Acad Sci USA*). Ces cellules peuvent moduler l'excitabilité neuronale ce qui suggère une participation effective des neurones greffés au processus de traitement neuronal excitatoires et inhibiteurs de l'information dans le cerveau. La greffe de ces neurones humains est capable d'influencer le comportement des réseaux corticaux murins. Le temps est loin où l'on pensait que les neurones n'avaient d'autre destin que celui de se dégrader et de mourir. Cela ouvre des perspectives formidables de thérapeutique dans le domaine de la dégénérescence cérébrale même si le chemin sera encore long à parcourir.

• **Transplantation réussie de neurones permettant la reconstitution d'un tissu cérébral chez la souris.**

Une équipe de Harvard (Czupryn, *Science*, 25 novembre 2011) vient de prouver que des neurones transplantés peuvent réparer un circuit dans le cerveau d'un mammifère. Des neurones hypothalamiques embryonnaires de souris saines transplantés chez des souris obèses du fait d'une déficience en récepteur à la leptine, ont pu améliorer la fonction hormonale et réduire l'obésité des souris greffées. De bons espoirs existent pour traiter par ces méthodes des lésions de la moelle épi-

nière ainsi que d'autres affections cérébrales (sclérose latérale amyotrophique, maladies neuropsychiatriques etc).

Ces expériences parmi beaucoup d'autres montrent que la révolution des biotechnologies est en train d'ouvrir de nouvelles perspectives alors que dans le même temps l'industrie pharmaceutique marque le pas.

QUE SE PASSE-T-IL SUR LE PLAN ÉCONOMIQUE ?

Au XX^e siècle l'industrie pharmaceutique a d'abord été une branche de l'industrie chimique. Elle s'est constituée autour de l'idée suivante : « un symptôme, une maladie, une molécule thérapeutique, un marché rentable ». Chaque maladie devait avoir sa molécule. L'industrie pharmaceutique a fait fortune dans le cadre des lois du marché et de la rentabilité à court terme. Elle est devenue la deuxième capitalisation boursière mondiale. Ont été abandonnées les maladies rares et les recherches fondamentales trop compliquées ou appliquées incertaines. L'éthique a été mise de côté, on ne le sait que trop.

Dans la *Revue de Santé Publique et de Protection Sociale*, à l'automne 2005, nous écrivions : l'industrie pharmaceutique « n'investit pas dans la recherche fondamentale parce que le retour sur investissement est aléatoire et de toute façon à long terme, bien loin des exigences immédiates de la bourse. Or ce tarissement des sources de la connaissance porte en lui-même le blocage futur des applications et de leur développement. Ainsi peut-on constater que derrière une production profuse se cachent les prémisses d'un blocage dans lequel nous sommes déjà rentrés ». Six ans plus tard, la situation de crise que nous présentions est confirmée. En 2008 la revue *Prescrire* n'a pas attribué, pour la première fois depuis sa création, son prix la « Pilule d'Or », considérant qu'il n'y avait pas de médicaments nouveaux méritants cette année-là, qui puissent constituer une réelle avancée thérapeutique au service des malades et qui méritent d'être récompensés. Ce fait est bien le témoignage du constat établi par cette revue professionnelle indépendante, de la situation de panne de la recherche appliquée consécutive à la panne de la recherche fondamentale. Le retard a été

dénoncé depuis longtemps : en 2001 un rapport officiel (*Biotechnologies et hautes technologies : le retard français*, Pierre Kopp et Thierry Laurent, juillet 2001), dénonçait déjà la situation française. En mars 2009 la revue *Décision Santé* revient sur le sujet et consacre un numéro spécial sur le retard de croissance des « Biotechs françaises », se plaignant de ce que « la révolution n'est pas française ». Elle souligne un manque d'investissement public et privé particulièrement handicapant.

“ Jusqu'où l'être humain peut-il agir dans la maîtrise de sa propre identité sans compromettre l'avenir de l'humanité ? ”

Par exemple la recherche sur les antibiotiques a été abandonnée en France alors que des résistances bactériennes apparaissent de plus en plus fréquemment. L'idéal aurait été de mettre au point de nouveaux antibiotiques et de les mettre en réserve pour ces nouvelles bactéries multirésistantes. Fabriquer en quelque sorte une molécule pour ne pas la vendre : le contraire des lois du marché ! Le capitalisme ne sait pas le faire.

Aujourd'hui les recherches se font largement ailleurs : les universités, les centres de recherche spécialisés, certaines « start-up » essaient d'attirer des financements pour cette recherche. Nous devons tenir compte de cette situation dans nos propositions économiques. Le Pcf avait retenu l'idée en 2005 de promouvoir une nouvelle dynamique industrielle autour du médicament en proposant un pôle public du médicament. Cette proposition a été affinée récemment en distinguant la proposition d'un pôle public du médicament et la nécessité de créer un nouvel établissement public en charge de la recherche, de la production et de la commercialisation de nouveaux produits. Ne faudrait-il pas penser à élargir le champ de ces deux organismes aux biotechnologies ? Un pôle public du médicament et des biotechnologies ? Un autre avenir se dessine sous nos yeux, il faut en être. Le débat politique que nous devons conduire doit inclure ces questions fondamentales.

QUE SE PASSE-T-IL SUR LE PLAN ÉTHIQUE ?

L'aspect économique ne résume pas la question des biotechnologies. L'aspect éthique est majeur. On le voit bien, les capacités nouvelles qui émergent ouvrent la possibilité d'une nouvelle maîtrise de la vie et tout particulièrement de la nature humaine elle-même. Des questions majeures vont se poser. Elles se poseront dans le cadre de la civilisation capitaliste. Elles se poseraient tout autant dans le cadre d'une civilisation nouvelle post-capitaliste (socialiste ? communiste ?).

Le capitalisme cherchera inmanquablement à en tirer profit. Jusqu'où ? Qui pourra arrêter les dérives qu'on peut imaginer si on laisse faire ? Mais le problème va au-delà. Jusqu'où l'être humain peut-il agir dans la maîtrise de sa propre identité sans compromettre l'avenir de l'humanité ?

La révolution des biotechnologies est bien une révolution car elle transforme tout : la connaissance des mécanismes intimes de la vie d'abord, la société ensuite, la culture, l'économie industrielle, l'éthique et même la conception de ce qu'est l'Homme lui-même. Elle touche au plus profond de l'identité de l'humanité : elle pose la question de la conception de la personne humaine, du rapport à la maladie et à la mort, du développement, de la vie en société. Nous sommes loin d'avoir fait le tour de la question aujourd'hui : c'est une des révolutions les plus fondamentales que l'être humain ait jamais connu.

Ceci nous conduit à proposer un travail sur un aggiornamento de notre pensée politique. C'est tout l'intérêt du regard que nous portons sur la problématique des biotechnologies. Il faut approfondir les bases de notre philosophie politique pour que l'humain y prenne mieux sa place. Ne ratons pas le XXI^e siècle. ■

1) Collection ESPERE, 2^e édition actualisée. Le Temps des Cerises. Août 2009.

2) Jean Weissenbach fait partie de l'Unité Génomique métabolique (CNRS / Université d'Évry / CEA), la structure de recherche fondamentale du Genoscope. Cet expert mondial du génome est lauréat du grand prix de la fondation pour la recherche médicale (2007) et de la médaille d'or du CNRS (2008).

LES RESPONSABLES THÉMATIQUES



Patrice Bessac
Responsable national du Projet
projet@pcf.fr



Stéphane Bonnery
Formation/Savoirs, éducation
recherche
stephane.bonnery@wanadoo.fr



Nicolas Bonnet
Sport
nbonnet@pcf.fr



Hervé Bramey
Ecologie
hbramycg93@wanadoo.fr



Ian Brossat
Sécurité
ian.brossat@paris.fr



Laurence Cohen
Droits des femmes/Féminisme
cohenperdrix@gmail.com



Xavier Compain
Agriculture/Pêche
jyoudom@pcf.fr
ssimonin@pcf.fr



Olivier Dartigolles
Europe
odartigolles@pcf.fr



Yves Dimicoli
Economie Finances
ydimicoli@pcf.fr



Jacques Fath
Relations internationales,
paix et désarmement
jfath@pcf.fr



Olivier Gebhurer
Enseignement supérieur
et recherches
olivier.gebhurer@wanadoo.fr



Jean-Luc Gibelin
Santé Protection sociale
jean-luc.gibelin@orange.fr



Isabelle De Almeida
Jeunesse
isabelle.dealmeida@numericble.fr



Fabienne Haloui
Lutte contre racisme,
antisémitisme et discriminations
fabienne.haloui@orange.fr



Alain Hayot
Culture
ahayot@pcf.fr ou
ahayot@regionpaca.fr



Valérie Goncalves
Energie
val.goncalves@free.fr



Jean-Louis Le Moing
Dom-tom
jllemoing@pcf.fr



Danièle Lebaill
Services Publics et solidarités
danielle.lc@wanadoo.fr



Isabelle Lorand
Libertés et droits de la personne
liberte@pcf.fr



Sylvie Mayer
Economie sociale et solidaire
mayersy@wanadoo.fr



Catherine Peyge
Droit à la ville, logement
catherine.peyge@ville-bobigny.fr



Gérard Mazet
Transports
gmazet@pcf.fr



Eliane Assassi
Quartiers populaires et libertés
elianeassassi.contact@gmail.com



Richard Sanchez
LGBT
rsanche@pcf.fr



Véronique Sandoval
Travail
vsandoval@espaces-marx.org



Jean-François Téaldi
Droit à l'information
jean-francois.tealdi@francetv.fr



Nicole Borvo
Institutions, démocratie, justice
mdagorn@pcf.fr



Jean-Marc Coppola
Réforme des collectivités locales
jmcoppola@regionpaca.fr



Jérôme Relinger
Révolution numérique
et société de la connaissance
jrelinger@pcf.fr

Liste publiée dans *Communistes*
du 22 septembre 2010

L'ÉQUIPE DE LA REVUE



Patrice Bessac
Responsable
de la Revue



**Guillaume
Quashie-Vaclin**
Responsable
adjoint



Noëlle Mansoux
Secrétaire
de rédaction



Amar Bellal
Sciences



Gérard Streiff
Combat d'idées



Marine Roussillon
Pages critiques



Nicolas Dutent
Communisme
en question



Alain Vermeersch
Revue des médias



Côme Simien
Histoire



Renaud Boissac
Collaborateur



Anne Bourvic
Regard



Frédo Coyère
Maquette et
graphisme

COMITÉ DU PROJET ÉLU AU CONSEIL NATIONAL DU 9 SEPTEMBRE 2010 : Patrice Bessac - responsable ; Patrick Le Hyaric ; Francis Wurtz
Michel Laurent ; Patrice Cohen-Seat ; Isabelle Lorand ; Laurence Cohen ; Catherine Peyge ; Marine Roussillon ; Nicole Borvo ; Alain Hayot ; Yves Dimicoli
Alain Obadia ; Daniel Cirera ; André Chassaigne.